



n°17

équité
omnément
éation
cherche
versité
reprise
obilité
idarité
venneté
rojet
anisme
bitra
onction
riment
ternet
litique
unication
oppement
llution
mplot
ommation
nfluent
apture
verture
itralité
entité
abitat

les cahiers Millénaire

trois

**Intelligence
et développement
de la cité**

Invitation au débat

La réflexion prospective et stratégique sur le devenir de l'agglomération lyonnaise engagée par le Grand Lyon est par essence collective. Elle concerne et doit impliquer, outre les élus et les services du Grand Lyon, les partenaires de ce dernier, les habitants de l'agglomération et de nombreux acteurs d'horizons divers.

A partir d'une vision des enjeux à long terme, la démarche doit permettre de construire les options stratégiques de développement de l'agglomération pour le début du siècle prochain. Pour ce faire, elle doit favoriser à la fois l'émergence d'une vision partagée des enjeux, et la constitution d'une culture commune sur un ensemble de questions centrales pour la société locale aujourd'hui : l'environnement, le lien social, la citoyenneté, les technologies de l'information, etc.

La réussite d'une telle entreprise passe nécessairement par un véritable partage des informations et des diagnostics des situations, et par une confrontation et une expression des points de vue et des idées, dans leur diversité.

les cahiers Millénaire

Avec les "Cahiers Millénaire 3", diffusés gratuitement, le Grand Lyon s'inscrit dans cette perspective.

Ces cahiers sont le support par lequel :

- sont diffusées les informations fondamentales concernant les différents sujets de la réflexion prospective,
- sont rendues publiques les réflexions et études réalisées par le Grand Lyon dans ses domaines de compétence, intéressantes pour la réflexion prospective,
- est donnée l'actualité de la démarche (comptes-rendus de colloques ou de manifestations...),
- les partenaires et les experts indépendants peuvent exprimer un point de vue, sous leur propre responsabilité.

Les cahiers Millénaire 3 ne sont donc pas des oeuvres définitives et achevées qui concluent des processus de réflexion ; ce sont des documents de travail, qui invitent à la discussion ; des petites pierres mises à la disposition de la construction collective.

Sommaire

Introduction : Intellectuels, vous nous intéressez ...	p 3
I. Qui sont les producteurs d'idées ?	p 9
Une catégorie qui s'élargit	
Le rôle grandissant des artistes	
Multiplication des lieux de production	
II. Les conditions de la vie intellectuelle	p 17
Des lieux pour se rencontrer, s'exprimer, débattre	
Des personnalités et des réseaux	
Vecteurs de diffusion et instances de légitimation	
III. Lyon ou l'autoflagellation : pour en finir avec les stéréotypes	p 25
Une ville "provinciale" ... ou une vision archaïque de la ville ?	
Une ville "fermée : affaire de générations...	
Une ville "idéophobique" ... ou un capital sous-évalué ?	
IV. L'intelligence court les rues	p 37
Suggestions individuelles	
Esprit civique, lieux de l'esprit	
V. Investir dans la vie intellectuelle : les voies de la modernité	p 47
Les collectivités locales sont attendues	
Pour une action "en profondeur"	
S'impliquer avant d'aider !	
Des professionnels de l'interface	
Les outils de l'aide au développement :	
souplesse et part du risque	
Aider les petites structures	
Mise en débat : pour des espaces publics de réflexion	
Diffusion, valorisation, légitimation	
Conclusion	p 61

Regards croisés

Chercheurs, citoyens : au café (des sciences !)	p 5
<i>Pablo Jensen</i>	
La tête bien faite *(extraits)	p 7
<i>Edgar Morin</i>	
« L'intelligence devient un enjeu économique »	p 14
<i>Patrick Bazin</i>	
Interview	p 22
<i>Jacky Vieux</i>	
Mission possible	p 23
<i>Pierre CALAME</i>	
Confluences vers la science	p 32
<i>Nathalie Blanc</i>	
Interview	p 34
<i>Guy Walter</i>	
Cette toile qui se tisse ...	p 43
<i>Bernard Jacquand</i>	
Interview	p 44
<i>Antoine Lion</i>	
Dossier	p 63
<i>le rôle des intellectuels dans un monde en recomposition</i>	
Fin de millénaire, l'ère de l'information Conclusion générale de la trilogie *(extraits)	p 65
<i>Manuel Castells</i>	
Pourrons-nous vivre ensemble *(extraits)	p 67
<i>Alain Touraine</i>	
Comment sortir du libéralisme ? *(extraits)	p 70
<i>Alain Touraine</i>	
Le renouveau de l'engagement intellectuel *(extraits)	p 73
<i>Serge Lellouche</i>	
Liste des personnes rencontrées ou interrogées dans le cadre de l'enquête de Pierre-Alain Four	p 77



Introduction : Intellectuels, vous nous intéressez !

Les clichés ont la vie dure. Plusieurs enquêtes récentes dans la presse nationale s'en étonnent encore : Lyon, capitale de la deuxième agglomération française, coeur d'une région en constant développement économique, "énorme évidence historique et patrimoniale au centre de la France"¹, qui vient d'être classée au patrimoine mondial de l'humanité par l'U.N.E.S.C.O., ne serait qu'un désert intellectuel... Une ville "étouffoir", "idéophobique", se méfiant des idées comme d'autres se méfient de l'argent.

"Une vie intellectuelle à Lyon ? Allons donc, vous rêvez !", s'est ainsi entendu répondre Pierre-Alain Four, qui a eu l'audace d'aller interroger sur le sujet des acteurs de la cité exerçant ce qu'il est convenu d'appeler un "métier intellectuel". A première vue : néant. Les intellectuels ne manquent pas, expliquent les uns et les autres, mais de vie, point. Première et fausse impression, explique ce jeune chercheur², qui a poursuivi l'enquête au-delà des préjugés, pour découvrir le foisonnement qui anime en fait la cité : des cafés philo aux grandes écoles, en passant par les réseaux militants, les lieux culturels et les laboratoires de recherche, la ville bouge... mais méconnaît son propre dynamisme et ne cherche pas à le valoriser.

C'est à la demande du Grand Lyon et de la Chambre de Commerce et d'Industrie que Pierre-Alain Four s'est aventuré dans "*le système (local) de fabrication des idées*". Ces deux institutions, qui travaillent déjà sur le développement scientifique de la cité (technopôles, pépinières d'entreprises de pointe, accueil de chercheurs étrangers...), souhaitent mieux connaître le domaine des sciences humaines, de la philosophie et de la littérature, avant de s'interroger sur les

modes d'action envisageables des collectivités locales, leur contribution possible à la révélation, à la rencontre des milieux. Comment donc se fabriquent et se diffusent les idées à Lyon ? Comment s'opère, surtout, la circulation des connaissances entre les intellectuels, les décideurs et la société locale ?

Disons-le d'emblée, l'étude excluait le champ des sciences exactes, dont on sait déjà combien elles concourent au rayonnement international du pôle lyonnais. Il s'agissait plutôt d'aller voir du côté des **idées qui font société**, celles qui nourrissent des courants culturels, politiques et sociaux. Tout cet univers de réflexions critiques qui permet à Lyon d'être un foyer intellectuel sous la Renaissance, mais dont on cherche aujourd'hui avec peine les traces dans la ville. A l'heure de la mondialisation et de la tertiarisation croissante des économies, quand **l'intelligence** s'affirme comme **nouvelle matière première**, ressource indispensable au développement durable des sociétés humaines, l'interrogation est légitime. Face au dynamisme d'autres cités qui excellent, en France et en Europe, dans la mise en scène de leur capital intellectuel, artistique ou culturel, Lyon brille plutôt par sa discrétion, en dépit d'investissements récents dans les domaines muséographiques et patrimoniaux. Est-ce le fait d'une tradition de réserve, bien ancrée dans les mentalités lyonnaises, ou faut-il s'inquiéter d'une éventuelle faiblesse des moyens consacrés à la diffusion, l'échange et la mise en débat des idées ? Comment exploiter au mieux les richesses locales, comment favoriser la participation des intellectuels au projet d'agglomération, répondre aux besoins de réflexion des décideurs sur la société et ses transformations ?



1 - "Lyon, le secret le mieux gardé d'Europe", Luc Desbenoit, Télérama n° 2596, 13 octobre 1999.

2 - Docteur en Sciences Politiques, Pierre-Alain Four est chercheur associé au C.E.R.A.T.-C.N.R.S. et chargé de recherche au sein de A.P.O.R.S.S. (Association pour l'organisation de la recherche en sciences sociales).

Si les collectivités locales ont une carte à jouer en ce domaine, il convient de bien comprendre sur quel type d'intervention elles doivent cibler leur action. Sont-elles légitimes pour intervenir ? Et si oui, comment peuvent-elles le faire ? Doivent-elles financer des recherches, accueillir de jeunes chercheurs en résidence ? Soutenir la presse et l'édition ? Devraient-elles davantage, à l'heure de la décentralisation, jouer un rôle d'entraînement, de "soutien éclairé" ou de valorisation des idées, comme elles le font dans d'autres domaines sur lesquels l'Etat se désengage ?

A ces questions, Pierre-Alain Four a répondu en trois temps :

-une phase de **repérage** des lieux de production et de diffusion des idées dans l'agglomération ;

-une phase **d'investigations** : série d'entretiens très ouverts avec une centaine d'acteurs participant à la formation et la circulation des idées.

-un temps de **propositions** : ensemble de pistes d'action issues de l'enquête et susceptibles de répondre aux attentes exprimées par le milieu intellectuel vis-à-vis des collectivités locales.

De ce travail, les commanditaires ont choisi de faire un **objet de débat**. Afin d'approfondir quelques unes des idées-forces qui s'en dégagent, des "petits déjeuners"³

ont été organisés sur le thème, avec des personnes ayant ou non participé à l'enquête. Par ailleurs, *une commande complémentaire* a été passée à Jean-Marie Auzias⁴, philosophe, ancien professeur agrégé à l'I.N.S.A. En fonction de son expérience rhône-alpine et de ce qu'il appelle "*une culture sociologique de proximité*", ce dernier a accepté de jouer un rôle de témoin averti sur le sujet. Il s'est livré à une analyse plus subjective que scientifique, en s'attachant notamment à saisir les "*vides*", les "*impalpables*" de la vie intellectuelle locale, "*tout ce qui naît et meurt en dehors des institutions*", à côté des lieux ou des équipements officiellement reconnus.

La publication d'un Cahier Millénaire 3 s'inscrit également dans cette logique de mise en débat. Diffusé à 3 000 exemplaires, ce document comporte à la fois une synthèse des travaux de Pierre-Alain Four et Jean-Marie Auzias, et des **regards croisés**, éclairages extérieurs destinés à mettre en perspective les résultats des enquêtes locales. Il a été rédigé par Catherine Foret, sociologue indépendante, sur la base des rapports des deux chercheurs et de discussions avec les commanditaires. L'organisation d'une **journée Millénaire 3** sur le sujet, en décembre 1999, complète la démarche, en favorisant l'échange entre des acteurs de tous horizons.



3 - Trois rencontres entre les personnes ayant été interviewées dans le cadre de l'étude et d'autres acteurs qui n'avaient pas été vus en face-à-face. L'objectif des petits déjeuners était de mettre en débat certaines des hypothèses de la recherche, concernant notamment la diffusion des idées, les relations entre art et sciences sociales, la recherche hors de l'université...

4 - Dont les rapports sont disponibles à la Mission prospective et stratégie d'agglomération du Grand Lyon. Prendre contact avec la mission pour se les procurer.

point de vue

Chercheurs, citoyens : au café (des sciences !)*

Par Pablo Jensen, physicien au CNRS, responsable du café des sciences de Lyon

Dans les discussions actuelles sur la réforme de la recherche, que viennent donc faire les cafés ? Pour le comprendre, repartons du fond du problème : à quoi est censée servir la recherche ? On donne généralement deux types de justification : la science permet de connaître le monde et de progresser sur le plan technologique. Sur ces deux fronts, il me semble quelle est aujourd'hui en crise.

Sur le versant de la connaissance, nul ne conteste que la science produit des savoirs spécialisés, largement incompréhensibles pour les citoyens, y compris les chercheurs des autres disciplines. Avec comme conséquence un manque d'enracinement dans la culture : il n'y a pas de véritable pratique de sciences en amateur, et les pratiques réprouvées par la science officielle (astrologie, voyance) se développent. La recherche reconnue institutionnellement est faite par des « scientifiques d'aéroport », véritables hommes d'affaires de la science.

En ce qui concerne les avancées technologiques, les liens entre l'excellence en recherche fondamentale et le bien-être pour le plus grand nombre sont peu évidents. Ainsi, les Etats-Unis, de loin la plus grande puissance scientifique, possèdent des indices de développement

effectif comparables à ceux de régions bien moins avancées scientifiquement mais pratiquant des politiques de santé intelligentes. On peut aussi penser que nous avons déjà assez de technologie pour résoudre les grands problèmes de base de l'humanité (faim, santé). Enfin, les nombreux dérapages technologiques constatés (« la vache folle », Tchernobyl) ou à venir (organismes génétiquement modifiés, clonage) inspirent au public une légitime méfiance envers les « experts » scientifiques, prompts à minimiser tout risque. Il est révélateur que Le Monde diplomatique - pourtant peu suspect d'obscurantisme - ait intitulé deux de ses numéros spéciaux :

« L'homme en danger de science ? » (mai 1992) et, plus récemment, « Ravages de la technoscience » (avril 1998). Face à cette méfiance, quelles réponses peuvent apporter les scientifiques ? L'attaque frontale, disqualifiant les critiques au nom d'une prétendue recrudescence de l'obscurantisme, n'est ni justifiée ni efficace. On n'échappera pas à une réflexion en profondeur sur ce que sont les sciences dites « modernes », sur ce que pourrait être une culture scientifique, et il faut de toute évidence noter des liens effectifs entre sciences et société civile, permettre à

des chercheurs et à des citoyens de se rencontrer et de confronter leurs idées.

Un des problèmes est que les théories scientifiques ne sont pas expressément construites pour être comprises du plus grand nombre : on leur demande « seulement » d'être opérationnelles et de ne pas contredire trop de faits expérimentaux. La compréhensibilité pour le commun des mortels peut être la cerise sur le gâteau d'une explication scientifique, mais elle n'est ni prioritaire ni nécessaire, tout comme la création d'emplois pour une entreprise dans le jeu capitaliste normal, dont l'objectif principal est de faire des profits.

On m'objectera qu'on ne peut exiger que les lois de la Nature soient simples : cela est peu contestable, mais ne devrait pas nous empêcher de consacrer beaucoup d'énergie à la « digestion » des savoirs scientifiques, à leur mise en culture. On dira aussi que ces nouvelles formes de vulgarisation ralentiront la recherche au sens actuel. Peut-être, mais le jeu en vaut la chandelle : perdons quelques-uns des centaines de milliers d'articles scientifiques écrits chaque année - et dont la plupart sont à peine lus, de toute façon ! - et essayons de mieux situer les enjeux de nos recherches pour la

* article paru dans le journal "Le Monde"



société, d'exprimer nos connaissances en termes clairs, de les relier aux autres domaines scientifiques.

Venons-en alors à une modeste - mais opérationnelle - initiative pour relier plus en profondeur science et société : les cafés des sciences. Voici, brièvement, le principe de celui que nous organisons à Lyon depuis plus d'un an, à raison d'un par mois. Autour d'un thème choisi à l'avance (vaccins, pollution, le rituel, les manipulations génétiques, la nourriture biologique, etc.), nous réunissons plusieurs acteurs (chercheurs, industriels, politiques, membres d'associations citoyennes) qui peuvent éclairer le débat et un public de citoyens :

environ quatre-vingts personnes viennent dialoguer régulièrement. La discussion se fait en dehors de l'enceinte universitaire, dans un café du centre-ville et - surtout - autour d'un verre. Les discussions sont détendues mais sérieuses, courtoises mais souvent sans concessions, et les chercheurs sont priés de rendre compte de leurs recherches en termes accessibles. C'est un exercice plus difficile que d'écrire un article technique, mais indispensable dans le contexte actuel, et on aurait tort de penser que c'est bénéfique seulement pour le public... (L'ensemble des discussions des cafés est disponible sur Internet, avec de nombreux liens sur les

sujets traités : <http://www.multimedia.coni/caftifiq/>)

Sur ces sujets de société, il nous semble essentiel de montrer une image réaliste des sciences en train de se faire, pour démentir l'image rigide et froide que l'on a souvent à l'esprit ; essentiel aussi de montrer que les chercheurs sont des gens comme les autres et qu'il existe à l'intérieur des sciences de vives polémiques, des incertitudes. Le développement rapide de cafés des sciences dans plusieurs villes de France (Caen, Paris, Strasbourg) ainsi que le succès populaire qu'ils rencontrent confirment le besoin de dialogue entre public et chercheurs.



regard croisé

La tête bien faite *(extraits)

Par Edgar Morin

Se préparer à notre monde incertain est le contraire de se résigner en un scepticisme généralisé.

C'est s'efforcer à bien penser, c'est nous rendre apte à élaborer et pratiquer des stratégies, c'est enfin effectuer en toute conscience nos paris;

S'efforcer à bien penser, c'est pratiquer une pensée qui s'évertue sans cesse à contextualiser et globaliser ses informations et connaissances, qui s'applique sans cesse à lutter contre l'erreur et le mensonge à soi-même, ce qui nous ramène une fois encore au problème de la « tête bien faite ».

C'est aussi être conscient de l'écologie de l'action.

L'écologie de l'action comporte pour premier principe que toute action, une fois lancée, entre dans un jeu d'interactions et rétroactions au sein du milieu où elle s'effectue, qui peuvent la détourner de ses fins et même aboutir à un résultat contraire à celui escompté ; ainsi la réaction aristocratique de la fin du 18^{ème} siècle en France a déclenché une révolution démocratique ; une poussée révolutionnaire, en 1935-1936 en Espagne, a déclenché un putsch réactionnaire.

Le second principe de l'écologie de l'action nous dit que les conséquences ultimes de l'action sont imprédictibles ;

ainsi nul ne pouvait prédire, en 1798, la Terreur, Thermidor, l'Empire, la Restauration, et la Révolution soviétique du 20^{ème} siècle fut une conséquence indirecte de la Révolution française, qui n'a pas encore épuisé toutes ses conséquences...

Ce qui nous conduit au second viatique : la stratégie. La stratégie s'oppose au programme, bien qu'elle puisse comporter des éléments programmés. Le programme est la détermination a priori d'une séquence d'actions en vue d'un objectif. Le programme est efficace dans des conditions extérieures stables, que l'on ne peut déterminer avec certitude. Mais les moindres perturbations dans ces conditions dérèglent l'exécution du programme et le condamnent à s'arrêter. La stratégie s'établit en vue d'un objectif, comme le programme ; elle va établir des scénarios d'action et en choisir un, en fonction de ce qu'elle connaît d'un environnement incertain. La stratégie cherche sans cesse à rassembler les informations, les vérifier, et elle modifie son action en fonction des informations recueillies et des hasards rencontrés en cours de route.

Tout notre enseignement tend au programme, alors que la vie nous demande de

la stratégie et, si possible, de la sérendipité et de l'art. C'est bien un renversement de conception qu'il faudrait opérer pour préparer aux temps d'incertitude.

Le troisième viatique est le pari.

Une stratégie porte en elle la conscience de l'incertitude qu'elle va affronter et comporte par là même un pari. Elle doit être pleinement consciente du pari afin de ne pas verser dans une fausse certitude. C'est toujours la fausse certitude qui a aveuglé les généraux, politiques, entrepreneurs et les a conduits au désastre.

Le pari, c'est l'intégration de l'incertitude dans la foi ou dans l'espoir. Le pari n'est pas limité aux jeux de hasard ou aux entreprises périlleuses. Il concerne les engagements fondamentaux de nos vies.(...)

L'humanisme se trouverait régénéré. Rappelons que l'humanisme européen d'aujourd'hui n'a pas pour seule source l'héritage athénien (la souveraineté des citoyens sur leur cité, la souveraineté de la raison sur la pensée) et l'héritage judéo-chrétien (l'homme à l'image de Dieu, Dieu prenant forme et chair humaines). Il a reçu l'apport de quatre découvertes issues des sciences et qui situent l'être humain dans le monde en détruisant tout anthropocentrisme. C'est Copernic,

* © "La tête bien faite", Edgar Morin, le Seuil 1999



qui enlève à l'homme le privilège d'être au centre de l'Univers. C'est Darwin, qui en fait un descendant d'anthropoïde, et non plus une créature à l'image de son Créateur. C'est Freud, qui désacralise l'esprit humain, et c'est finalement Hubble, qui nous exile dans une des banlieues les plus reculées du cosmos. L'humanisme ne saurait plus être porteur de l'orgueilleuse volonté de dominer l'Univers. Il devient essentiellement celui de la solidarité entre humains, laquelle implique une relation ombilicale avec la nature et le cosmos.

Cela nous indique qu'un mode de penser capable de relier et solidariser des connaissances disjointes est capable de se prolonger en une éthique de la reliance et de la solidarité entre humains. Une pensée capable de ne pas être enfermée dans le local et le particulier mais de concevoir les ensembles serait apte à favoriser le sens de la responsabilité et celui de la

citoyenneté. La réforme de pensée aurait donc des conséquences existentielles, éthiques et civiques. (...)

La réforme de pensée est une nécessité démocratique clé : former des citoyens capables d'affronter les problèmes de leur temps, c'est freiner le dépérissement démocratique que suscite, dans tous les champs de la politique, l'expansion de l'autorité des experts, spécialistes de tous ordres, qui rétrécit progressivement la compétence des citoyens. Ceux-ci sont condamnés à l'acceptation ignorante des décisions de ceux qui sont censés savoir, mais dont l'intelligence est myope, parce que parcellaire et abstraite. Le développement d'une démocratie cognitive n'est possible que dans une réorganisation du savoir, laquelle appelle une réforme de pensée qui permettrait, non seulement de séparer pour connaître, mais aussi de relier ce qui est séparé, et où ressusciteraient de façon nouvelle les notions broyées

par le morcellement disciplinaire : l'être humain, la nature, le cosmos, la réalité.

La réforme de pensée est une nécessité historique clé. Nous sommes aujourd'hui victimes de deux types de pensée close : l'une, la pensée parcellaire de la technoscience bureaucratifiée qui découpe le tissu complexe du réel en tranches de saucisson, l'autre la pensée de plus en plus fermée, repliée sur l'ethnie ou la nation, qui morcelle en puzzle le tissu de la Terre-Patrie. Il faut donc nous réarmer intellectuellement en nous instruisant à penser la complexité, affronter les défis de l'agonie/naissance de notre entre-deux-millénaires, et tenter de penser les problèmes de l'humanité à l'ère planétaire.

C'est une réforme vitale pour les citoyens du nouveau millénaire et qui constituerait, non pas certes la seule condition, mais une condition sine qua non pour sortir de nos barbaries.



I - Qui sont les producteurs d'idées ?

Pour comprendre ce qui fait la "vie intellectuelle" d'une cité, ce qui participe de son dynamisme en la matière, il fallait aller voir ce qu'en pensent les intellectuels eux-mêmes. Premier problème... Qui rencontrer ? Comment appréhender cette catégorie bien particulière, reconnue par le sens commun, mais que n'encadre aucun statut particulier ? Pierre-Alain Four a choisi d'aborder la question sans s'enfermer dans une approche institutionnelle, qui s'appuierait sur le diplôme ou l'emploi. Il a privilégié la vision "sociale" de l'appréciation entre pairs (les intellectuels vus par leurs homologues), qui permet de faire apparaître une définition du rôle par les protagonistes eux-mêmes.

Une catégorie qui s'élargit

En matière de définition, une chose est sûre : l'intellectuel n'est pas seulement celui qui pense (tout le monde pense dans sa salle de bains..., sans pour autant être reconnu). C'est quelqu'un, comme le rappelle Pierre-Alain Four, "*qui met ses réflexions sur la place publique*". C'est donc un acteur qui dispose (ou qui a besoin) **de ressources pour se faire entendre**. Ressources institutionnelles, éditoriales et/ou médiatiques, mais qui participent dans tous les cas à l'apparition de ses idées dans la société, apparition sans laquelle, en somme, l'intellectuel n'existe pas. Les personnes interrogées ne s'y sont pas trompées, qui ont noté l'importance des **instances de légitimation** dans le processus de production d'idées : "*Un intellectuel, c'est quelqu'un qui a du répondant à l'université ou du poids dans la presse*", estime ainsi un universitaire.

Très peu de personnes se définissent en effet aujourd'hui spontanément comme "intellectuel". Peut-être parce que, comme le note l'un des enquêtés, le qualificatif a acquis une "*connotation péjorative, notamment dans le monde économique*". Dès lors, c'est surtout par **la reconnaissance publique** dont ils font l'objet que ces acteurs peuvent être identifiés. D'où le choix de mener l'enquête sur le principe du réseau : il a été demandé à chacune des personnes interviewées de citer d'autres acteurs, lieux, structures, expériences intéressants à mentionner ou à rencontrer, de manière à enrichir peu à peu l'échantillon de départ et à s'éloigner autant que possible des généralités convenues pour parler de la ville.

Traditionnellement, l'intellectuel "*pense le monde*", exerce une analyse critique, s'engage souvent et s'exprime par le livre. "*Pour eux, la société ne va pas de soi. Ils ont une fonction de mise en question (du pouvoir et d'eux-mêmes) et une fonction de création d'idées et de concepts critiques.*" Pierre-Alain Four rappelle cependant que la notion est récente, historiquement datée⁵ et que le statut de l'intellectuel a considérablement évolué depuis le début du siècle, ne serait-ce qu'en raison du développement de l'enseignement supérieur et de la démocratisation du livre. Il note également que la conception de l'intellectuel "engagé"⁶ est remise en cause aujourd'hui par certains penseurs "dans la place"⁷, qui estiment que la figure de l'intellectuel militant est en voie de disparition.

A cette vision, la plupart des enquêtés continuent pourtant d'opposer **un idéal de**

5 - La catégorie émerge véritablement avec l'affaire Dreyfus à la fin du XIXème siècle. Sur cette question de l'avènement en groupe identifié des "intellectuels", voir notamment Naissance des "intellectuels" (1880-1900), Christophe Charle, Ed. de Minuit, 1990.

6 - Un des critères sociologiques en usage pour le repérage des intellectuels consiste à étudier leur rapport au politique, ce que fait par exemple Alain Touraine lorsqu'il s'interroge dans son dernier ouvrage sur le rôle des intellectuels dans les processus de sortie du libéralisme. Dans un passé récent, Jean-Paul Sartre proposait lui aussi de définir l'intellectuel par son engagement.

7 - Voir à ce propos l'article de Luc Ferry dans le Figaro littéraire (février 1999), qui critique les intellectuels engagés ou concevant leur travail selon un mode critique.



responsabilité sociale. L'intellectuel, s'il n'exprime plus son engagement en termes partisans (de lutte entre grands courants idéologiques), se reconnaît toujours dans une certaine prétention à révéler le monde, à en dénoncer les contradictions, voire à se mettre au service d'un projet social, citoyen. *"Un intellectuel, ce peut-être un prof de fac, mais aussi quelqu'un qui a une position engagée. L'attitude des routiers vis-à-vis de leurs patrons nous apprend beaucoup sur la société"* considère un responsable de structure. Allant plus loin, Jean-Marie Auzias rejette pour sa part la notion de "métier intellectuel" et préfère insister sur la **fonction** de celui qui prétend à ce statut : *"Ce qui distingue l'intellectuel du fonctionnaire de l'esprit, c'est la dimension vitale et civique de son travail, qui devient présence sociale, engagement, irrécupérabilité. L'intellectuel est toujours là où on ne l'attend pas. (...) Il intervient dans la vie de la Cité sur un plan civique et non pas strictement professionnel. Cela tient à sa faculté de sortir du lieu fonctionnel."*

Conséquence immédiate de cette définition en termes de fonction ou de rôle plutôt que de métier : une perception élargie de la catégorie des intellectuels. *"Aujourd'hui, la catégorie des intellectuels est plus large que celle des chercheurs et des universitaires, elle inclut les artistes, les romanciers, etc."* *"Les intellectuels ne sont pas uniquement les universitaires ou les personnes diplômées, heureusement. Il y a des gens qui ont des choses à dire et qui ne sont pas passés par l'école."* rappelle un artiste. En clair, la vision mandarinale de l'intellectuel (un acteur parisien, proche des médias, donnant son avis sur des questions de société tout en

étant lui-même dans une situation institutionnelle stable — professeur d'université, titulaire d'une chaire dans une grande école, chercheur au C.N.R.S...) résiste mal à l'évolution actuelle de nos sociétés. Elle est remise en cause — ou du moins bousculée — par l'entrée en scène de multiples acteurs qui, eux aussi, prétendent penser le monde dans lequel nous vivons et s'engager dans le débat public. Comme le dit Jean-Marie Auzias : *"On peut produire de la vie intellectuelle sans être pour autant un intellectuel. Inversement, il existe une catégorie de producteurs intellectuels, non professionnels, qui marquent la vie d'une ville, y installent des symboles, des formes, des discours (de la politique, du sport, de la cuisine, etc.). (...) Des intellectuels non fonctionnels, mais organiques (...) qui savent cristalliser des sentiments publics"*.

C'est donc à une **démocratisation** et à un **élargissement** du cercle des intellectuels que l'on assiste. Mais ce cercle ne s'agrandit pas de manière homogène. Au contraire, il se fendille et se morcèle, laissant apparaître des figures "hors norme", dont l'identité se fonde moins sur un titre ou un statut, que sur l'activité produite dans le champ des idées. Ce phénomène n'est évidemment pas propre à Lyon : il participe d'une transformation profonde des conditions de la vie intellectuelle depuis le début du siècle. Transformation liée entre autres à l'aggiornamento institutionnel (les institutions accueillent davantage qu'autrefois la contestation), à la fin des idéologies marquées et à la forte croissance du nombre de personnes qui accèdent à un métier où elles ont la possibilité d'exprimer des idées.

Le rôle grandissant des artistes

Signe que la définition de l'intellectuel s'est assouplie au cours des dernières décennies : les personnes enquêtées tendent à éviter tout jugement normatif, toute définition a priori ou en fonction d'un cursus de formation. Leurs témoignages dessinent un monde aux contours flous, une population qui s'est étoffée et diversifiée, avec la montée en puissance d'autres modes d'ex-

pression que le livre, comme le cinéma, le théâtre, les arts plastiques. C'est là que réside selon Pierre-Alain Four l'évolution la plus notable : les artistes jouent désormais un rôle grandissant dans l'activité de réflexion sur la société, et ce d'autant plus que les intellectuels s'engagent moins volontiers. *"Moi, je pense que l'art pense. Tout artiste dit des choses. Les artistes plas-*

ticiens produisent de la pensée visuelle" estime le responsable d'une institution culturelle. "Oui, le théâtre entre dans la sphère des intellectuels. Le théâtre est un mode d'expression d'idées. (...) On montre les choses du monde, c'est pour cela que l'on dérange tant", ajoute un administratif de la culture.

Comme celle de l'intellectuel, la fonction sociale de l'artiste a évolué depuis le début du XXème siècle : longtemps fondée sur l'approche romantique (l'artiste est inspiré pour réaliser des oeuvres qui touchent en priorité aux sentiments), elle est davantage tournée aujourd'hui vers une activité réflexive. Les artistes contemporains et leurs oeuvres ont plus qu'auparavant pour ambition de **produire du sens**, et non plus seulement de l'émotion esthétique. D'où peut-être leur propension croissante à s'inspirer du modèle du chercheur (on parle de "la problématique" d'une oeuvre...), à défendre des valeurs et à s'engager dans l'action civique.

Ainsi les artistes, et plus largement les acteurs culturels s'inscrivent-ils de plus en plus, dans le champ intellectuel, au travers d'interventions qui ne relèvent pas strictement de l'art, mais bien de la **réflexion sur le monde**. Que ce soit au niveau national avec le mouvement des sans-papiers (initié par des cinéastes), au niveau local (avec, par exemple, la mobilisation conjointe d'artistes, d'associations et de syndicalistes au sein du collectif Vaccin contre la politique du Conseil Régional Rhône-Alpes), ou encore avec les nombreux événements culturels qui visent à "*sensibiliser*", "*revenir*" ou "*participer au débat public*" sur les grands choix de société, les artistes sont particulièrement actifs dans des mouvements de pensée qu'en d'autres temps on aurait vu pris en charge par des philosophes, des sociologues ou des historiens. Ils ne s'opposent pas en cela aux intellectuels (qu'ils entraînent d'ailleurs souvent dans leur sillage...) : il serait plus juste de dire qu'ils les rejoignent, adoptant des démarches et des pratiques qui relevaient jusqu'ici du monde intellectuel.

Pierre-Alain Four parle à ce sujet de "**transferts technologiques**" entre artistes et intellectuels. Expression qui désigne aussi

bien les transferts de problématiques d'un monde à l'autre que "*la captation de certains aspects de l'identité professionnelle de l'intellectuel*" par les acteurs culturels. C'est à la fois parce qu'ils puisent dans les apports des sciences sociales pour construire leur oeuvre, et **parce qu'ils pointent des questions de société** que les artistes jouent un rôle d'intellectuels.

Et ces transferts ne s'opèrent pas seulement au niveau individuel : les institutions sont également partie prenante de ce mouvement. On le voit, pour ne citer qu'un exemple, au travers des expositions organisées récemment par L'Institut d'Art Contemporain de Villeurbanne. Considérant, comme la plupart des professionnels de l'art contemporain, être mal ou peu servi par la recherche universitaire classique, cette institution ne se contente plus d'être un musée, mais participe d'une certaine manière à l'orientation de la recherche. Elle organise des rencontres, des colloques visant à analyser l'art contemporain et ses implications sociales, et elle fait appel pour cela à des universitaires comme à des artistes.

En retour, l'université semble trouver son compte dans cette interpellation : les artistes inspirent désormais nombre de recherches sociologiques. Et l'institution, accusée trop souvent de sclérose et de fermeture, saisit des opportunités de renouvellement en invitant des artistes en résidence, en développant des formations liées au monde de la culture ou en passant des conventions avec des structures qui accueillent des étudiants. L'I.N.S.A. par exemple, qui a mis en place une section Arts et Etudes et se montre particulièrement soucieux de réduire la coupure entre arts et sciences, développe une politique active de partenariat avec diverses institutions culturelles comme le T.N.P., l'Opéra, le Centre Charlie Chaplin... Et la plupart des universitaires sont favorables, à l'heure actuelle, à une meilleure intégration des artistes et de leur travail à la formation des étudiants, comme en atteste par exemple la résidence à Lyon II de l'Ensemble Anamorphose (recherche musicale) dirigé par Jacques Aboulker.



Multiplication des lieux de production

C'est pour tenir compte de ces évolutions que Pierre-Alain Four a préféré adopter pour son enquête la notion de **"producteur d'idées"** à celle "d'intellectuel". Outre que les artistes s'y reconnaissent plus volontiers, elle a le mérite de rendre compte de manière souple et élargie de l'activité de tous ceux qui, où qu'ils soient situés et quel que soit le langage dont ils usent, cherchent à *"pointer des problèmes et des questions que nous ne voyons pas."* Des questions autour desquelles s'agrègeront des points de vue, qui impulseront du débat et, peut-être, orienteront des politiques, des mouvements de pensée.

Et si les producteurs d'idées sont de plus en plus nombreux, à Lyon comme ailleurs, il est logique que les lieux de production se multiplient également. L'enquête a ainsi confirmé que la production d'idées ne se fait pas seulement au sein d'institutions bien identifiées comme l'université ou les laboratoires de recherche. De l'avis général, et pour ce qui concerne les sciences humaines, le monopole de la recherche n'appartient pas au C.N.R.S., tout comme le monopole du titre d'intellectuel aux seuls intellectuels.

Si l'université et les laboratoires du C.N.R.S. (pour lesquels Lyon est très bien dotée, avec des laboratoires couvrant tous les aspects des sciences sociales) constituent un vivier considérable, *"un réservoir énorme de compétences individuelles"*, ils ne reflètent pas l'activité intellectuelle dans son ensemble, mais seulement sa partie la plus visible. Toutes les personnes interrogées par Pierre-Alain Four ont ainsi reconnu qu'il existe une recherche digne de ce nom hors de l'université. C'est même l'une des idées force qui ressort de l'enquête : alors que l'université souffre, comme le dit l'un des interviewés, d'une image *"desséchée"*, qu'elle se voit contestée dans sa capacité d'innovation et d'ouverture sur la société, **la recherche extra-universitaire**, plus souple, affranchie du poids des contraintes académiques, fait l'objet d'un large consensus parmi les acteurs locaux. *"La recherche ne se fait pas qu'au sein de l'Université. Tous les étudiants qui sont en stage en entreprise ou qui sont en partenariat avec un laboratoire contribuent à produire*

des idées." *"Les milieux associatifs ont un rôle important à jouer. Le colloque Economie et Humanisme avec le Crardda, qui s'est tenu à Eveux, en est un exemple manifeste."* *"Etre aujourd'hui hors de l'université c'est un grand bénéfice, quand on voit combien elle peine à produire une idée"* ajoute le directeur d'un lieu de diffusion.

Néanmoins, c'est surtout dans le cadre du **financement public** que se développent ces nouveaux lieux de production. Rares sont en effet aujourd'hui les initiatives privées qui réussissent à maintenir un travail "savant" ou une activité de réflexion en dehors de toute subvention publique. Ce déclin du secteur privé n'a rien d'étonnant : il est à mettre en relation avec le mouvement continu qui a vu en France, depuis la III^{ème} République, l'Etat prendre une part croissante dans l'organisation de la formation, de l'éducation et de la recherche. Mais dans ce cadre général de prise en charge financière par la puissance publique du fonctionnement du monde des idées, on assiste à la fois à la transformation des lieux de production traditionnels et à l'émergence de nouveaux pôles intellectuels, inventifs et dynamiques, qui ne demandent qu'à se développer.

Parmi les lieux qui participent ainsi à la dynamique locale de production d'idées, Pierre-Alain Four distingue d'abord les **structures associatives ou coopératives indépendantes** (Economie et Humanisme, Observatoire Européen de Géopolitique, Inter Services Migrants...), qui mènent de front des activités d'études et une fonction de recherche. Ces structures mobilisent des financements d'origines variées (européenne, nationale et locale), avec dans l'ensemble des difficultés permanentes d'équilibre budgétaire. *"Nous fonctionnons aujourd'hui comme un cabinet conseil pour les études et nous sommes en concurrence avec le C.N.R.S. sur les appels d'offres de recherche."* (Chercheur hors institution). *"La facilité serait de vendre du conseil aux entreprises. Mais nous cherchons aussi à analyser des questions de fond. Il faut maintenir des activités non alimentaires, il faut un engagement intellectuel. Il serait plus facile d'être un simple bureau d'études plutôt que de*



chercher à exister en tant que centre de recherche." (Chercheur hors institution)

Autre exemple de structure qui s'autofinance en partie sur des contrats de recherche, en partie sur des études : l'O.S.L. (Observatoire Social de Lyon). Cette unité de recherches en sciences sociales créée en 1987 au sein de la faculté catholique, mobilise des équipes pluridisciplinaires en fonction des projets (économistes, politologues, démographes, urbanistes) et en dehors de toute subvention de fonctionnement. Certaines de ces initiatives sont ou ont été confortées par des actions de mécénat privé, qui font exception à la tendance générale évoquée ci-dessus et méritent donc d'être signalées. En la matière, à Lyon, on note surtout le travail entrepris pendant un temps par la Société Lyonnaise de Banque, qui a soutenu des lieux comme L'Espace Bellecour, l'O.E.G. ou le laboratoire Lasaire⁸ et a financé pendant cinq ans cinq chaires universitaires aujourd'hui reprises par l'Université.

A côté de ces centres de recherche et de débat indépendants, on a vu apparaître ces dernières années des lieux qui témoignent de **l'engagement des pouvoirs publics locaux** dans l'activité de réflexion sur la société. La Maison du Rhône, portée par la ville de Givors, est un exemple de cette prise en compte par les collectivités locales d'un secteur qui ne leur appartenait pas traditionnellement. La Villa Gillet participe de ce même phénomène. Financée par la Région Rhône-Alpes, progressivement reconnue par l'Université et par l'Etat, elle est aujourd'hui un pôle emblématique de ce renouveau de l'initiative locale dans le domaine intellectuel. Autre aspect de la diversification des lieux de productions d'idées : **le développement de la recherche "en interne"**. Certaines institutions, qui souhaitent organiser la réflexion sur leur propre activité, ou initier des travaux de recherche dans des domaines nouveaux, se dotent de postes de chercheurs ou lancent des activités d'échange et de réflexion. Ainsi par exemple l'Hôpital Psychiatrique du Vinatier, à Bron, a créé en son sein La Ferme du Vinatier, structure qui vise à organiser des activités culturelles dans l'institution, mais aussi à constituer des équipes de recherche pluridisciplinaires -anthropologues, socio-

logues, psychiatres, historiens- sur des sujets variés.

Enfin, en parallèle avec la multiplication des lieux de production, on assiste au développement de lieux de coordination, qui n'ont pas vocation à faire de la recherche, mais plutôt à en organiser le fonctionnement. Le P.U.L. (Pôle Universitaire Lyonnais) fait partie de ces institutions : créé à la fin des années 80 pour favoriser la promotion et la mise en cohérence de l'activité des six universités et grandes écoles dépendant de l'Education Nationale (Universités Claude Bernard, Lumière, Jean Moulin, Ecole Normale Sciences, Ecole Centrale, I.N.S.A.), il s'ouvre aujourd'hui à l'ensemble des établissements d'enseignement supérieur de l'agglomération. La M.O.M. (Maison de l'Orient Méditerranéen), en est un autre exemple. Financée par le C.N.R.S. et l'Université Lyon II, elle se présente comme une fédération de recherche en sciences humaines et sociales qui travaille sur les pays du bassin méditerranéen, le Proche-Orient, la péninsule arabique et le monde indien, de l'Antiquité à nos jours. Elle couvre des disciplines aussi diverses que l'archéologie, la céramologie, l'égyptologie, l'ethnologie, l'histoire ancienne et médiévale, la littérature, la philologie, la sociologie... et accueille chaque année plus de 300 chercheurs et étudiants venus du monde entier. Chaque équipe conserve ses crédits et la M.O.M. offre des services communs : hébergements, bibliothèque, soutien logistique pour les colloques, publications etc. La M.R.A.S.H. (Maison Rhône-Alpes des Sciences de l'Homme), récemment devenue Institut des Sciences de l'Homme, avait également pour objectif, lors de sa création il y a plus de vingt ans au sein de l'Université Lyon II, de dégager des programmes communs de recherche entre différentes équipes scientifiques, de développer les coordinations inter-laboratoires, de favoriser les rencontres entre financeurs et chercheurs, les échanges nationaux et internationaux. L'enquête n'a pas permis d'évaluer la perception de ces organismes par les acteurs de la vie intellectuelle locale : on les cite donc pour mémoire, en rappelant qu'il y a souvent une marge entre la "coordination" et le débat d'idées.



8 - Laboratoire basé à St-Etienne, spécialisé dans l'analyse des problèmes socio-économiques.

 **interview**
« L'intelligence devient un enjeu économique »
 par Patrick Bazin*, interrogé par Lyon Capital, 9 février 1999

Lyon Capitale : la vie intellectuelle lyonnaise vous semble-t-elle féconde ?

Patrick Bazin : Elle suscite, en tous cas, des ambitions croissantes, à l'image de ce qui s'est produit dans le domaine culturel. Elle me semble, cependant, encore trop dépendante d'un modèle top down, c'est-à-dire pyramidal.

On pense trop souvent qu'il suffit de faire venir un prix Nobel pour irriguer les masses alors que la modernité voudrait plutôt que l'on favorise la mise en relation transversale des individus ou des expériences et, par conséquent, l'émergence de problématiques nouvelles. Conjointement, on assiste encore à la perpétuation d'une certaine forme de cocooning intellectuel qui consiste, pour de petits cénacles immémoriaux, à rechauffer les lunettes des années 60, ou d'avant, afin de pouvoir se lamenter sur la perte des valeurs intellectuelles.

Mon expérience de bibliothécaire (nous accueillons chaque année près de 2,5 millions de lecteurs) me prouve, au contraire, que la soif de connaissance et surtout d'expression personnelle se développe considérablement dans tous les secteurs de la population, tandis qu'augmente la diversité des idées, des

comportements et des appétences. La prise en compte de ce potentiel représente un enjeu majeur de la vie intellectuelle. Celle-ci n'est d'ores et déjà plus le fait exclusif d'une minorité spécialisée. Elle concerne tout un chacun. Le vrai défi consiste à élargir le cercle.

Qu'est-ce qui peut faciliter cette circulation de la parole et de la connaissance ?

Il convient de développer à tout prix dans cette ville les moyens d'information, les outils d'expression et les dispositifs permettant aux gens de se rencontrer et de débattre. Cela suppose une bonne dose de confiance dans son prochain et de ne pas trop se défier de la spontanéité au motif qu'elle serait contraire au sérieux de la véritable démarche intellectuelle.

Quel peut être le rôle des collectivités locales ?

Il est évidemment utile de financer des lieux qui, comme la Villa Gillet, mènent un travail exigeant dans une direction précise et donc, en quelque sorte, de financer directement des concepts. Mais c'est insuffisant. Il est nécessaire aussi de mettre à la disposition de la population les infrastructures qui conditionnent l'émergence d'une véritable société de l'information, ouverte et

citoyenne : réseaux câblés, bibliothèques, accès gratuits à Internet, lieux de réunion, etc. Le déficit actuel ne se situe pas d'abord au niveau des concepts mais des dispositifs cognitifs. C'est, d'ailleurs, une des conclusions du passionnant forum de réflexion que la communauté urbaine a organisé récemment autour du « IIIème millénaire ».

Ne craignez-vous pas de faire de l'anti-intellectualisme ?

Au contraire. Mais il ne faut pas tomber, quatre siècles après Descartes, dans l'illusion métaphysique d'une pensée qui se nourrirait d'elle-même. À Lyon nous sommes bien placés pour savoir, par exemple, que l'imprimerie n'est pas étrangère à la constitution des idées modernes et que l'influence internationale d'une école de pensée comme celle qui a rayonné ici autour de 1540 ne se décrète pas mais arrive par surcroît, quand les conditions technologiques, économiques et sociales sont réunies.

Ce schéma est encore plus vrai aujourd'hui, à une époque où, comme le montre Manuel Castells dans son remarquable ouvrage sur la « société en réseau », l'intelligence et la transmission du savoir deviennent le principal moteur de la planète.

*Directeur de la Bibliothèque municipale de Lyon, Patrick Bazin milite pour l'élargissement du cercle de l'intelligence à Lyon, qui passe par la mise à la disposition de la population d'infrastructures d'information et de communication.





D'Internet à l'ingénierie éducative, du « knowledge management » aux biotechnologies et même... aux tissus intelligents, l'intelligence devient en quelque sorte son propre objet et un enjeu économique. On peut voir dans cette mutation une lamentable instrumentalisation de la pensée ou, au contraire, comme je le crois, un défi qui place la barre encore plus haut et rend bien plus excitante la tâche des intellectuels. En tout cas les politiques doivent impérativement anticiper le mouvement s'ils veulent que

l'économie locale en tire profit et que la démocratie y gagne.

Pensez-vous réellement que le développement des nouvelles technologies génère de l'intelligence ? Est-ce que en l'absence de toute sélection sur Internet par exemple, l'augmentation des échanges peut-être assortie d'une augmentation du niveau et de la qualité des contenus ?

Je me méfie des discours réactionnaires qui opposent les outils aux idées.

On n'a jamais constaté que

ce qui favorisait les échanges et la créativité nuisait à l'intelligence. Mais il est clair que le foisonnement sans précédent des possibilités appelle l'invention de nouvelles procédures de sélection. La régulation par le haut, de maître à élève, n'étant plus à la hauteur du problème, pas plus qu'un mécanisme purement darwinien, il faut sans doute favoriser les pratiques de médiation, horizontales et coopératives. La médiation : voilà un beau sujet de réflexion dans une ville qui a décidé de miser sur l'éducation.



II- Les conditions de vie intellectuelle

"L'intelligence, ce n'est pas les intellectuels", c'est bien plus que cela. L'un des résultats marquants de l'enquête réside en effet dans cette distinction, sur laquelle ont insisté la plupart des personnes interviewées. Ce qui fait l'intelligence d'une ville, sa dynamique intellectuelle, ce n'est pas seulement l'accumulation de talents ou la présence d'institutions de recherche renommées. C'est aussi la manière dont les idées produites **sont mises en mouvement**, la façon dont les milieux s'interpénètrent, dont les réflexions circulent, dans et hors de l'espace local. L'étude a ainsi confirmé l'une des hypothèses de départ : la vie intellectuelle s'incarne dans des lieux et elle a

besoin pour s'épanouir de **passerelles**, de vecteurs de diffusion des réflexions. Elle dépend de l'existence de **carrefours d'échange et de confrontation des idées**, de réseaux d'animation de la vie locale, d'instances de médiatisation et de valorisation des connaissances. "Pour développer la vie intellectuelle, il faut mettre en commun et sur la scène publique les réflexions. Cela passe par le livre, par la parole et par les arts." (Artiste). "Il faut des lieux où on est bien ensemble. La vie intellectuelle, ça n'est pas des gens qui sont assis dans un siège, mais aussi des gens qui se connaissent et boivent un pot." (Universitaire).

Des lieux pour se rencontrer, s'exprimer, débattre

L'enquête démonte certaines idées reçues, en notant que les lieux de la vie intellectuelle ont changé au cours des dernières décennies, en lien avec la mutation des modes de sociabilité urbaine. Ainsi la notion de "quartier intellectuel", sur le modèle mythique du St-Germain des Prés parisien, se vide peu à peu de son sens. A Lyon comme à Paris, aucun quartier ne joue plus ce rôle : les lieux d'échange sont multiples et éclatés, la vie intellectuelle ne fonctionne plus de manière aussi spatialisée et centralisée. De même, les lieux de sociabilité intellectuelle traditionnels comme les cafés, les librairies, où se produisaient des contacts entre les individus, ont eu tendance à disparaître, avant de renaître sous la forme de cafés thématiques. "A une époque, la galerie Folklore, la librairie La Proue à Lyon ont été des lieux comme La Hune ou la place St-Germain à Paris. On s'y rencontrait, on s'y donnait rendez-vous, on y imaginait des choses." se souvient un artiste. "Avant, le microcosme intellectuel était plus lisible. Il y avait des librairies spécialisées où on trouvait ce qu'on ne trouvait pas ailleurs. Aujourd'hui, toutes les librairies sont généralistes." estime un autre. "Il n'y a plus de scène artistique. C'est typique de notre époque. Les artistes

travaillent seuls, avec des bourses et des subventions, mais sans échange entre eux. C'est un fantasme bourgeois d'imaginer un village d'artistes. Et puis refaire le monde au café, c'était les années soixante, ça ne se passe plus comme cela aujourd'hui." considère pour sa part un responsable d'institution culturelle.

Moins lisible, comme la société urbaine dans son ensemble, à la fois plus complexe et plus mobile, le paysage de la vie intellectuelle s'est également déplacé des **salons privés aux espaces publics**. Le modèle du salon littéraire, qui permit de faire émerger les idées progressistes du XIX^{ème} siècle, est ainsi une pratique en voie de disparition, largement décotée par les intellectuels et les artistes rencontrés : "Nous, on s'en fout d'aller faire les momies dans des salons plus ou moins mondains, c'est pas là que ça se passe. Il est plus important de passer sur France-Culture." (Artiste). "Les lieux d'échange sont des lieux publics, qu'il faut ouvrir davantage, sinon on tombe dans des salons qui sont souvent plus mondains qu'intellectuels. Moi, je ne fréquente pas les salons, d'ailleurs je ne sais pas si ça existe encore, ce sont plutôt des amis qui se fréquentent." (Universitaire)



Comme pour les lieux de production, on assiste à un double mouvement de **démocratisation** et de **financement public** des lieux d'échange intellectuel. Une plus large frange de la population a désormais accès à ces espaces, qui sont plus nombreux et plus diversifiés qu'auparavant : des débats se tiennent dans des lieux éphémères comme les colloques, fêtes du livre..., dans des espaces voués à la rencontre (la Maison des Écrivains, la Villa Gillet...), mais aussi dans des lieux à vocation culturelle, pédagogique ou commerciale (F.N.A.C., Decitre...), qui suscitent occasionnellement des rencontres-débats : *"Les bibliothèques de quartier, qui organisent des rencontres, sont des micro-lieux avec un auditoire attentif"*, estime par exemple un universitaire. On est ainsi passé d'une pratique réservée à une élite à une activité plus ouverte et plus publique. Si plus personne n'a les moyens d'animer à titre privé des lieux consacrés uniquement à l'échange intellectuel, le succès des cafés philosophiques, scientifiques, théologiques..., qui sont adossés à une activité économique et qui permettent de venir discuter pour le prix d'une consommation, témoigne de cette évolution. *"Les cafés philosophiques sont peut-être une des formes de réhabilitation de la sociabilité mondaine."* (Universitaire).

Plus généralement, ce renouveau des cafés thématiques incarne la persistance du besoin d'échanges verbaux et de rencontre physique, à une époque où les espaces virtuels de débat se multiplient. Ainsi, le développement d'Internet, où l'on peut parler sans se dévoiler, ne semble pas faire disparaître le besoin d'échange en face-à-face. La plupart des enquêtés ont insisté sur cette condition de convivialité, comme si la vie intellectuelle avait besoin pour se développer d'un environnement favorable à l'expression orale autant qu'à l'engagement physique : *"Il y a une nécessité de se retrouver ensemble. L'importance de la parole vive est toujours essentielle."* affirme un responsable de structure. *"Dans les cafés philosophiques, on ne parle pas nécessairement de philosophie. Mais ce sont des endroits où l'on peut s'exprimer."* ajoute un

universitaire. Et un autre d'insister : *"La fête du livre de Bron, qui invite des écrivains, qui n'est pas un salon commercial, fait salle comble. Il y a de l'amitié et de la chaleur, c'est fondamental."*

La diffusion des idées passe donc toujours par *"un contact des hommes entre eux"*, estime Pierre-Alain Four, tandis que le responsable d'un lieu de diffusion rappelle que *"les idées et les œuvres ne peuvent se développer que dans l'espace public"*. Jean-Marie Auzias considère lui aussi qu'il y a là un point-clef du développement de la vie intellectuelle. Prenant l'exemple de la Biennale de la Danse, il rappelle que *"l'animation de la rue a une importance énorme"* pour l'émulation des esprits comme pour le rayonnement international d'une ville. Tout autant que les grandes institutions, les espaces publics, les rencontres qu'ils provoquent et les événements ou manifestations populaires dont ils sont le support, participent de la mise en lien des arts, des idées et de la société, sans laquelle *"la fête de l'intelligence" ne saurait se développer.*

"Je n'ai jamais été si heureux et si fier de ma ville de Lyon qu'en ce dimanche de samba où je voyais à côté de moi des bourgeoises très B.C.B.G. applaudir des groupes ethniques représentant des histoires de culture ou des figures populaires venues des lointains et des marges. Et nous nous parlions tous. (...) Ce que, jusque-là, nous n'avions pas intégré à notre paysage culturel et urbain devenait un moyen puissant de communication entre acteurs et spectateurs. (...) Musique andalouse, rap, samba, n'étaient pas alors exotiques mais lyonnais, totalement. Ce que tant de sociologues et d'éducateurs, de policiers, de politiques n'arrivaient pas à réaliser, cette mythique intégration, elle allait de soi. Voici que se rapprochait l'évidence qui est que la ville est coexistence, cohabitation. Jusqu'à ce jour, seul le citoyen éduqué savait être critique et, d'un même mouvement, homme de création, de débats, de propositions. (...) En cet après-midi de la grande samba, cette citoyenneté était partagée par tous, on était participants."



Des personnalités et des réseaux

Si les lieux -de rencontre, d'échange, de débat... -s'avèrent indispensables à la vie des idées, ils ne sauraient exister indépendamment de **personnalités**. Les deux chercheurs insistent sur ce point, et citent de très nombreux exemples à l'appui de leur démonstration. Jean-Marie Auzias dresse ainsi le portrait de ces "pionniers" qui, sans être forcément reconnus par des institutions, jouent le rôle de "poil à gratter" de l'intelligentsia lyonnaise, instigateurs d'événements et de "bouillonnements" en tous genres. A la frontière des doctrines et des disciplines, acteurs curieux de tout et jamais à court d'invention, ces hommes et ces femmes atypiques - bouquinistes, enseignants, poètes ou journalistes -sont à eux seuls des lieux culturels. Témoins-acteurs de la vie locale, ils ont circulé d'une institution à une autre, s'intéressent à la peinture autant qu'à la philosophie ou à la psychiatrie, connaissent la ville sur le bout des doigts mais ne s'y enferment pas. Véritables banques de données, carnets d'adresse et mémoires vives de la cité, ces personnalités ne sont pas tant des spécialistes dans leur domaine que des **passeurs**, capables de provoquer des rencontres, d'établir des rapprochements avec l'étranger, de nouer des contacts entre professionnels et dilettantes, de faire échanger des chercheurs, des essayistes, des militants, des vidéastes et des astronomes amateurs... Ils savent constituer des publics, "induire des courants culturels, pédagogiques et civiques".

Par eux, par leur capacité à porter des projets, à ouvrir des portes et à mobiliser des réseaux, les idées prennent vie. Elles sortent des institutions pour circuler dans la ville, être soumises à critique et à débat. Ces gens-là, qui n'ont pas toujours d'étiquette et ne sont pas faciles à classer, sont capables d'attirer des chercheurs de qualité autant que des partenaires privés, de faire travailler ensemble des jeunes des banlieues et des artistes, des scientifiques et des littéraires... C'est pourquoi ils jouent un rôle fondamental dans l'animation de la

vie intellectuelle locale, qui est aussi affaire de **réseaux**, de "copinage" et de liens d'amitié. "La vie intellectuelle, c'est un réseau. Elle va d'individu à individu", remarque un responsable d'institution. Il faut "des personnalités qui servent d'émulsifiant" affirme un autre, tandis qu'un journaliste confirme : "Pour qu'il y ait une vie intellectuelle, il faut que des gens portent un projet. Moi, je ne pense qu'à ça, je sors, on m'en parle et je vis sur mon lieu de travail." Certains vont plus loin, en considérant que les lieux n'existent qu'à travers leurs fondateurs : "Le problème de la personnalité est très important, Leuret avait un charisme de fondateur."⁹ (Chercheur hors institution). "Guy Walter est un directeur exceptionnel ; la Villa Gillet existe parce que c'est son projet." (Universitaire)

L'enquête confirme par ailleurs que les liens noués entre les personnes sont toujours essentiels à la collaboration entre institutions. Les **relations interpersonnelles**, celles qui transcendent les appartenances professionnelles et institutionnelles, sont indispensables à l'obtention d'informations et au montage de projets interdisciplinaires. Inversement, leur faiblesse nuit à la dynamique des échanges : "Pour ne parler que des choses récentes : on va créer un Institut des Sciences Cognitives au Vinatier, l'E.N.S. va s'installer à Lyon et l'Ensatt a ouvert ses portes cette rentrée. Mais il n'y a pas de médiation, pas de lieux de rencontres entre ces établissements. Tout ça prendrait vie si on trouvait des passerelles", estime ainsi un artiste.

Autant de remarques qui sont à mettre en rapport avec l'évolution générale des sociétés modernes, dont le fonctionnement repose de plus en plus sur ce que l'on pourrait appeler "le savoir-faire réseau". La vie intellectuelle ne saurait échapper à cette évolution : là où les salons et les cercles reproduisaient des formes de sociabilité communautaire, marquées par des rites d'entrée et d'appartenance, on voit aujourd'hui se mettre en place des réseaux d'échange intellectuel qui n'ont pas voca-



9 - Fondateur d'Economie et Humanisme

tion à fidéliser des groupes, mais plutôt à démultiplier toujours plus les connexions entre individus isolés, les possibilités d'entrée et de sortie dans des espaces dont **l'accessibilité** et **l'ouverture** sont signes de qualité. Plus se confirment la complexification de l'offre intellectuelle, la multiplication des "tribus" et des lieux qui participent à la production d'idées et à la création artistique, plus s'avère nécessaire cet **art du réseau** qui consiste à renforcer les capacités

de mobilité des acteurs, à mettre en lien des milieux différents, à faire résonner les idées d'un monde à l'autre. En l'absence d'un terreau facilitateur de cette sorte, irrigué par les canaux vivants que représentent les relations interpersonnelles et les animateurs-passeurs d'idées, point de vie intellectuelle locale : les chercheurs et les artistes vont forcément chercher ailleurs ce dont ils ont besoin pour produire et pour créer.

Vecteurs de diffusion et instances de légitimation

Parmi les différentes instances qui contribuent à la reconnaissance des intellectuels sur la scène locale, l'Université et le C.N.R.S. jouent un rôle majeur : ils apportent une notoriété incontestable aux recherches qui émanent de leurs laboratoires et un statut légitime aux chercheurs qui en dépendent. D'où la tendance des décideurs et des collectivités locales à privilégier l'offre d'idées qui provient de ces institutions.

Cette suprématie dans la fonction de légitimation est pourtant contestée par des acteurs qui n'appartiennent pas au sérail : beaucoup de chercheurs "hors statut" se plaignent ainsi du "conformisme" des commanditaires d'études, qui n'ont pas selon eux les moyens d'évaluer l'offre extra-universitaire. D'autres signalent que l'université pêche par son retard face aux arts. Elle n'aurait pas su s'intéresser suffisamment ou assez tôt au domaine artistique, qui participe de plus en plus, comme on l'a dit, à la production d'idées. *"Dans les universités américaines, il y a des sessions de "creative writing", des poètes en résidence, des cinéastes. "Ça n'existe pas en France, il n'y a que des services culturels. Or il faut montrer comment se fabrique, s'invente une oeuvre et pour cela, il faut des artistes en résidence, avec des répétitions ouvertes."* suggère un universitaire.

Ces canaux officiels de reconnaissance que sont l'Université et le C.N.R.S. ne sont cependant pas les seuls à créer le statut d'intellectuel et à donner de la valeur aux idées. La **presse** joue également un rôle déterminant, bien qu'ambigu, dans le rapport des

intellectuels et des artistes à la société. Pour les intellectuels "issus du sérail" et qui exercent leur métier de façon traditionnelle, elle est un moyen de sortir de leur milieu professionnel et de déborder le cercle restreint des spécialistes. L'accès aux médias nationaux et à des tribunes plus "grand public" que les colloques scientifiques peut apporter une certaine reconnaissance et favoriser la mise en débat des idées. Mais le jeu est délicat, l'universitaire devant avoir accès à la presse sans être utilisé à outrance par elle, faute de quoi il risque de perdre sa crédibilité auprès de ses pairs et de devenir un "intellectuel médiatique", dont la production sera vite déconsidérée. Pour les acteurs culturels, la relation à la presse semble plus simple : elle est un vecteur important qui joue des rôles multiples pour l'information, l'analyse et la constitution de la notoriété. Par **l'annonce** et **la présentation** des colloques ou des spectacles, elle aide à toucher des publics ; par **l'analyse** et **la critique**, elle contribue à la reconnaissance de certaines initiatives et à leur mise en perspective avec d'autres domaines de la création ou de la réflexion.

Mais bien évidemment, la présence et l'attention des médias ne sauraient suffire à garantir la qualité des idées. Elles ne sont qu'une des conditions de la vie intellectuelle, un peu trop surestimée, de l'avis de certains enquêtés. Il y aussi des initiatives "confidentielles", qui n'ont pas de soutien médiatique, et qui obtiennent pourtant un certain retentissement sur la scène publique. Ce que confirme un responsable



d'institution culturelle : *"Les jérémiades sur les médias c'est un débat un peu rance, c'est la dynamique des lieux qui fait l'intelligence d'une ville."* *"La notoriété ne se décrète pas, elle se mérite. On crée de grandes institutions pour apparaître dans des revues chics à New-York. Mais quel est l'intérêt ? Qui lit ces revues ?"* (Administration de la culture)

Au-delà des médias, l'enquête a cherché à tester le rôle de l'écrit dans le fonctionnement de la vie intellectuelle. Et la réponse est nette : malgré le développement des nouvelles technologies et l'importance croissante des images, bien que des formes d'échange non verbal (comme celles développées par les arts de la scène ou les arts plastiques) apparaissent aptes à transmettre du sens, l'écrit est toujours considéré comme un vecteur incontournable de diffusion des idées. *"Le premier reflet de la vie intellectuelle, c'est l'écrit"* (Artiste). *"Un des critères de la réussite d'un intellectuel c'est*

la publication de ses travaux." (Universitaire). "Le livre et l'écrit sont à la base de la réflexion. Les bibliothèques sont une des conditions du développement de la vie intellectuelle." (Responsable d'institution culturelle)

En dépit de ces réactions assez convergentes, Pierre-Alain Four persiste à penser qu'il y a une évolution dans les modalités de transmission et de circulation des idées. La "culture vidéo" et le développement d'Internet ont pris une importance qui mériterait selon lui une enquête spécifique. Dans le même esprit, il rappelle que l'art est aussi un langage, un vecteur qui peut favoriser la migration des idées d'une discipline à une autre, d'un univers à un autre. Il serait donc intéressant d'interroger à l'occasion des acteurs qui ne s'expriment pas par des moyens "traditionnels", et de mieux mesurer l'impact de leur travail dans la société locale.



 **interview**
Jacky Vieux, administrateur de la maison du Rhône à Givors

Propos recueillis par Pierre-Alain Four, octobre 1999.

Pourriez-vous nous rappeler brièvement les origines et les circonstances de la création de la Maison du Rhône à Givors ?

La Maison du Rhône regroupe depuis dix ans deux entités. L'une, qui s'intéresse au fleuve, fut une façon de revenir sur le passé industriel de la ville, à un moment où elle connaît un drame économique. Le Rhône a été un moyen de s'ouvrir sur le territoire et d'éviter le repliement sur soi. L'autre, qui est connue sous le nom d'Institut Art et Ville (art, architecture, urbanisme), s'explique par la présence à Givors d'un quartier construit par l'architecte Renaudie à la fin des années 1970, une réalisation qui a fait l'effet d'une bombe moderniste dans une ville de taille moyenne.

Avec la Maison du Rhône, on assiste à l'émergence d'une ville "post-industrielle" où la question urbaine et tout ce qui y est afférent occupent désormais une place majeure dans la vie locale.

En quoi est-ce un outil intéressant pour Givors ?

Pour que la ville en ait un bénéfice significatif, il faut que l'outil soit pertinent au niveau local, mais aussi national et international. La Maison du Rhône rompt avec les politiques culturelles usuelles en ce qu'elle n'est pas un équipement de plus qui s'ajoute au cata-

logue (théâtre, musée, etc.). Elle est un équipement spécifique, dépassant le cadre uniquement culturel, imaginé à partir des contraintes et des atouts locaux. Cependant, il ne faut pas rester local, sinon, on refuse la confrontation avec l'extérieur : il faut conjuguer pertinence et résonance.

Dès l'origine, nous avons fait appel à un réseau de professionnels capables d'instruire les questions urbaines et ethnologiques que nous voulions poser. Cela ne veut pas dire que nous avons importé de "grandes peintures", mais nous avons su faire travailler des intellectuels légitimes dans leur domaine, sans pour autant s'intéresser à des vedettes consacrées par les médias.

Comment expliquez-vous la réussite de ce projet ?

En bonne logique, cela n'aurait pas dû marcher... Je crois que le maire de l'époque a eu la bonne idée de nous faire confiance et de nous appuyer, même dans les passages difficiles. L'appui politique en ce sens a été décisif et le demeure au regard des ambitions nouvelles qui sont les nôtres. Mais pour cela, il fallait aussi que nous ayons une démarche cohérente et claire. On peut dire que notre projet sur la ville et le fleuve a apporté la preuve de sa pertinence parce qu'on nous a laissé le temps de faire cette démonstration. Par ailleurs, nous ne disposons pas de

"locomotive politique" qui soutienne notre projet et cela nous a "condamné" à être pertinents, sinon nous n'aurions pu nous développer. Nous avons fait d'une contrainte une vertu, mais cela veut dire aussi que lorsqu'un projet est en prise avec un problème concret majeur, une aspiration dynamique, il peut s'imposer, à l'ère de la fin des dogmatismes.

Seul le secteur public peut donner ces conditions de travail ?

Je pense qu'il n'y a pas de règle en la matière. La ville nous offre une base logistique vitale et bénéficie de travaux que nous menons avec le concours de l'État, mais toutes nos actions ont leurs financements propres. C'est-à-dire que la Maison du Rhône n'est pas une machine lourde, elle assure son existence sur projets.

L'idée, c'est de ne pas chercher à pérenniser pour s'institutionnaliser, sinon on entre dans une phase d'auto-protection qui nuit le plus souvent à la qualité du projet. Nous ne cultivons pas la précarité, mais nous acceptons de remettre en jeu régulièrement nos problématiques. Par exemple, alors que nous arrivons au terme de notre convention en label ethnopôle, s'ouvrent plusieurs perspectives au regard du champ de compétences qui est désormais le nôtre (développement territorial, culture et tourisme fluvial, art-architecture-urbanisme).





Comment faire pour que les projets innovants soient soutenus ?

On a trop souvent recours à l'expertise en pensant qu'elle va mettre au jour une solution préexistante... Dès lors, lorsqu'on a un problème, on se préoccupe de trouver le "bon" spécialiste. En fait, les solutions s'inventent dans la pratique. Je pense par conséquent qu'il est par exemple préférable de faire travailler plusieurs équipes sur une question, de mobiliser plusieurs logiques et que ce travail soit régulièrement suivi et enrichi par le commanditaire.

Se forme alors une meilleure adéquation entre les besoins et les apports extérieurs : ainsi, l'évolution des points de vue se fait en douceur. Aujourd'hui, il faut parvenir à un travail de co-élaboration. C'est particulièrement vrai dans le domaine des sciences humaines ou pour des questions complexes à

entrées multiples comme l'urbanisme contemporain. Aujourd'hui, pour développer l'intelligence, il faut développer des projets qui assurent des connections entre des champs divers : intellectuels, sociaux, médicaux, urbains, etc. On ne peut plus vivre uniquement sur des ressources internes.

Pourquoi les commanditaires sont-ils si frileux ?

Je ne partage pas votre point de vue. L'idée que l'intelligence, c'est-à-dire le détour par l'abstraction soit indispensable est aujourd'hui omniprésente. Il y a eu une élévation significative de la formation initiale, la culture de base est sans commune mesure avec celle d'il y a 30 ans. Aujourd'hui, rien n'échappe au recours de la pensée.

La Maison du Rhône, pas ses approches pluridisciplinaires, ses entrées diverses, symbolise bien cette acceptation de la complexité. Une

ville moyenne n'échappe pas à cette situation, d'où le besoin de ressources conceptuelles simultanément locales et globales pour penser son devenir et ses relations avec l'extérieur.

Que pensez-vous de la position de Lyon par rapport à celle de Paris ?

Je répondrais en prenant le cas de Givors, qui est à côté de Lyon, ce qui nous a plus servi que nuit. La proximité avec une capitale régionale nous permet de multiples relations intellectuelles et institutionnelles au quotidien. Mais nous voyons Lyon avec un peu de recul, sans être absorbés, sans être handicapés par le jeu de la concurrence parfois neutralisante entre institutions. Toutes choses égales par ailleurs, Lyon est dans la même situation à l'égard de Paris... et c'est de mon point de vue un avantage.



regard croisé

Mission possible*

Par Pierre CALAME

J'ai découvert que les difficultés de mobilisation des connaissances que je rencontrais au sud sont assez analogues au nord. Ce n'est ni "l'offre" de connaissance qui compte ni la "demande" mais précisément... ce qui est entre les deux. Offre et demande ne sont pas des

bidons, amont et aval entre lesquels il suffirait de brancher un tuyau pour que l'eau coule.

Dans les sociétés industrielles développées, la médiation entre demande sociale et offre scientifique constitue une part importante de l'activité écono-

mique. C'est l'objet même des entreprises que de relier un ensemble de connaissances fondamentales à la demande d'une clientèle. L'incorporation de nouvelles connaissances dans les produits et services fait l'objet de stratégies élaborées. Les grandes firmes



organisent ou cherchent à organiser à leur profit aussi bien leur « amont » - par l'action sur les programmes de recherche - que leur « aval » - par la publicité. Malgré tous ces efforts, les chefs d'entreprise savent bien la difficulté de faire travailler ensemble services de recherche-développement, services de production et services commerciaux. L'un des moyens les plus sûrs d'y parvenir, de faire partager aux différents départements de l'entreprise une commune représentation, consiste à gérer les carrières des cadres de façon qu'une partie d'entre eux ait physiquement vécu des positions différentes - par exemple dans la recherche, la production, le marketing. Ces métiers existent rarement en dehors des entreprises. (...)

La médiation est un véritable interprétariat, un pont entre deux systèmes socio-techniques qui parlent chacun leur langue. Les médiateurs sont en général, comme les innovateurs, des gens qui ont un pied dans chaque univers, qui sont capables de penser selon plusieurs registres, de coder et décoder les messages passant d'un univers à l'autre. (...)

L'expérience de l'appui technique aux petites entreprises offre un exemple (encore) de la nécessité de médiateurs "interculturels". Les ARIST

(Associations régionales pour l'information scientifique et technique) ont été créées en France. Elles partent du constat que les petites entreprises ne sont pas outillées, comme les grandes, pour tirer parti des innovations scientifiques et techniques. Jacques Poulet-Mathis, qui a longtemps participé à leur animation, a constaté qu'il n'y avait jamais à proprement parler de « demande » de la part des entreprises : on ne demande pas ce dont on ignore l'existence ! Le travail des techniciens des ARIST consiste précisément à assurer la médiation, à détecter les besoins à la lumière de leurs connaissances d'une offre technique potentielle ; ce qui suppose qu'ils connaissent les deux mondes à la fois. De nouveau, une fonction interculturelle.

La confrontation des expériences du Nord et du Sud m'a amené également à réfléchir aux enjeux de la circulation de l'information et aux caractéristiques de l'information utile pour un système qui cherche à évoluer. C'est moins l'abondance de l'information qui compte - car cette abondance ne produit en fin de compte que du bruit - que sa sélectivité, sa crédibilité, sa spécificité et sa durée. Si gouverner, c'est choisir, informer l'est aussi (sélecti-

tivité). Ce qui fait que l'on croit à une information tient moins à son contenu qu'à la personne ou au groupe qui l'émet (crédibilité) ; la crédibilité ne se construit que dans la durée (« faire ses preuves », dans la qualité de l'information fournie). De surcroît, l'information n'est rien sans l'art de s'en servir. Cet art est à la fois un trait culturel - particulièrement développé dans la sphère d'influence du Japon, reste absent dans d'autres cultures - et le résultat d'un apprentissage. Dans un monde où l'information joue un rôle de plus en plus décisif, on comprend l'importance croissante des « diasporas » chinoise, juive, libanaise, palestinienne, indienne capables de construire des réseaux sociaux faisant circuler une information sélectionnée, « digne de foi » car elle est garantie par le contrôle social lui-même. Finalement, la réflexion sur la mobilisation des connaissances au service du « progrès » de tous les hommes - ce qui était la vocation présumée de la science - nous invite à une profonde transformation des programmes de recherche, à des démarches plus frontales et moins spécialisées, à la formation de médiateurs et à des stratégies plus élaborées de médiation.

* © "Mission possible", Pierre Calame, Editions Lieu commun

III- Lyon ou l'auto-flagellation : pour en finir avec les stéréotypes

"Le monde entier veut venir à Lyon dans le domaine de la danse ou du théâtre. Je reçois 1500 dossiers par an de tous les pays de la planète. Nous avons des capacités exceptionnelles, des secteurs socio-culturels de très haut niveau, le public est là. Arrêtons donc l'auto-flagellation, spécialité lyonnaise."

C'est Guy Darmet, le très dynamique directeur de la Maison de la Danse, qui le dit ¹⁰. Et l'on serait bien tenté d'en faire autant, à l'issue de cette enquête sur la vie intellectuelle dans l'agglomération. Car dans ce domaine comme dans d'autres, le décalage entre la réalité et les représentations que s'en font certains est décidément trop grand pour être honnête. Comme le

souligne l'un des enquêtés : "Lyon déclenche une batterie de lieux communs : il n'y a pas d'artistes, pas d'intellectuels, c'est une ville secrète, de réseaux. Il faut aborder autrement la question pour en savoir plus." Confronté à ce problème, Pierre-Alain Four a refusé de prendre au pied de la lettre certains jugements à l'emporte-pièce. Et de fait, son travail démontre que les clichés ne résistent pas à une analyse plus détaillée : une fois prises certaines précautions méthodologiques, notamment quant à la définition de la notion "d'intellectuel", les échanges se font plus fructueux et les représentations apparaissent plus nuancées.

Une ville "provinciale"... ou une vision archaïque de la ville ?

Dans la série des clichés négatifs, le rapport entretenu avec Paris est toujours en bonne place : quand d'autres villes -pensons à Marseille...- ne s'embarrassent guère de comparaisons, Lyon semble persister dans cette position d'impossible capitale. Ainsi bon nombre de personnes interrogées commencent-elles par pointer les tares "congénitales" et apparemment insurmontables de la cité lyonnaise au regard de la métropole parisienne, en dehors de laquelle il n'y aurait finalement point de salut : "A Paris il y a une injonction pour être dans le domaine de la pensée, à Lyon, on ne croise personne." (Responsable d'une institution culturelle). "Lyon est une ville maudite, où on trouve une grande quantité d'intellos, d'artistes et de créateurs, mais où rien ne prend : il n'y a pas de vie intellectuelle, pas de lieux de rencontres, pas de marché." (Artiste) "A Lyon la tradition commerçante, médicale et catholique font que la vie intellectuelle est à part, à la marge de la cité." (Universitaire).

Certains intellectuels de renom contribuent, selon Jean-Marie Auzias, à entretenir cette image d'une ville où "l'intelligence sanglote", où la médiocrité le disputerait à l'obscurantisme : à Lyon, l'intelligence ne saurait être que de passage, importée... La vie intellectuelle serait de toute façon "mal logée", trop à l'étroit pour laisser aux acteurs autre chose que des miettes âprement convoitées. Dans la même veine, certains soulignent le déséquilibre évident entre les deux villes en matière **d'accès aux médias**, de **moyens de diffusion** (les maisons d'édition par exemple sont pour l'essentiel basées à Paris) ou de **budgets** (l'Etat continue à subventionner prioritairement les équipements parisiens au détriment des provinciaux). D'autres insistent sur le rôle "d'aspirateur" joué par la capitale, Paris demeurant "une étape obligée pour la notoriété."

10 - Lors du 3ème Forum de la Région Urbaine de Lyon sur les fonctions métropolitaines, St-Etienne, 1er juillet 1999. Cf. Paroles d'acteurs, publication de la R.U.L., octobre 1999.





Provinciale, la ville le serait non seulement par sa subordination à la capitale, mais aussi par sa **sociabilité limitée** : "Cette ville a des défauts de ville de province, ça n'est pas propre à Lyon. Mais c'est vrai qu'après 19h, l'animation est réduite, il n'y a personne dans les rues." (Administration de la culture) ; par son **incapacité à exporter des idées** : "Je pense que ça reste une ville de province. Une grande ville, c'est une ville où il y a une création qui se diffuse et s'exporte. A Lyon, il y a de la création, mais y a-t-il exportation ?" (Journaliste) ; par l'absence d'une **fonction critique** digne de ce nom : "C'est une ville de consensus, où il n'y a pas d'irruptions inattendues. La subversion culturelle ne naît pas ici." (Journaliste) ; par l'impossibilité d'accéder localement à une **qualité de production** dans des domaines spécialisés "Dans mon domaine il n'y a pas de pensée locale qui fasse avancer mon travail. Mais Lyon est certainement la meilleure ville en matière culturelle après Paris." (Responsable d'une institution culturelle) ; et enfin par sa difficulté à offrir à ses créateurs la **surface de reconnaissance** dont ils ont besoin : "Lyon capitale, j'y crois peu. Lyon ne peut pas imposer quelque chose. Les institutions lyonnaises, même d'avant-garde, ne croient pas assez en leurs artistes. On ne peut obtenir qu'un minimum de reconnaissance." (Artiste et universitaire)

A y regarder de plus près, cette question de la reconnaissance apparaît centrale. Sur tous les autres points ou presque, l'enquête montre en effet que la qualification provinciale de Lyon relève plutôt d'une **approche caricaturale et datée**. Outre le fait que l'agglomération a considérablement progressé depuis 20 ans en matière d'enseignement supérieur, de recherche, et de muséographie, la situation de la ville n'a plus rien à voir avec celle des années 70. Le T.G.V. - et les acteurs du secteur intellectuel font partie des gens qui ont les moyens de l'utiliser - comme le développement des nouvelles technologies, ont modifié considérablement le rapport à l'espace et l'organisation des échanges entre les villes et les régions d'Europe, de telle sorte que la notion de provincialité apparaît désormais largement anachronique.

De même, la spécialisation est devenue un phénomène général, qui oblige tous les intellectuels à entretenir des échanges délocalisés, voire à circuler -virtuellement ou physiquement - dans le monde entier, ce qui relativise l'intérêt d'une quelconque centralisation. L'enquête montre d'ailleurs que nombre de chercheurs, d'artistes ou de producteurs d'idées ont intégré la nécessité de se déplacer dans leur travail et, plus généralement, de bouger dans un parcours intellectuel. Ceux-là ont une toute autre vision du territoire, plus polycentrée, plus européenne, dans laquelle Lyon ne saurait se définir uniquement par rapport à la capitale française : "Etre à Lyon n'est pas une gêne. Nous avons des collaborations avec des institutions locales et cela n'entrave pas nos liens avec d'autres villes, institutions ou associations ailleurs." (Responsable d'une institution culturelle). "Il faut penser Paris comme un local parmi d'autres." (Universitaire). "Paris se provincialise face à l'international, notamment par rapport aux anglo-saxons." "Paris est sclérosé, les intellectuels vivent en vase clos, ils ne produisent plus rien. Il faut partir pour reconstruire ailleurs et Lyon m'a paru un bon choix." (Administration de la recherche universitaire).

Il faut donc relativiser les discours négatifs, qui témoignent selon Pierre-Alain Four d'une vision de la ville archaïque, voire aigrie. Nombre de remarques soulèvent en effet des questions qui ne sont pas propres à Lyon, mais à l'idée que se font encore certains d'une "ville de province". Vision qui n'est manifestement pas celle des acteurs de demain : une analyse plus détaillée des réponses fait en effet apparaître que celles-ci varient avec l'âge du locuteur et son parcours géographique. Les personnes qui ont l'image la plus négative de la ville, celles qui soulignent ses défauts, sont les plus âgées. Inversement, les jeunes générations, les personnes qui n'ont pas fait toute leur carrière à Lyon ou celles qui viennent de l'étranger ont une perception beaucoup plus positive que les Lyonnais présents de longue date.

Pour les **nouveaux venus sur la scène locale**, la ville possède au contraire des atouts précieux quant au développement d'une vie intellectuelle en phase avec la

modernité européenne. Elle est d'une taille intéressante (on peut s'y rencontrer facilement), dispose d'une "masse universitaire conséquente", et d'une situation géographique inestimable, au carrefour de voies de circulation entre le Nord, le Sud et l'Est de l'Europe. Ces acteurs-là estiment que l'implantation lyonnaise présente bien des avantages. Ils apprécient le côté pratique et l'atmosphère studieuse de la ville : *"Si nous étions à Paris, nous aurions d'autres problèmes : cherté des loyers pour les bureaux, concurrence accrue. A Lyon nous sommes plus isolés, moins soumis à la pression des mondanités, on y travaille mieux."* (Universitaire). *"Nous tenons à rester à Lyon, ne serait-ce que pour montrer qu'on peut exister hors de Paris. L'avantage aussi, c'est que nous ne sommes pas débordés par les ragots et les mondanités. Nous sommes plus libres pour aborder des sujets qui nous importent."* (Association humanitaire)

Ils mettent en avant le fait que l'offre artistique est la plus importante après Paris, soulignent la présence de *"laboratoires de pointe"* et de *"grandes écoles"*, toutes choses qui confèrent à l'agglomération **des opportunités de développement** particulièrement intéressantes : *"J'ai travaillé dans d'autres villes en France et dans le monde.*

Si je compare, Lyon a des points forts comme son Opéra, le théâtre, la danse, la Villa Gillet, l'Institut Lumière, des grandes écoles... Même s'il n'y a pas ou peu de scène artistique pour les arts plastiques, (...) Lyon est une ville sans équivalent en France et qui est en bonne place en Europe." (Responsable d'une institution culturelle). *"Lors du comité pour la décentralisation de l'école, il n'y a pas eu d'hésitation, on a choisi Lyon. En raison de son emplacement géographique, de son dynamisme économique, de sa vie culturelle et artistique."* (Administration de la culture)

Ce qui est certain, c'est que la ville change, et qu'elle ne peut plus être jugée à l'aune d'un certain passé, sous peine de laisser de côté les nouvelles générations qui l'investissent aujourd'hui : *"On a toujours l'impression que tout se passe à Paris, mais ce n'est pas vrai. J'ai connu Lyon au début des années 80 et lorsque je suis revenu en 1996, je ne reconnaissais pas cette ville."* (Responsable d'une institution culturelle). *"J'ai l'impression qu'on est dans une phase de mouvement. Je pense qu'il faut toujours passer par Paris, d'une façon ou d'une autre. Mais avec l'Europe, je pense que Lyon a une carte à jouer."* (Responsable d'une association culturelle).



Une ville "fermée" : affaire de générations...

Autre grand registre de récriminations : le *"manque d'ouverture"*, qui empêcherait Lyon d'accueillir ou de donner naissance à l'innovation. Considéré comme une tradition locale, le goût du secret et de la rétention d'information expliquerait le déficit de débat, et donc le retard de l'agglomération en matière de développement intellectuel. Le cliché revient de manière récurrente dans le discours des personnes interviewées. Il s'appuie parfois sur des arguments surprenants, eu égard à ce que l'on sait de l'évolution urbanistique, démographique et sociologique de l'agglomération au cours des dernières décennies : *"La ville est un peu fermée. D'ailleurs, son architecture en témoigne : l'horizon y est rarement ouvert."* (Universitaire) *"C'est très lyonnais, ça, de faire*

les choses dans son coin sans collaborer ni discuter." *"C'est dans les gènes des Lyonnais, ça ne changera pas."* (Administration de la culture)

"Dans les gènes" serait aussi, si l'on en croit certains, l'habitude de fonctionner en cercles restreints et cooptés, qui ne laisseraient aucune possibilité aux nouveaux venus de s'insérer réellement dans la vie locale : "A Lyon, il y a une tradition de cénacles. On s'imagine que si ces groupes existent, tout va bien. Mais les temps ont changé, il faut aller vers quelque chose de plus large." (Responsable d'une institution culturelle). *"J'ai habité deux ou trois ans à Lyon : il faut toujours montrer son pedigree. Il ne suffit pas d'être à Lyon et d'y vivre, il faut quelque chose en plus."* (Artiste)

La ville souffrirait plus que d'autres du manque d'échanges et de discussions, du **cloisonnement** entre les milieux et les disciplines : "A Lyon, il n'y a pas de milieu intellectuel. C'est-à-dire des gens qui se rencontrent, se parlent, échangent. Les gens sont éclatés, ne font pas la fête ensemble. Alors qu'à Grenoble, les intellectuels sont présents pour les manifestations autour du livre ou de la culture, ils se mobilisent." (Administration de la culture). "Il n'y a pas de lieu de convivialité ordinaire, pas de bistro pour intellectuels, alors qu'il y en a à Strasbourg. Il n'y a pas d'équivalent au quartier latin." (Universitaire). "Il n'y a pas vraiment de vie culturelle ou intellectuelle à Lyon, car il n'y a pas de communication entre les différents éléments. L'important, c'est le mot vie, or il n'y a pas de liaisons." (Artiste)

Le constat mérite certes d'être pris en considération. Mais là encore, on mélange des problèmes de différentes natures, avec une propension à l'autocritique véritablement démesurée. D'abord, l'idée selon laquelle la vie intellectuelle passerait par un regroupement spatial des lieux de convivialité, à la mode du quartier latin, est dépassée, comme on l'a vu plus haut. Par ailleurs, si l'ouverture, la circulation, la mise en relation des idées sont certainement des clefs du dynamisme intellectuel d'un territoire, la fermeture n'est pas une spécificité lyonnaise. Et encore moins aujourd'hui qu'hier. Ce qui pouvait être vrai du monde économique à une certaine époque, ce qui l'est encore, en partie, du monde universitaire, ne peut en aucun cas s'appliquer à une agglomération qui accueille désormais plusieurs dizaines de milliers d'étudiants, nombre de chercheurs et d'artistes étrangers, et où s'accroît sans cesse la part des classes moyennes, grandes consommatrices de biens culturels autant que d'échanges en tous genres.

S'il y a carence de débat intellectuel, ce n'est pas, comme l'affirment certains, faute d'appétit. L'attraction des cafés des sciences, des "forums en ligne" ou des mouvements récents de réflexion citoyenne autour de sujets comme la bioéthique, par exemple, témoignent plutôt d'une attente grandissante de la société civile en la matière. Ce qui est vrai en revanche, c'est que les institutions traditionnelles du monde des idées ont

du mal à répondre à cette attente. Et de ce point de vue, la prétendue spécificité lyonnaise n'est qu'un leurre. La difficulté à instaurer des passerelles et des lieux d'échange entre les scientifiques et la société est un problème général, accentué en France par rapport aux pays anglo-saxons, où la **culture du débat** est plus développée : "Il y a peu de débat en France. Dans les revues américaines, un article scientifique est suivi de sa critique. En France, si on critique un collègue, c'est vécu comme une agression personnelle. Aux Etats-Unis, il y a un rapport et un contre-rapport : le débat est organisé, il peut avoir lieu." (Chercheur hors institution)

De même, la spécialisation, le cloisonnement disciplinaire, voire l'individualisme ne sont pas des phénomènes propres à la communauté artistique et scientifique lyonnaise. Ils sont la conséquence d'une évolution générale des conditions de production des idées, qui oblige à un investissement mono-centré dans la formation et qui se traduit par la disparition de l'idéal encyclopédique du chercheur : "Aujourd'hui, il n'y a plus l'idéal de l'humaniste, du savant polymorphe. Dans ma jeunesse, on se fréquentait entre peintres, linguistes, philosophes, etc. Aujourd'hui, chacun est frileux dans sa cellule." (Artiste)

Dans ce contexte général, le besoin d'échanges est à la fois plus grand et plus difficile à satisfaire. Et de ce point de vue, Lyon n'est pas plus en retard que d'autres villes. Là encore, il apparaît que les clivages et les ruptures sont davantage le fait de **générations** ou de **milieux spécifiques** que d'une improbable identité lyonnaise : "C'est vrai que les vieux Lyonnais ne sont pas ouverts. Mais les universitaires aussi fonctionnent entre eux. Ils sont coupés des chefs d'entreprises." (Responsable d'une association culturelle). Et si certains estiment "qu'il y a encore une vieille société lyonnaise qui freine", chez les plus jeunes ou les acteurs nouvellement installés, on ne s'attarde guère sur cette image ancienne de la ville : "L'arrivée à Lyon n'a pas été difficile, les gens sont venus à nous. j'ai connu tout de suite tous les responsables culturels de Lyon." (Responsable d'une institution culturelle)



L'enquête montre d'ailleurs que l'agglomération ne manque pas de lieux de diffusion et d'espaces à vocation interdisciplinaire, même si ceux-ci n'ont pas toujours les moyens d'exercer leur travail dans des conditions optimum. Certaines actions témoignent ainsi d'une réelle solidarité sectorielle, comme la Biennale du Théâtre du Jeune Public, organisée par le T.J.A. : à cette occasion, tous les responsables de salles de l'agglomération mettent à disposition leur théâtre pour l'accueil de spectacles. De même la Biennale d'Art Contemporain suscite un mouvement dans toute la ville, avec l'action des galeristes, la Biennale off, etc. La Biennale de la Danse fait travailler ensemble des associations et des professionnels de toute l'agglomération pour son défilé, tandis que le Goethe Institut et l'Institut Culturel Italien développent des collaborations avec une multitude de partenaires culturels et universitaires locaux. Sans parler de la Biennale du Savoir, qui est le fruit d'un partenariat multiple entre Decitre, la Bibliothèque municipale, l'Ensisib¹¹, des laboratoires universitaires, la presse locale, le monde de l'édition électronique, etc. Ou encore, des Entretiens Jacques Cartier, que l'on ne présente plus. Même le cloisonnement propre à la vie universitaire, souvent critiqué pendant l'enquête, doit être relativisé. Une approche plus fouillée montre en effet qu'il relève davantage du fantasme et de l'imagerie passée que de la réalité actuelle : *"Quand je suis arrivé, j'ai voulu monter un événement sur une question assez pointue. J'ai pris contact avec la faculté pour connaître les*

personnes qui travaillent sur la question. On m'a invité tout de suite, j'ai demandé aux différents universitaires concernés de faire un point sur les recherches en cours et quelques mois plus tard, l'événement était sur pied." (Responsable d'une institution culturelle)

De nombreuses initiatives attestent également de préoccupations communes entre l'Université, le monde de la recherche et les artistes. La D.R.A.C. a par exemple signé une convention avec l'I.U.F.M. pour le fonctionnement de son espace culturel (Galerie Confluence). Même chose avec l'Université Lyon II et son service culturel : *"On veut essayer de casser les barrières entre les étudiants et les artistes, mais aussi entre les enseignants et les artistes."* Par ailleurs, les écoles d'ingénieurs apparaissent particulièrement ouvertes à d'autres formes de culture et de savoir. L'E.N.T.P.E., à Vaulx-en-Velin, organise des conférences sur des sujets divers, comme la bioéthique ou les maladies mentales. Elle prête son amphithéâtre à des associations, aux clubs d'étudiants et organise chaque année un festival de théâtre, des concerts, des déjeuners-débats, etc.

L'on pourrait encore citer bien d'autres exemples de cet esprit d'ouverture, que vivent au quotidien les nouvelles générations d'étudiants accueillies par la ville. Il suffit d'ailleurs d'écouter ces nouveaux Lyonnais, au hasard des rencontres et des conversations entre amis, pour mesurer combien l'image d'une ville "étouffante" et fermée au débat mériterait d'être enfin, et définitivement, rangée au rayon des vieilleseries.



Une ville "idéophobique" ... ou un capital sous-évalué ?

Dernier grand registre d'autocritique : il y aurait de la part des dirigeants lyonnais, décideurs et responsables politiques confondus, une résistance "idéophobique". *"On nous a reproché d'être intello. La Région Rhône-Alpes nous l'a reproché"*, se plaint ainsi un enquêté. Idéophobique, c'est-à-dire contre les idées en tant que

telles. Parce que le soutien aux idées "n'a pas de rentabilité électorale immédiate", mais aussi parce que l'intellectuel représenterait une menace pour le pouvoir. *"Il y a une peur des idées. On vous met en cause si vous faites montre d'esprit de liberté"*, affirme le responsable d'une institution culturelle.

¹¹ - Ecole Nationale Supérieure des Sciences de l'Information et des Bibliothèques.

Pour certains, la ville ne serait tout simplement pas intéressée par ses créateurs : *"Lyon ne valorise pas ses artistes. Quand vous arrivez en Italie, on vous traite comme le génie du siècle. Ici on vous rabaisse dans le quotidien. Les Lyonnais sont incapables d'émerveillement"* assène un artiste. *"A Lyon, il y a beaucoup d'opportunités de réfléchir, de contacts avec la création artistique, mais la ville ne revendique pas la vie intellectuelle, on pourrait même dire que la ville tourne le dos à ce domaine"* renchérit un responsable d'institution culturelle. *"A Lyon, il y a la meilleure linguiste de France et le meilleur spécialiste des rêves. Il faudrait que la ville le sache, comme elle sait qu'il y a Paul Bocuse, même si pour les intéressés, c'est sans grande importance pour leur carrière"*, rappelle un universitaire. *"Il y a un très bon terroir, quelles que soient les disciplines vers lesquelles on se tourne, il y a des gens très intéressants. Mais ça n'est pas révélé, pas signifié."*

Cible particulière de ces critiques, les responsables politiques ne sont pas crédités de compétences suffisantes, ou sont franchement attaqués pour leur méconnaissance de la production intellectuelle et artistique locale. Cyniques, incultes ou craintifs, ils n'envisageraient la culture et les idées que sous l'angle de la communication, sans aller au cœur des choses et sans accepter de prendre des risques : *"Les responsables politiques sont timorés. Ils préfèrent subventionner une Biennale, par nature éphémère, avec une politique de communication très coûteuse, plutôt que de soutenir une politique d'exposition dans la ville et développer le terreau artistique"* juge un artiste, tandis qu'un universitaire enfonce le clou : *"A Lyon, les décideurs et responsables politiques sont ravis d'entendre des gens de Lyon causer dans le poste, mais ils ne veulent jamais sortir un sou pour financer des travaux."*

La ville, en somme, ne saurait pas *"mettre en valeur ses hommes de valeur"*, résume Jean-Marie Auzias. Incapable de labelliser par elle-même une production, elle aurait tendance à importer des talents plutôt qu'à revendiquer ce qui se fait sur le territoire. Les responsables politiques préféreraient s'appuyer sur des professionnels qui ont fait

leurs preuves, attendre la reconnaissance médiatique parisienne, voire "monter des coups" sans lendemain, plutôt que de valoriser la multitude des initiatives locales. Ce n'est évidemment pas ce qu'attendent ceux qui ont choisi l'agglomération comme lieu d'ancrage de leur travail : *"Si la mairie et les institutions veulent échapper au provincialisme, il faut qu'elles acceptent que les choses qui se font à Lyon n'ont pas besoin d'un label."*

La Villa Gillet est fréquemment citée comme lieu-emblème de ce décalage. A la fois précurseur d'une activité intellectuelle intéressante (même si elle n'échappe pas à certaines critiques) elle apparaît comme le symbole du désintérêt des édiles pour le patrimoine intellectuel de leur ville : *"Les pouvoirs publics ne revendiquent pas la Villa Gillet. Or ce travail est remarquable. Plutôt que de créer des initiatives nouvelles, il faudrait aider et revendiquer ce qui existe"* déplore un journaliste. *"On accuse de parisianisme la Villa Gillet, alors qu'elle n'a pas d'équivalent à Paris... Elle fait partie de l'image de Lyon en France et à l'étranger. Le paradoxe est le suivant : un tel fait du bon travail à Lyon, donc ça ne peut pas être un Lyonnais. Cette incapacité à reconnaître le travail intéressant et fait ici témoigne d'un complexe notamment par rapport à Paris"* juge un universitaire.

A ce concert de lamentations, se joignent heureusement des appréciations plus positives. Certains enquêtés estiment ainsi que les choses ont commencé d'évoluer avec l'arrivée de Michel Noir à la mairie de Lyon. Une politique *"de la main tendue"* aurait alors quelque peu brisé la glace entre les élus locaux et le monde des idées : *"Il faut s'étonner que Lyon n'ait découvert son université qu'en 1989. Cela a commencé à se produire lorsque Michel Noir a donné un mandat municipal sur l'université à Jean-Michel Dubernard. On a alors réalisé qu'il y avait 80 000 étudiants, et des enseignants en conséquence dans ce domaine ! C'est très tardif comme prise de conscience"* rappelle un universitaire. Plus significatif : nombre d'enquêtés (des intellectuels donc...) reconnaissent qu'ils s'insurgent contre le monde politique sans vraiment avoir à faire à lui. Au fond, ils admettent de



manière voilée que le problème ne tient pas seulement à l'attitude des décideurs, mais plus globalement à la coupure, typiquement française, entre le monde politique et celui des intellectuels. Le moins que l'on puisse dire en effet, c'est que la méconnaissance et la méfiance sont réciproques. Surmonter cette méfiance, rapprocher ces deux mondes est certainement un enjeu majeur pour l'avenir de la cité. L'enquête a montré que les esprits étaient ouverts à toute initiative allant dans ce sens : le fait que les collectivités locales commandent ce type de travail suscite de l'intérêt, et d'aucuns y voient le signe d'une "évolution des mentalités politiques".

Autre signe que l'on va dans le bon sens : **l'engagement de la ville en faveur de la formation, son souci de l'ouverture internationale et l'attention portée aux nouvelles technologies** sont unanimement salués par les interviewés. Des événements comme la Cnuced ou le G7 sont considérés comme positifs. Et le fait que la ville se soit dotée en quelques années d'institutions de formation reconnues nationalement ou internationalement (le C.N.S.M.¹² et l'Ensatt pour les formations artistiques, l'E.N.S. pour les formations scientifiques...) suscite beaucoup d'espoir, comme le souligne un chercheur : "L'arrivée de l'E.N.S. lettres et sciences humaines devrait amener des jeunes pleins de créativité." L'installation de ces établissements est perçue comme un facteur favorable pour étoffer la vie intellectuelle et "crédibiliser" les productions locales. "Je suis très intéressé par l'arrivée de l'Ensatt. C'est un événement très important que s'installe un lieu de formation dans une ville où le théâtre tient une place importante. C'est la même chose pour l'arrivée de l'E.N.S. lettres. Il y a aussi un lieu d'appren-

tissage aux métiers de la culture comme l'Arsec, qui est une référence nationale", affirme le responsable d'une institution culturelle. "On a implanté beaucoup d'institutions d'enseignement supérieur, ce qui va faire de Lyon un pôle intellectuel de premier plan. De plus, ce cadre institutionnel est moteur, il permet à des initiatives plus légères de se développer" estime un autre.¹³

Si les pouvoirs publics sont encore critiqués pour leur manque de soutien à l'édition, on reconnaît en revanche qu'une véritable politique a été lancée en faveur de la **lecture publique**, et on rend hommage à "l'énorme travail réalisé par la bibliothèque municipale". On salue également l'intérêt manifesté par la ville pour les nouvelles technologies : "Avec l'arrivée de l'E.N.S., le potentiel documentaire de Lyon a été mis en évidence : les élus ont pris conscience de l'importance de l'ouverture documentaire et de l'investissement technologique à faire" estime le responsable d'une institution culturelle. "Avant, l'information était à Paris. Depuis quelques années elle n'est plus qu'à deux heures de T.G.V.. Bientôt elle sera disponible sur place via Internet. De plus, on amène une bibliothèque de 220 000 volumes et arrivent les bibliothèques des jésuites - 400 000 volumes - et celle de l'I.N.R.P. - 640 000 volumes. Il faut mettre tout cela en réseau", encourage un administrateur de la recherche universitaire.

La situation évolue favorablement, en somme, et les acteurs de la vie intellectuelle en redemandent... "Engagez vous, nous suivrons" : tel semble être le message qu'ils adressent à travers cette enquête aux collectivités locales. De quoi se réjouir plutôt que se lamenter, donc.



12 - Conservatoire National Supérieur de Musique.

13 - L'exemple de la structure de formation "La Scène sur Saône", qui souhaite préparer des étudiants aux concours d'entrée à l'Ensatt, est caractéristique de ce phénomène d'entraînement.


actualité
Révolution dans les musées du Département**Confluences vers la science** par **Nathalie Blanc**

Lyon Figaro du lundi 8 novembre 1999

Tandis que s'ouvre, boulevard des Belges une expo sur les bijoux de Jean Vendome, Michel Coté, le nouveau directeur du Muséum d'Histoire naturelle de Lyon, peaufine son projet de musée des Confluences. Pour bâtir ce nouvel empire des sciences et sociétés, l'investissement devrait s'élever à plus de 300 millions de francs, mais devrait faire aussi grimper la cote de l'agglomération en matière de tourisme culturel.

« Je ne l'imagine qu'au confluent ». Le futur musée des sciences et de société n'a encore ni financement ni mur, mais déjà un décor et un nom, dans l'esprit de son concepteur tout du moins. Michel Coté, ancien directeur des expositions du musée de la Civilisation de Québec et débarqué depuis peu à Lyon pour imaginer le futur équipement culturel scientifique et technique du département, n'en démord pas. Son musée des Confluences serait idéalement situé sur cette fine bande qui voit le mariage de la Saône et du Rhône. « Mon projet évolue chaque jour ». Mais les contours en sont désormais assez nets pour être révélés. Michel Coté présentera d'ailleurs son nouveau concept au comité de pilotage le 8 décembre prochain, date choisie tout exprès pour le symbole. « Je voudrais aussi que l'on inaugure ce musée un

8 décembre ». Dans quelques semaines, le spécialiste décrira non seulement sa réflexion sur le contenu éducatif et culturel, mais ira aussi plus loin, prévoyant les espaces associés, donnant des pistes sur les équipements complémentaires à bâtir, un aquarium ou un petit planétarium, un espace multimédia, parlant encore de budget et de niche sur le marché européen. Coté calendrier, l'emplacement géographique du futur musée devra être officialisé en janvier afin que le concours d'architectes puisse débuter dès le printemps. Le Québécois part sur une base de financement comprise entre 300 et 350 millions de francs et voit l'ouverture au public du futur équipement pour 2004-2005.

De multiples études.

L'échéance peut paraître lointaine mais le projet est ambitieux. Et s'il se réalise, Lyon et le département auront vraiment un musée à part, un équipement qui pourrait devenir un signal fort que sont le Futuroscope ou la Villette. Voilà plusieurs années déjà, que Lyon et son agglomération rêvent d'un équipement culturel dédié aux sciences et techniques et digne d'une « cité internationale ». Successivement ou parallèlement, François Juillet, ancien directeur du Pôle universitaire de Lyon, Gérard Fontaine, ancien président de l'université Lyon 1, les hommes de la Cité des sciences et de l'industrie de La

Villette et déjà Michel Coté, avec Roland Arpin, directeur du Musée de la civilisation de Québec, avaient tous réfléchi sur le sujet. Soit pour le compte de la Ville de Lyon, soit pour le Département qui, après avoir inauguré le musée de Saint-Romain-en-Gal, souhaitait s'investir sur le cas du poussieux musée Guimet.

Pôle sciences et société

Toutefois plutôt que de laisser filer le temps et de disperser les énergies créatrices ainsi que les moyens, Raymond Barre décidait, en 1998, de confier au Conseil général le soin de conduire un unique projet jusqu'à son terme. C'est à ce moment-là que Michel Coté est entré seul en scène. Depuis, la politique du Département en matière de musées s'est affinée et va devenir plus lisible pour le public. Elle se scindera en deux pôles : d'un côté l'archéologie, avec le musée de Saint-Romain-en-Gal et celui de la civilisation gallo-romaine de Lyon, de l'autre les sciences et la société avec le futur équipement du confluent, mais aussi le muséum d'histoire naturelle et le Château de la Poupée.

En charge du second pôle, Michel Coté est arrivé le 11 septembre avec plusieurs missions à mener de front, soit écrire un futur possible pour le musée Guimet, trouver un nouvel espace pour abriter ses collections, notamment ethnogra-



phiques, mais aussi repenser la vocation du château de Lacroix-Laval tout en bâtissant le musée des Confluences. Mission impossible pour un seul homme, le Québécois a donc recruté cinq personnes pour former son équipe de direction (collections, expositions, administration, animation et communication). Pour commencer, des travaux devraient être entrepris dès janvier au Muséum d'histoire naturelle. L'accueil sera transféré dans la rotonde, l'espace consacré aux expositions temporaires sera agrandi, les éclairages revus et corrigés à la hausse et l'ensemble des salles remises aux normes. L'ancien musée Guimet devrait en effet constituer l'un des éléments du futur équipement en se transformant en Musée des cultures du monde. Et ces légères transformations sont de toutes façons nécessaires pour continuer d'accueillir le public. Deuxième étape du programme chargé, le déménagement des précieuses collections du boulevard des Belges vers un autre lieu plus adapté que Michel Coté ne désespère pas de trouver le plus rapidement possible. Il verrait enfin l'espace de Lacroix-Laval voué à la nature, l'environnement et le public jeune. Mais en dehors des contenus présents ou à venir, le nouveau directeur a déjà imaginé les orientations, le

contenu et la programmation du pôle que constituera le Musée des Confluences. D'abord les orientations. "Quel type de musée allons-nous faire ?" Il y en a de deux types, ceux qui sont basés sur la mise en valeur et ceux qui font du discours, résume l'homme de l'art. Michel Coté veut allier les deux.

Un lieu multiculturel

Ce musée s'adressera à tous les publics, y compris à celui qui n'a jamais franchi la porte d'un lieu de culture, sera enraciné à Lyon tout en étant tourné vers l'international, traitera des enjeux de la société - des OGM au cancer en passant par la science-fiction-, travaillera en réseaux avec d'autres musées, sera un espace de muséologie où se mêleront tous les arts -danse, théâtre, musique...- et enfin développera des partenariats non seulement avec les écoles et universités, mais aussi avec le monde économique. Tout cela parce que "les collections des musées appartiennent aux citoyens et non pas aux musées" et parce que l'intérêt de visiter un musée est de pouvoir pousser plus loin sa quête de savoir et de prolonger la visite pourquoi pas chez un industriel si l'on présente un sujet lié par exemple aux nouvelles technologies. Pour le contenu, le projet fait apparaître trois grands axes, "Le cosmos et l'individu"

pour expliquer "d'où venons nous, qui sommes nous ?", "La nature et la culture" pour poursuivre "sur l'interrelation avec la matière, l'environnement, le milieu urbain et les autres hommes" et enfin "Le faire et faire faire" pour conclure "les individus sont là et ils créent : cela donne la technologie, l'aménagement du territoire... ». Voilà pour le fil conducteur. Mais Michel Coté a aussi importé d'outre-Atlantique l'esprit pragmatique, entrepreneur qui peut parfois frôler l'utopie mais qui fait tout le charme des Américains du Nord. Ainsi, les premières expositions ont déjà leur thème : les Déserts où l'on parlera de la faune et de la flore, des civilisations, des différents déserts mais aussi de la désertification des territoires, puis La science-fiction dit-elle vrai ? avec BD, romans et cinés à l'appui pour séduire un public jeune ; puis Les nouvelles technologies et l'emploi et aussi Vérités et mensonges.

Toutes ces belles idées, Michel Coté est en train de les chiffrer et observe, en parallèle, si d'autres villes européennes n'ont pas pour projet de bâtir le même type de structure. « Je trace l'idéal pour présenter le faisable », comme il dit joliment. Et, le 8 décembre, le Comité de pilotage décidera du réalisable.



 **interview**
Guy Walter, Directeur de la Villa Gillet, unité de recherches contemporaines**Pourriez-vous nous rappeler brièvement les origines et les orientations de travail de la Villa Gillet ?**

La Villa Gillet a été créée à l'initiative du Conseil Régional Rhône-Alpes en 1988, sous l'impulsion de Jacques Oudot, alors vice-président chargé de la culture. Nous avons depuis la création une mission transdisciplinaire, relative aux savoirs contemporains sous toutes leurs formes. Nous traitons de littérature, de sciences humaines, d'art. L'idée est d'accepter la pensée contemporaine dans sa complexité, tout en organisant l'ouverture au public. L'hyper-spécialisation des sciences demande des lieux où l'on puisse passer d'un territoire à l'autre, par exemple, pour qu'un biologiste rencontre un juriste, qui lui-même va discuter avec un architecte, qui se frottera à un metteur en scène, tout cela sous l'œil participatif du public.

Comment concevez-vous votre travail ?

Mon rôle de directeur consiste à lire, réfléchir et essayer de deviner ce qui émerge. Si l'on veut éviter nominalisme, mondanité et effets de mode, le travail institutionnel dans le domaine de la pensée

repose sur engagement de soi. C'est une forme de militantisme intellectuel.

Je crois sincèrement que les idées jouent un rôle important dans la vie de la Cité, dans la construction de notre identité. C'est pour cela que je fais mon travail avec opiniâtreté. J'essaie de mettre au jour les grandes questions qui traversent aujourd'hui l'espace public. C'est sur elles que je m'appuie pour construire la programmation de la Villa.

Quelles sont les spécificités des débats qui y sont organisés ?

Nous cherchons à organiser une approche théorique et sensible des savoirs contemporains pour faire de la Villa Gillet un lieu de découverte. Il s'agit de saisir les tendances nouvelles de la pensée. Nous n'avons pas une approche patrimoniale mais culturelle des savoirs. Et nous ne sommes en rien un lieu de "doxa" ou d'autorité, mais un lieu d'échanges.

A la Villa Gillet, les gens qui viennent parler s'engagent en leur nom. Ils prennent des risques et s'aventurent. La parole y est ouverte, contestable : nous conférons d'emblée au public une capacité critique. Nombreux sont ceux qui y ont redécouvert ou découvert leur aptitude au débat.

Je crois qu'il faut savoir s'inscrire dans la durée du débat. Il y a un temps spécifique à la parole qui n'est pas celui de la lecture par exemple. La Villa Gillet s'accorde à ce temps là.

Y-a-t-il selon vous un nouveau secteur d'intervention qui se dessine autour de la vie intellectuelle, comme on a vu celui de la vie culturelle se former depuis les années 1960-70 ?

La Villa Gillet a certainement joué un rôle précurseur. En effet, on voit fleurir avec des fortunes et des ambitions diverses une multitude de forums. Cela va des cafés philosophiques à des manifestations organisées par des quartiers ou des villes. Il y a un lieu commun politique qui consiste à dire que le débat est fondamental pour la démocratie, sans que ce discours ne soit pourtant suivi d'effets.

Toutefois, j'ai l'impression que l'on commence à inscrire la pensée au cœur de la Cité. Mais ce sont souvent des activités festives ; or je crois au travail dans la continuité. La tendance à mettre en spectacle le débat, à le retraiter dans un objectif de communication politique est parfois trop grande. La Villa Gillet est un lieu de résistance à la marchandisation des idées.





Quel peut être l'intérêt des collectivités locales à vous soutenir ?

Si l'on est soucieux du lien, convaincu que la vie politique se fait dans l'échange, que le rapport à l'autre est le garant de la démocratie, qu'il faut réfléchir et penser nos formes de vie, alors il est nécessaire de s'intéresser à des expériences comme les nôtres.

La vie intellectuelle apparaît toujours dangereuse au pouvoir politique. La vraie parole est intempestive, pugnace. C'est d'ailleurs pour cela que les pouvoirs totalitaires la combattent. Mais je crois que l'existence de la Villa Gillet témoigne d'un choix politique qui fait sens : celui d'accorder cette place, cette liberté de parole-là, dans la Cité. Nous avons toujours eu une liberté de programmation totale. Une

collectivité locale qui se dote d'une institution comme la nôtre fait preuve de courage et d'authenticité.

Nous voulons faire de la parole un acte. La communauté des hommes ne se fait que sur un agir commun. La Villa Gillet est tout simplement un lieu d'expression et de formation de cet agir commun, un lieu de liberté en d'autres termes. On a trop tendance à penser que les idées relèvent de l'intimité, or elles ont besoin d'une institution. L'institution n'académise pas l'art et la pensée, elle garantit au contraire l'existence d'un lieu public pour le débat.

Quel changement la Villa Gillet a-t-elle apporté au paysage lyonnais ?

Je ne suis pas lyonnais, mais lorsque je suis arrivé, on m'a mis en garde sur l'esprit de

cette ville, qui serait réactionnaire, hostile aux idées. Bon. Cela m'intéresse peu de savoir si c'est vrai. Ce que je peux dire, c'est que j'y ai trouvé de vraies énergies. Les responsables politiques eux-mêmes se font une idée surannée, un peu académique de leur ville, dont les habitants sont beaucoup plus libres qu'ils ne le pensent.

En plus de dix années d'existence, nous avons pu faire la preuve de notre légitimité. Et on constate aujourd'hui de la part des collectivités locales un mouvement de réappropriation de notre travail, au meilleur sens du terme. Cela leur a simplement pris un peu de temps pour mesurer l'importance et le rayonnement de la Villa Gillet.



IV- L'intelligence court les rues

"Lyon est une ville importante, il n'y a que vous qui ne le sachiez pas." Voilà bien résumé l'un des principaux résultats de l'enquête. Au-delà des clichés complaisamment ressassés par certains, il apparaît en effet que si Lyon souffre encore d'un déficit d'image en tant que pôle intellectuel, c'est surtout à son complexe d'infériorité qu'elle le doit. Ce qu'en des termes plus positifs certains appellent "l'exigence lyonnaise", cette volonté de discrétion qui semble caractériser la ville, n'a d'ailleurs pas que des inconvénients : "Les gens qui restent à Lyon sont anti-ostentatoires, ce sont des puristes", estime ainsi un journaliste. En réalité, l'agglomération est riche d'un bassin d'acteurs et de structures importantes dans le domaine intellectuel, comme l'ont souligné la plupart des interviewés. "Beaucoup de gens à Lyon sont complexés. Mais en réalité, Lyon est après

Paris le deuxième pôle culturel en France et probablement le second aussi sur la vie intellectuelle. Il n'y a pas à rougir", considère un journaliste. "La production et la diffusion d'idées connaissent un bouillonnement sans commune mesure avec ce qui se passait il y a vingt ans." "Beaucoup d'événements lyonnais sont reconnus à l'étranger sans que Lyon en ait conscience" affirme un universitaire.

L'enquête le montre sans équivoque : il y a à Lyon une vie intellectuelle foisonnante, même si celle-ci se développe sur des bases différentes de la vie intellectuelle parisienne. Et ce n'est pas parce que la ville tarde à reconnaître cette richesse qu'elle n'existe pas : le terreau est là, qu'il suffirait de cultiver judicieusement pour voir surgir enfin un autre tableau de la cité lyonnaise, plus conforme à la réalité des années 2000 qu'aux fantômes du passé.

Suggestions individuelles

C'est le terme le plus approprié pour décrire la situation actuelle : la multiplication des lieux de production, dont l'ensemble des fiches de repérage jointes à ce document donne un aperçu, s'est en effet accompagnée de changements importants dans la façon de produire et de propager les idées. Certains lieux, certaines initiatives, sont emblématiques de ces changements : leur présentation aidera à mieux comprendre la dynamique en cours.

Des **individus**, d'abord. Des initiatives qui, tout aussi personnelles qu'elles soient, tout aussi marginales qu'elles paraissent au premier abord, n'en sont pas moins au cœur de ce bouillonnement qui anime la cité. Sans tambour ni trompette, des hommes, des femmes, d'ici ou d'ailleurs, qui ont choisi de s'exprimer à partir de cette ville tissent patiemment autour d'eux ce que Jean-Marie Auzias appelle les "constellations off" de la vie intellectuelle lyonnaise. Le philosophe

esquisse le tableau de toutes ces "suggestions individuelles" qui, dans ou hors des institutions, tracent des voies transversales, organisent de la dérive, animent des gisements d'idées. Yves Lacroix, par exemple, qui écrit, qui publie¹⁴, cultive l'amitié et entraîne bien des esprits de la ville à réfléchir avec lui sur la manière de rester debout quand le handicap survient. Il est tétraplégique. Et alors ? François Buttet, sur son fauteuil, dansait bien dans la rue lors de la grande samba, sous les vivats de la foule, quand la Biennale de la Danse recréait pour quelques heures cet espace symbolique, festif, profondément civique... où tout un chacun, y compris les malmenés de la vie, pouvait trouver sa place, participer à la cité. Lui, qui fréquenta les sciences avant de devenir danseur, demande depuis longtemps qu'on équipe la ville aussi pour les handicapés. Un vrai combat. Une vraie pensée.



14 - Presque debout, Ed. Desclée de Brouwer, collection Handicaps.



D'autres jouent les **animateurs-créateurs de la vie locale** avec leurs poèmes ou leurs tableaux, réveillent la ville avec des revues dont ils sont les seuls rédacteurs. Ainsi par exemple du poète, dramaturge et publiciste Andrea Genovese, qui édite la revue *Belvédère*, ou du peintre sicilien-lyonnais Salvatore Gurrieri... A côté, le journaliste Paul Gravillon, poète, romancier, critique, joue un rôle inestimable pour la promotion de l'Écrit dans la cité. Il anime des débats, "conseille" la Maison des Ecritures, les Foyers de la Culture, la section Lettres de l'Académie de Lyon et jouit d'une autorité littéraire qui va bien au-delà des frontières de la ville. Et puis aussi Gabriel Vartore Neoumivakhine, poète, bi-culturel, qui a enseigné le russe, qui connaît bien les milieux slaviques et autour duquel se rencontrent des idées et des hommes qui constituent l'un des ferments de la vie locale. Et encore Sam Canarozzi, américain d'origine italienne, qui n'a pas son pareil pour réveiller un quartier, organiser des événements dans la ville ou faire rêver dans les écoles en interprétant des poèmes par gestes venus des Indiens d'Amérique. Il s'intéresse aux langues minorisées, appelle à la rescousse le professeur Nardon, spécialiste de biochimie à l'I.N.S.A., pour construire un spectacle poétique sur le tableau périodique des éléments chimiques de Mendeleïev. Avec lui, la poésie devient instruction civique sans perdre de son authenticité artistique, autour de lui s'installe un type de communication inter-individuelle qui agit en profondeur sur l'esprit de la ville.

Marginal, tout ce travail sur le langage qui irrigue les rues de la ville ? Minoritaires, tous ces témoins-acteurs de l'ouverture de la cité ? Peut-être. Mais comme chacun sait, ce qui est marginal peut devenir central, tout particulièrement dans le domaine des idées et de la culture... La ville devrait donc prêter une écoute plus attentive à tout ce gisement de créativité qui la rend bien vivante, riche de multiples échanges et ouverte sur le monde. S'intéresse-t-on suffisamment, par exemple, à tous ces professeurs, enseignants-chercheurs, experts, spécialistes internationalement reconnus, qui n'hésitent pas à sortir de leur domaine pour prendre part à la vie locale sur un plan civique et non pas strictement professionnel ? Il y en a. Et plus qu'on

ne croit. Des **économistes**, qui débordent de leur spécialité, comme Eric Froment, à qui l'on doit l'ouverture d'un lieu d'études catalanes. Ou encore Jean-Michel Servet, professeur agrégé à Lyon II, qui s'est penché sur les modes d'échanges non monétaires en Afrique, avant de conduire une recherche sur l'origine des monnaies et de rééditer avec le Centre Walras des textes fondateurs, forts utiles aux chercheurs du monde entier. Et puis bien d'autres encore : Pierre Dockès, Henri Jacot... Certains qui jouent un rôle de premier plan sur la scène nationale et internationale : Alain Bonnafous, spécialiste de l'économie des transports ; François Plassard, qui travaille sur l'économie spatiale ; Jean-Pierre Potier, artisan du rapprochement avec l'Italie, l'Angleterre, et les Etats-Unis... Et tant d'autres, que l'on ne cite pas et qui ne cherchent pas à être médiatiques : des **ethnologues** qui travaillent avec les pays de l'Est, des **sociologues** passionnés d'art baroque, des **urbanistes**, des **architectes**... Tous ceux là se démentent pour accueillir des chercheurs étrangers, échangeant des stages pour leurs étudiants, organisent des visites de la ville et font aimer Lyon bien loin du Rhône et de la Saône.

Dans d'autres domaines, il y a des figures comme Jean-Paul Chartier, qui fut le président de l'Internat au Vinatier. Il y fit venir Lacan, y amena Deleuze... Aujourd'hui, il met son énergie au service des arts plastiques, anime un café psy au Carré des Trente avec l'infatigable Caroline Nataïeff. Il provoque des rencontres, invite les gastronomes à sa table, réunit peintres et poètes... Laurent Darcueil, présence critique active dans la cité, a su pour sa part attirer au Théâtre de la Renaissance un public de scolaires et d'intellectuels modestes mais engagés. Michel Raskine travaille dans le même esprit au Théâtre du Point du Jour : il y a comme cela des personnages précieux face au conformisme de certaines scènes nationales. "Ça bouillonne également dans le milieu de la traduction, avec des étrangers comme Rubah Habib, Vania Lipke (bulgare), des traducteurs du roumain comme Courriol, du chinois comme Li Tché-wa, du portugais (Mme Guidicelli), de l'espagnol (Maité Poncet, Annie Salager), de l'allemand

comme Pierre Deshusse, et beaucoup d'autres qui produisent des chefs d'oeuvre, sans qu'on ne leur facilite particulièrement la tâche localement (pas de rencontres internationales...). La revue *Le Croquant*, qui répercute les remarquables Rencontres du salon des pays de l'Est à Die (Drôme), ne bénéficie pas non plus d'une grande reconnaissance locale : c'est à Bourg-en-Bresse qu'elle trouve ses principaux appuis.

Et que dire de tous ceux qui perpétuent la tradition des **bouquinistes** lyonnais ? Au coeur d'un réseau d'amateurs éclairés, de fortes personnalités font vivre la passion du livre ancien : il y a des miséreux, des prudents, des érudits comme Diogène à St-Jean... Et puis des audacieux du quai de Saône, des spécialisés, des "pros" comme à l'Ancre Aldine, rue Auguste Comte, des dénichéurs comme Chaminade, des fervents comme Fournier sur le quai du Rhône... Et tout cela avec un salon du livre d'occasion, véritable mine de curiosités, trésor fabuleux pour les passionnés de toutes origines.

Tous ces travailleurs isolés du savoir et de la culture commencent à se connecter : c'est ainsi que les **libraires** les plus dynamiques ont ouvert des sites Internet et se relient à l'énorme magasinage bibliographique contemporain. Il se passe des choses intéressantes à la périphérie du commerce (chez Decitre par exemple), mais aussi du tourisme

(Arvel), de l'humanitaire ou du politique (avec la Chaire des droits de l'homme...). De son côté, Elizabeth Hamon, à l'origine de réalisations culturelles remarquables - notamment un très beau calendrier de la peinture lyonnaise - a ouvert un site où elle accueille des textes dont la potentialité de lecture dépasse largement les ventes de certaines librairies. Claude Seyve, écrivain-professeur, a lancé la revue *Verso*, qui sans être du genre informatique, constitue une immense mémoire poétique de Lyon et entretient un véritable réseau de lecteurs/collaborateurs par son abondante *Revue des revues poétiques*.

On pourrait en citer bien d'autres, dont les travaux se perdent dans les sables de l'ignorance civile, alors même qu'ils constituent un bien précieux pour la collectivité. Tout le réseau des jeunes **chercheurs "hors statut"**, par exemple, qui, dans de petites structures autogérées, travaillent avec enthousiasme sur la ville, l'histoire de ses quartiers, l'avenir de ses banlieues, l'ébullition des nouvelles cultures urbaines. Qui les soutient ? Qui leur passe commande, s'occupe de valoriser leurs travaux, de les faire participer aux décisions politiques concernant la cité ? Là aussi, se révèle à qui veut bien observer tout un patrimoine foisonnant, inventif et amoureux de la cité, mais trop souvent laissé en friche par les collectivités locales.



Une revue : *Le Croquant*

Ne parlons pas de son assise : contrairement aux institutions culturelles les plus en vue, la revue *Le Croquant* est dans un équilibre parfaitement instable. Elle est bisannuelle et, pratiquement, chaque numéro représente un miracle, car elle apparaît, puis plonge dans l'incertitude jusqu'à ce qu'un institutionnel ou/et quelques abonnements nouveaux la remettent à flot. Bien présentée, bien imprimée, elle joue sur plusieurs registres. L'apport des Amis de la poésie de Bourg-en-Bresse est fidèle et de qualité (Gabriel Le Gal, ou Prevel, ce n'est pas rien). Le provençal Curel y donne une présence attentive. Les universitaires Joël Lefebvre, Jean-Yves Debreuille, etc. ont une place importante. Les écrivains tantôt lyonnais, tantôt venus de loin, les dossiers, Slovaquie, Lituanie, Observatoire des Prisons, aussi bien que des articles volontairement disparates, des essais, des textes font de cette revue un laboratoire irremplaçable dont le patron infatigable, compétent, animateur, chercheur et, à l'occasion, balayeur, est Michel Cornaton, qui enseigne la psychologie sociale à Lyon II et qui met au service du *Croquant* une expérience internationale très riche.

Jean-Marie Auzias

Esprit civique, lieux de l'esprit

Au-delà des individus, le foisonnement se manifeste également dans les **lieux de débat**. On en trouve pour tous les goûts et pour toutes les bourses. Des prestigieux, comme les Entretiens Jacques Cartier, qui attirent des chercheurs du monde entier. Des modestes comme le Café Bartholdi, place des Terreaux, qui en association avec le C.N.R.S. fait se rencontrer des scientifiques et un public "branché" de khâgneux, d'architectes, de musiciens... Des réputés et très discrets, comme le Centre Thomas More, tenu par des Dominicains au couvent Le Corbusier d'Eveux : on peut y dormir, passer deux ou trois jours à écouter et interroger les plus grands dans leur spécialité. Agora Tête d'Or organise chaque mois des débats sur des questions de société, dans l'objectif de "faire circuler les idées et de participer à la vie de la cité". Toujours dans la mouvance catholique progressiste, le Centre de bio-éthique de la faculté catholique est aussi un lieu de rencontre très ouvert. La revue Golias, d'audience nationale, est née de ce terreau favorable du christianisme social et tiers-mondiste, qui a formé de nombreux responsables de la théologie de la libération, et d'où sont sortis des gens comme Jean-Marie Tjibaou, par exemple. Dans un autre style, le Goethe Institut constitue aussi l'un des piliers de la vie culturelle lyonnaise, tandis que l'Arald travaille, à travers colloques et publications, à diffuser les savoirs sur le livre et de l'édition et qu'Aspen organise des rencontres avec des chefs d'entreprise autour des thèmes de l'économie libérale... Autant d'images de la **diversité**, et donc de la richesse des lieux de débat dans une agglomération qui en serait soi-disant dépourvue.

Parmi les nouvelles structures qui se consacrent plus particulièrement à **la discussion** et **à la mise en circulation des connaissances**, les Vivats de Villeurbanne drainent un grand nombre de spectateurs actifs. L'Institut Lumière a trouvé sa place, avec des projections-débats bourrées de jeunes et des animations dans la ville qui font renaître le public du cinéma, comme la Maison de la Danse l'a fait avec la danse contemporaine.

Inter Services Migrants joue pour sa part un rôle important dans l'aide à la professionnalisation et à la reconnaissance des jeunes artistes. Le Musée de l'Imprimerie sort de sa réserve avec des expositions hors du commun et de grands projets pour l'avenir. Lyon est aussi un foyer actif pour nombre d'organisations humanitaires qui cherchent à sensibiliser le grand public à des problèmes de société. Un large mouvement d'idées existe dans ce domaine, qui mobilise des structures diverses, comme par exemple Acte Public, spécialisée dans l'organisation d'événements artistiques et culturels "citoyens".

Et puis, il y a tout ce qui émerge, qui ne dure pas forcément, mais qui témoigne de ce foisonnement local : partout des bulles sont en train de gonfler, qui donnent du relief à une vie intellectuelle prétendument inexistante. De ce point de vue, la Croix-Rousse est une mine qu'il faudrait passer au peigne fin. L'Espace Celluloïd par exemple, sur les pentes : on y montre des films dans les bars et les cours d'immeuble. Cent spectateurs place Colbert pour "Les Enfants du Paradis". C'est non payant, au rythme d'une fois par semaine en été, pour "activer l'esprit civique". Le Pèse Nerfs est une autre association intéressante, qui s'adonne à la musique innovante, et donne plusieurs concerts par semaine... A Vaulx-en-Velin, il faudrait parler d'Objectif Citoyen, qui s'est donné pour but d'inculquer une pédagogie de la loi, en organisant des rencontres entre des enseignants, des magistrats, des médiateurs et partenaires sociaux, des femmes maghrébines, des élèves de collège ou de B.E.P... Derrière ces actions, il y a une conception de la vie de l'esprit qui prend appui sur la vie quotidienne, et que l'on aurait tort de négliger. On la retrouve dans d'autres domaines (la lutte contre l'illettrisme, par exemple, mais aussi, les batailles autour des communications et du périphérique Nord de Lyon...), où s'opèrent également cette élévation du niveau de culture, cette "accumulation civile" de connaissances indispensables au développement de la cité.



On n'en finirait pas d'allonger la liste de toutes les lieux ou collectifs qui contribuent ainsi à **transformer l'expérience brute en intelligence**, ou, inversement, à **faire de la connaissance une création intellectuelle et sociale permanente**. Sans chercher à être exhaustif, on citera encore trois exemples de lieux caractéristiques de cette recherche de connexion entre le monde des

idées et la société civile. Les cas de la Maison du Rhône, (cf interview de Jacky Vieux p 22) de l'I.N.S.A., de l'Ecole des Hautes Etudes Urbaines, permettent en effet, dans des registres très différents, de bien saisir les enjeux et les limites d'une telle ambition, ainsi que les besoins auxquels les collectivités locales devraient être appelées à répondre au cours des années à venir.

expériences

Ingénieurs humanistes

L'Institut National des Sciences Appliquées, bien que consacré aux sciences dures, est un autre foyer de vie intellectuelle particulièrement dynamique, qui témoigne de l'émergence d'une nouvelle mentalité dans la culture des ingénieurs. Sur le campus de la Doua se rassemblent des labos, des amphis et des salles de cours, mais aussi des bibliothèques, dont l'une, le centre des Humanités, est riche de multiples volumes de littérature, arts et sciences humaines. Depuis longtemps, la vie régionale se trouve alimentée par les courants d'études et de recherche qui se croisent là, entre élèves ingénieurs venus de toute la France. Par les travaux mêmes des étudiants, dont certains ont été réinvestis en partie sur l'agglomération, nourrissant la réflexion sur le génie civil, l'urbanisme, le patrimoine et l'évolution de la ville, mais aussi par toute **l'activité sociale, culturelle et d'échange** qui se développe à partir du campus.

Sait-on, par exemple, que le ciné-club, avec sa bibliothèque spécialisée et ses séances hebdomadaires qui font le plein, est actuellement le plus important de France ? Il y a aussi le club théâtre et ses tournées, les expositions de peintre ou de photographes, l'Orchestre et ses cinquante exécutants (c'est un jeune ingénieur de l'I.N.S.A. qui dirigea pendant plusieurs années les chœurs de la Presqu'île), les Vingt-quatre heures de l'I.N.S.A...., soit aujourd'hui **60 clubs** regroupant 10 % des 4 000 étudiants de l'Institut. Le département Arts Plastiques, dont les étudiants reçoivent, en sus de leur cursus d'ingénieurs, une formation en atelier, a noué un partenariat avec les musées de la région sur le plan technique. La Rotonde des Humanités accueille 30 000 spectateurs par an, ainsi qu'une compagnie en résidence (Premier acte). Lieu d'exposition, elle est aussi, avec la salle René Char, un lieu de débat particulièrement ouvert (y compris lors des soutenances de

thèses scientifiques). De Michel Foucault à Michel Serres ou à la pensée scientifique en Grèce au IV^{ème} siècle, les esprits s'y frottent sans exclusive. Une boutique de philosophie fonctionne également une fois par mois autour de Françoise Schmidt, professeur d'épistémologie, tandis que des élèves parcourent la ville, imaginent faire sortir les oeuvres des musées, suivent les activités du Café Bartholdi, vont aux concerts du palais St-Pierre... Par toutes ces activités, l'I.N.S.A., "grande école", montre que la vraie formation professionnelle et universitaire ne doit pas se contenter d'enseigner les connaissances afférentes à une spécialité : l'esprit encyclopédique, l'esprit de bricolage, la culture collective en ateliers, la rencontre des maîtres en dehors de leur spécialité sont des facteurs intellectuels d'un civisme qui déborde largement la nécessaire compétence professionnelle





Une occasion manquée

L'Ecole des Hautes Etudes Urbaines, imaginée par l'architecte Roland Castro au début des années 90, a fait long feu, à la fois à cause de changements politiques (locaux et nationaux) et de quelques résistances corporatistes. Mais l'idée était bonne. Des intellectuels de renom, spécialistes de la ville et des sciences humaines, avaient commencé d'y animer des séminaires ouverts à un large public (étudiants, professionnels, élus locaux...). Des architectes exerçant des responsabilités opérationnelles dans les quartiers y dialoguaient avec des anthropologues et des littéraires... Quand on connaît le nombre d'acteurs qui sont aujourd'hui

mobilisés sur la politique de la ville - depuis les chefs de projet jusqu'aux responsables administratifs des services municipaux, en passant par les ingénieurs de la D.D.E., les travailleurs sociaux, les enseignants, les responsables associatifs et les médiateurs en tous genres... ; quand on sait le travail remarquable entrepris à Lyon sur des thèmes en pointe comme l'aménagement des espaces publics ou la mise en valeur du patrimoine urbain; quand on mesure enfin le déficit de capitalisation qui règne en ce domaine, la faible culture dont disposent nombre d'acteurs sur la question urbaine, on ne peut que souhaiter le renou-

veau d'un projet de ce genre. Dotée d'un encadrement académique de haut niveau, une telle école (qui ne ferait pas double emploi avec l'Institut d'Urbanisme de Lyon II, voué à des activités plus strictement universitaires) pourrait faire de l'agglomération un carrefour international d'esthétique, d'anthropologie et de pédagogie urbaines, s'adressant aussi bien à des responsables avides de connaissance et de partage, qu'à des animateurs, élus ou associatifs capables de créer et de promouvoir cette éducation à la ville dont nous avons tant besoin dans la société d'aujourd'hui.



information

Cette toile qui se tisse ...

Par Bernard Jacquand

La lettre des amis du Monde Diplomatique N°4 - Février 1998

« Sois naturel et rayonne », dit-on au pays de la soie synthétique. A Lyon, le groupe des Amis du Monde diplomatique s'assemble en un curieux patchwork. Au canevas des réunions mensuelles, l'exercice du discernement : réflexion sur un thème de fond, éclairages sur l'actualité, avec l'indépendance du Diplo pour fil rouge.

Côté chaîne, voici un chauffeur de bus, un historien, un ex-cheminot, des étudiantes, un distributeur de boissons et encore : un architecte, une journaliste, un conseiller en communication (l'horreur économique ?), et tant d'autres... Côté trame, des militants prêts à en découdre, d'autres revenus de tous les combats, des associatifs, un prêtre, un sénateur, des syndicalistes, des solitaires, des utopistes, des pragmatiques... On murmure qu'à eux tous ils parviennent à lire un numéro du Diplo de A à Z.

Une fois par mois, au gré des engagements et des convictions, selon l'humeur et la saison, ils se retrouvent à

cinquante ou à quatre-vingts, poussent les tables, installent les chaises et organisent leur agora. Entre eux, rien qu'entre eux ? Pour l'instant, oui. Histoire de roder l'art du débat, la qualité des échanges. Encore qu'une bonne polémique de temps en temps, cela vous purge du consensus ambiant ! Et puis on peut être lecteur du Diplo et s'affronter sans componction diplomatique.

Mais l'enjeu est ailleurs. La réunion des AMD poursuit l'exercice de discernement commencé avec la lecture du Diplo. Pour les trois ou quatre thèmes retenus à l'année, il s'agit de démonter les mécanismes, de prendre du recul, de croiser les regards, d'aller au-delà de l'explication simpliste et uniciste. Identifier quelques repères dans la complexité ; déceler des permanences dans l'incertitude.

Lecteurs en quête d'auteurs, le groupe des Amis accueille à chacune de ses soirées un

invité, illustre inconnu ou bénéficiant de quelque renom, qui livre davantage un témoignage qu'une expertise. C'est un étudiant qui pose un diagnostic sévère du révisionnisme dans un secteur de l'université ; ou bien un psychanalyste révélant la part d'ombre qui hante certains comportements dits « politiques » ; ou encore un élu, une jeune Algérienne, des journalistes locaux...

Progressivement, une toile se tisse. Des contacts sont établis avec des associations. En mars, le groupe de Lyon des AMD participera à une opération montée par Amnesty International : un stand du Diplo, des numéros de Manière de voir... de futurs abonnés et, qui sait, adhérents ? En novembre, à l'occasion d'une réunion internationale à Lyon sur le commerce mondial, il fera entendre d'autres voix que celles des princes et des marchands. Des groupes des AMD voisins pourraient s'y associer. Les ambassades sont lancées.



 **interview**
Antoine Lion, Directeur du Centre Thomas More, couvent de la Tourette à Eveux

Propos recueillis par Pierre-Alain Four.

Pourriez-vous nous rappeler brièvement les origines et les circonstances de la création du Centre Thomas More ?

Le couvent de la Tourette, construit par Le Corbusier en 1960, était destiné à la formation des dominicains. A la fin des années 60, les jeunes dominicains ont souhaité revenir en ville, près des universités, ce qui a privé le bâtiment de sa fonction initiale.

C'est à ce moment-là, au début des années 1970, qu'est née l'idée d'ouvrir dans ce qui demeurait un couvent dominicain, un centre de réflexion spécialisé sur les relations entre sciences humaines et religions. Très vite, le projet s'est élargi à des débats de philosophie, dans le champ des sciences humaines en général (le plus souvent sans spécificité religieuse) et, plus récemment à l'histoire de l'art et aux questions d'architecture contemporaine. Par ailleurs nous sommes un centre d'accueil pour des architectes du monde entier qui viennent passer ici au minimum 24 heures. Nous en recevons entre 3 500 et 4 000 par an.

Le Centre Thomas More, dont le nom rappelle la portée utopique, se situe hors de toute institution universitaire ou scientifique, sans pour autant être affilié à une obédience quelconque. Il se veut un lieu d'échange

et de parole libre et a créé un style où l'invité dispose de temps pour s'exprimer, tout comme la salle : nous ne recevons jamais plus de 4 à 5 intervenants sur deux jours.

Quelles sont les grandes orientations de réflexion et les disciplines que le Centre cherche à faire connaître ?

Nous sommes un lieu tourné vers l'architecture et l'urbanisme au premier chef. Cela s'explique par le monument dans lequel nous vivons : notre moteur est notre bâtiment. Il est un lieu de pensée sur l'architecture, l'urbanisme, la vie urbaine. Nous sommes un des rares lieux de travail sur l'architecture contemporaine installés hors de Paris.

De tous les arts, c'est l'architecture qui s'impose le plus dans la vie quotidienne. Quand un roman ne vous intéresse pas, vous ne le lisez pas, quand un film vous ennueie, vous l'évitez, mais quand un bâtiment est en face de vous ou que vous l'habitez, vous pouvez difficilement l'occulter. L'urbanisme, l'architecture sont à la jonction de l'art et de la vie quotidienne.

Je crois qu'il est essentiel de développer une éducation à notre environnement. On admet assez facilement qu'il faut apprendre à décoder les images : l'ère de la télévision, des nouvelles

technologies demande cette capacité critique. Il en va de même pour notre environnement urbain, qui s'impose à nous sans que nous ayons forcément conscience de sa prégnance et de l'importance du rôle joué par ceux qui l'élaborent, qu'ils soient architectes, urbanistes ou encore décideurs politiques.

Quelles sont vos perspectives de développement ?

L'année 2000 marquera une étape dans la vie du Centre. En effet, nous devrions obtenir le label de Centre culturel de rencontres attribué par le Ministère de la culture. Il n'en existe aujourd'hui que 9 en France. Cela nous apportera des moyens supplémentaires et nous permettra dès le début 2000 de créer un premier emploi de professionnel de la culture. Cela devrait aussi susciter des soutiens plus importants de la part du Département du Rhône, de l'État, et de la Région Rhône-Alpes. La commune d'Eveux elle-même va s'engager pour le Centre Thomas More.

Nous travaillons principalement sur le site de La Tourette. Nous avons certes un café d'architecture conduit avec la Maison de l'architecture et qui se tient au Café Bartholdi place des Terreaux à Lyon, mais l'essentiel de notre travail se fait ici. Ce qui ne va pas sans difficulté, car nous sommes dans





un coin paumé, que certains jugent peu confortable, où il faut payer sa place : les motivations à venir doivent donc être fortes !

Finalement notre souci est de faire vivre ce bâtiment et de le transmettre aux générations futures. C'est un échange de bons procédés : on rend service en offrant un espace de haute qualité architecturale et en y suscitant le débat et la réflexion ; en retour, nos visiteurs font vivre le couvent et en parlent à l'extérieur.

Y-a-t-il selon vous un nouveau secteur d'intervention qui se dessine autour de la vie intellectuelle, comme on a vu celui de la vie culturelle se former depuis les années 1960-70 ?

Je prendrais les choses différemment. Je crois que le Centre Thomas More a été un à un moment un lieu intellectuel où l'on parlait beaucoup de culture. C'est-à-dire que dans les années 1960, avec Malraux, a commencé à s'imposer l'idée d'une intervention des pouvoirs publics dans le secteur culturel, intervention reprise à leur compte par les collectivités locales. Aujourd'hui, le culturel est un mot qui est largement répandu, notamment chez les décideurs politiques. Je ne crois pas que ça soit vraiment le cas pour le mot intellectuel.

Si des passerelles entre le monde politique et celui des intellectuels peuvent naître, c'est évidemment souhaitable. Longtemps, les mondes de la recherche et des décideurs se sont ignorés, je

pense que les choses changent, mais on ne peut pas encore dire que les décideurs soient aussi attentifs à la vie intellectuelle qu'ils le sont à la vie culturelle.

Souhaitez-vous que les collectivités locales vous soutiennent davantage ? Quel pourrait être leur intérêt à le faire ?

Une société a besoin de lieux d'intelligence d'elle-même. La vie d'une société est souvent en avance sur sa réflexion, on ne découvre bien des mutations qu'après coup. Il m'apparaît comme relevant du service public de favoriser un travail sur la compréhension du fonctionnement de la société.

L'État connaît bien cette nécessité, ne serait-ce que parce qu'il finance des universités, des instituts, des laboratoires de recherches. Les collectivités locales en sont moins conscientes. Pourtant on ne peut attendre d'aide du secteur privé : le mécénat intellectuel n'a pas cours en France, alors qu'il est relativement fréquent en matière culturelle. Il nous a toujours été difficile de trouver un partenaire privé, d'où la nécessité d'un appui venant de partenaires publics.

Comment expliquez-vous la faible reconnaissance médiatique de vos travaux ?

C'est une vraie faiblesse de notre travail : nous avons peu de traces écrites, et nous privilégions le moment de la parole par rapport à sa restitution littéraire, l'événement sur ses retombées. Cela est dû à un manque de temps et

d'hommes. Cette institution fonctionne encore avec des moyens rudimentaires, même si les choses sont en train d'évoluer. Par exemple, pour l'architecture, nous allons diffuser nos travaux sur Internet et j'espère, par une série de publications.

Pour ce qui concerne nos relations avec les média grand public, il est clair que ce que nous faisons, les intéresse peu. Mais je pense que les gens qui viennent à La Tourette vont ensuite être des relais de ce qui se dit ici. Même si on ne parle pas directement de nous, c'est aussi à La Tourette qu'ont pu s'élaborer, être mises en débat des idées que l'on retrouvera ensuite ailleurs, et pourquoi pas dans la grande presse.

En quoi le Centre Thomas More contribue-t-il à la rencontre entre intellectuels et artistes ? Faites-vous une distinction entre ces deux catégories ?

Nous sommes un lieu de réflexion sur l'art plus qu'un lieu de création. Et cela suppose du travail en commun entre artistes et intellectuels. Un de nos atouts est que nombre de chercheurs et de créateurs (architectes bien sûr, mais aussi plasticiens, chorégraphes...) aiment fréquenter ce lieu. Dans notre projet de Centre, nous devrions avoir des artistes en résidence sur les questions de l'image en particulier. Et n'oublions pas que nous sommes dans un monument qui est une œuvre d'art habitable et habitée !



V- Investir dans la vie intellectuelle : les voies de la modernité

On l'aura compris, c'est le regard que nous portons sur la vie intellectuelle qu'il faut changer. Les deux chercheurs qui ont mené l'enquête sont formels : Lyon fourmille d'idées, de personnalités hors du commun et d'initiatives passionnantes. Il ne dépend que de ses responsables d'exploiter cette richesse et de la faire croître, en forgeant une **vraie politique publique** de ce secteur.

Cela ne va pas de soi, il s'agit d'un travail lent et complexe, mais dont la ville pourrait tirer un réel bénéfice de vitalité et de notoriété. Les acteurs rencontrés, dans leur très grande majorité, sont favorables à un tel investissement : ils attendent des instances de gouvernement local qu'elles s'intéressent davantage aux idées, parce qu'ils considè-

rent l'intelligence comme un **gisement d'avenir**, une "*matière première*" nécessaire au renouvellement et à la croissance régionale. D'aucuns appellent même à une véritable mission de service public dans ce domaine, en réponse à la marchandisation et à la complexification croissantes de la société : plus les transformations s'accroissent dans les modes de vie, la famille, le rapport au travail, au temps, à l'espace..., plus nous avons besoin des idées et de la réflexion pour assurer la bonne gouvernance des systèmes locaux. Faute de quoi c'est le fonctionnement du marché qui s'imposera en ce domaine comme en d'autres, les pouvoirs publics restant "à la traîne" de mouvements sociaux de plus en plus rapides, puissants et diversifiés.

Les collectivités sont attendues

"La ville doit montrer l'exemple", affirment les enquêtés. Ils sont en effet nombreux à considérer qu'il sera de plus en plus du devoir des collectivités locales de s'engager dans un secteur à large utilité sociale, que l'entreprise privée délaisse et que l'Etat ne soutiendra plus autant à l'avenir..., décentralisation oblige. Il faut miser sur l'effet d'entraînement, ajoutent-ils : en soutenant la vie intellectuelle, les collectivités peuvent susciter des vocations dans le secteur privé. Et l'agglomération, à travers une telle action, bénéficiera de retombées en termes d'image aussi bien que de dynamisme économique et social.

Toute l'enquête montre ainsi que les collectivités locales sont très attendues dans ce domaine. Loin de craindre l'interventionnisme des pouvoirs publics, les acteurs du secteur, moyennant le respect de quelques conditions, souhaitent au contraire que leur travail soit davantage revendiqué et valorisé localement : "*Aujourd'hui, l'aspect communication est important. On fait de la communication sur l'Opéra, pourquoi ne pas en faire sur la pratique intellectuelle ?*" (Responsable d'une institution culturelle) "Les

villes en pointe savent que l'intelligence est une matière première de première importance. La valeur ajoutée, la source de pouvoir, de richesse (...), c'est la maîtrise des process, des logiciels, etc. Le monde culturel, intellectuel, qui était dans les limbes, est en train de tomber dans le réel, de se marchandiser. Les collectivités locales peuvent intervenir dans ce processus." (Responsable d'une institution culturelle)

Au terme de son enquête, Pierre-Alain Four estime donc que les conditions sont réunies pour que se crée un **nouveau secteur d'intervention** de la part des collectivités locales. L'image de "l'intelligence" est encore un positionnement rare, voire inexistant dans l'ensemble des cités européennes, souligne le chercheur, alors qu'il s'agit manifestement d'un thème porteur. Et celui-ci pourrait se révéler bien adapté aux évolutions récentes de la cité lyonnaise. Lyon dispose en effet de tous les atouts nécessaires pour faire de la vie des idées un axe majeur de son développement. Ses intellectuels sont prêts à jouer le jeu : il serait dommage de ne pas répondre à cette attente.



Pour une action "en profondeur"

Sur la manière d'avancer, les suggestions sont nombreuses. Mais deux axes principaux ressortent finalement des entretiens :

- passer d'une politique d'équipement à un investissement dans les hommes et les réseaux ;
- voir les "handicaps" comme des atouts.

Mettre l'accent sur le fonctionnement et l'animation

Sur ce point, les interlocuteurs de Pierre-Alain Four sont unanimes : il est temps pour l'agglomération de passer à une autre phase de son développement en matière culturelle et intellectuelle. Ainsi, l'enquête ne révèle-t-elle pas de demande de "grande politique d'équipement" dans ces domaines. Les personnes rencontrées considèrent dans l'ensemble que l'agglomération est plutôt bien équipée : elle s'est engagée dans le domaine de la production et dispose de grandes institutions musicales, scientifiques, théâtrales ou muséales. L'enjeu est ailleurs : il faut à présent "améliorer le fonctionnement de l'existant", "faire vivre le bouillonnement local" et le valoriser. Jean-Marie Auzias est du même avis. "On ne peut pas se contenter de quelques structures qui absorbent une part toujours croissante des crédits de fonctionnement, ou à l'inverse, tomber dans le saupoudrage d'associations qui meurent aussitôt que nées." Il faut mener une vraie politique de l'intelligence, qui prenne en compte la diversité des initiatives et la richesse du tissu local ; mettre l'accent sur la **diffusion** et **l'échange des idées**, plutôt que sur "le prestige du bâti" ou sur celui de quelques grands noms.

"On privilégie toujours l'immobilier, l'équipement, alors qu'il faudrait mettre en valeur le fonctionnement et l'existant", ajoute un universitaire, tandis qu'un artiste s'interroge : "L'intérêt d'une collectivité est-il de subventionner massivement deux ou trois grosses institutions qui lui coûtent cher, ou, en bonne gouvernance, de soutenir, même de façon symbolique ou par une communication, l'ensemble de ce qui se fait ?". Et un administrateur de la culture de conclure : "Il faut arrêter de se focaliser sur les institutions. La vie intellectuelle, ça n'est pas une succession d'institutions, l'Opéra, plus une Maison de la

Culture, plus un théâtre, etc. Il faut s'intéresser aux gens capables et arrêter de créer des temples de la culture."

Certains le disent autrement, mais l'idée est toujours la même : il conviendrait aujourd'hui de mener une action "en profondeur", "sans visibilité immédiate", pas forcément très coûteuse, mais qui pourrait rapporter gros sur le long terme. Pour exemple, "la commande faite par la ville à 15 écrivains de donner un point de vue sensible" sur la cité apparaît comme une expérience intéressante. A condition cependant qu'elle ne se transforme pas en simple "outil de communication" : il faut en effet soutenir les projets avant de les médiatiser, chacun insiste sur ce point. Une telle démarche pourrait se prolonger par des résidences d'artistes, des ateliers d'écriture, une semaine de la littérature... toutes actions grâce auxquelles la ville affirmerait sa vocation d'accueil à l'égard de la pensée. "La pensée pourrait très bien avoir une vocation emblématique, comme à Strasbourg, qui est une ville refuge pour les écrivains", considère un artiste.

Il faut des équipements certes (pas question pour la ville de prendre du retard en la matière) mais aussi des **hommes**, des **réseaux** et des **lieux de débat**. Les acteurs rencontrés reviennent fréquemment sur ce point : le soutien à la vie intellectuelle ne doit pas se traduire par la création de structures lourdes ou de nouvelles administrations, alors que tant d'initiatives existent, qui ont parfois du mal à survivre. "Il y a des structures de structures, alors que disparaissent les initiatives : Parole d'Aube, La Main du Singe, le Belvédère, l'Espace Bellecour..." déplore ainsi un universitaire. Il s'agirait plutôt de valoriser ce qui se fait sur le territoire, d'aider les lieux qui ont vocation à **animer la vie intellectuelle**, d'encourager les **partenariats** et de **parier sur la durée**, un allié indispensable du monde des idées. Il faut aussi, comme le disent certains, "*sortir des situations acquises*", "*élargir le cercle des initiatives aidées*", faire preuve, en somme, d'ouverture et d'esprit prospectif pour dynamiser le potentiel local, dans un environnement où la rapidité, la souplesse et l'inventivité seront de plus en plus des clefs de la créativité et de l'intelligence des villes.



De l'instituant au germinatif

Ce qui naît dans la création intellectuelle, dans une ville si grande soit-elle, est beaucoup moins visible que ce qui meurt. Dans la culture, ce qui est en train de mourir montre souvent le teint frais et la bouche vermeille. De même que les crédits tombent comme feuilles à l'automne, les institutions florissantes laissent tomber les mêmes oeuvres juste avant les votes de subvention. Pendant ce temps, la culture vivante avance, pauvre, confidentielle et transitoire. Les chercheurs — que nous sommes — perçoivent les existences quand le bébé est à terme, déjà déterminé, promis à la répétition des mêmes structures et, souvent, obligé d'aller se refaire une santé ailleurs. Rares sont les animateurs-créateurs qui savent "surfer" sur le transitoire. Rares sont ceux qui savent apercevoir la montée de ces sortes de bulles, éclatant dès qu'elles ont pris forme (institutionnelle).

Or, la culture de demain, elle est là, à la surface apparemment tranquille des eaux profondes. Autour coassent les grenouilles (cf. Aristophane), grouillent les parasites (voir Michel Serres et son livre *Le parasite*). Il est difficile de faire une sociologie de la culture. A peine a-t-on mis en forme un tableau satisfaisant que de nouvelles structures s'élaborent dans le silence et l'incompréhension, qui demain ou plus, après-demain, feront figure de germinations fécondes. Et que ni moi, ni personne n'auront aperçues. Faut-il se tromper toujours ? Faut-il faire confiance à la recherche ? Oui, car la culture, c'est de l'or, et ça ne se trouve pas sous les pieds d'un... cheval.

Jean-Marie Auzias

De Lyon ville de passage à Lyon ville-carrefour

Investir dans le secteur des idées aurait aussi l'avantage, selon plusieurs interviewés, de faire pièce aux stéréotypes qui encombrant et freinent l'activité intellectuelle lyonnaise. L'enquête suggère ainsi d'utiliser des aspects "négatifs" de l'image de Lyon pour mieux se débarrasser de certaines pesanteurs. A l'instar de Marseille, qui utilise ses défaillances économiques pour construire une image de ville "où il fait bon vivre", ou encore de Florence, qui a développé une manifestation culturelle autour de la mode à partir de son industrie textile, l'idée serait de transformer en atouts certaines "spécificités" lyonnaises, comme le secret, les réseaux, ou le côté "ville de passage"...

"Il faut s'enorgueillir du fait que Lyon est une ville de passage" affirme ainsi un directeur d'institution culturelle. Tout en reconnaissant ceux qui restent, qui construisent une carrière dans l'agglomération, la ville devrait casser certains clichés sur l'hé-

morragie des talents, en valorisant son rôle de carrefour dans le domaine des idées. "C'est très bien que Martinelli parte à Strasbourg puisque Michel Raskine arrive !" souligne ainsi un journaliste, tandis qu'un responsable d'institution culturelle renchérit : "Jean-Pierre Brossmann s'en va, mais Alain Durel arrive, Kent Nagano s'en va, mais Louis Langrée arrive... Il faut voir l'intérêt du mouvement." Le monde intellectuel, autrement dit, est d'autant plus vivant qu'il est mobile, ouvert, en reconstitution permanente. En ce domaine comme en d'autres, l'éphémère et le transitoire peuvent s'avérer des facteurs de dynamisme, pour peu qu'on construise les conditions de leur productivité locale (notamment par des actions de **capitalisation**, de **publication**, de **légitimation** de ce qui émerge).

De même, le fonctionnement "en réseaux" devrait être perçu comme un atout, à une époque où tout démontre la force de ce mode de sociabilité par rapport aux enracinements de type communautaire ou tribal. Un réseau, c'est par définition (et par opposition aux cercles ou aux cénacles) un



système social ouvert. Et ce qui a fait la force de la ville dans le domaine économique depuis des siècles n'est sans doute pas étranger à cette capacité qu'ont certains de ses acteurs à mobiliser des *constellations de relations*, bien au-delà des frontières du pays.

Si Lyon, comme le soulignent certains, "*ne cultive pas l'attachement local*", c'est peut-être une chance : à l'avenir, il faudra en effet savoir **conjuguer identité et ouverture** pour s'inscrire dans la modernité. Les artistes et les intellectuels en sont les premiers convaincus, qui considèrent dans l'ensemble l'appartenance locale comme secondaire. A l'amour du territoire, ils préfèrent d'autres valeurs, plus universalistes, visant à dépasser les clivages locaux et nationaux pour privilégier un "champ" d'idées et de positions éthiques ou esthétiques. Jean-Marie Auzias prévient aussi : une politique de l'intelligence doit éviter les "*erreurs identitaires*", et en particulier les deux écueils que sont "*la fermeture (chauvinismes locaux) et la colonisation (succursalisme parisien ou américain, voire européen)*." De l'avis des chercheurs, Lyon devrait donc saisir l'opportunité qui s'offre à elle avec l'avènement de la société de communication, pour cultiver l'image d'une ville-étape, ouverte sur l'étranger, apte aux affinités électives plus qu'au mimétisme ou à la défense des traditions.

Bien loin de la suffisance bourgeoise du siècle passé, c'est d'ailleurs la réalité qu'offre aujourd'hui l'agglomération, dès

lors qu'on la regarde avec un peu de recul et d'ampleur de vue : "*On se pose des questions sur la lyonnitude, alors que ce n'est plus une question. Il n'y a pas d'essence lyonnaise, mais une politique d'ouverture et de soutien à faire*", affirme ainsi un universitaire. Cette idée est défendue avec force par toutes les personnes interrogées, qui estiment que l'un des critères de la "réussite" artistique et intellectuelle consiste d'abord à disposer de **capacités de mobilité**, aussi bien matérielles qu'immatérielles. La ville devrait donc, comme disent certains "*s'emparer des réseaux*", réaliser dans le domaine des idées ce qu'elle sait si bien faire par ailleurs, autrement dit "*rayonner à partir d'expériences locales*". Utiliser les actions de tous les individus, associations et collectifs qui entretiennent des contacts avec l'étranger et jouent déjà les ambassadeurs de fait de la cité, pour renforcer son image intellectuelle et ses capacités d'attraction. "*Une ville ne peut développer l'intelligence créatrice que si les produits innovants venus d'ailleurs y sont instantanément répercutés*" rappelle à ce sujet Jean-Marie Auzias. Cela suppose des moyens et des modes d'organisation qui satisfassent aux nécessités locales sans pour autant s'enfermer dans le localisme. Autrement dit un double enjeu, pour les collectivités locales qui prétendraient à un engagement dans ce domaine : mieux connaître le milieu intellectuel et son fonctionnement d'une part ; mieux valoriser ses apports d'autre part.



S'impliquer avant d'aider

Un des intérêts des études commanditées par le Grand Lyon et la C.C.I. consiste dans leur fonction de **révélation**. On voit apparaître à travers elles ce qui est d'ordinaire dénié à la ville : tout un terreau de créativité et d'initiatives dans le domaine de la vie intellectuelle. Mais il ne s'agit là que d'un premier pas. La plupart des enquêtés, agréablement surpris par la démarche, considèrent que les collectivités locales doivent poursuivre en ce sens, si elles veulent prétendre à une action significative dans le secteur des idées.

Cela est dit de multiples manières : pour aider la vie des idées, il faut bien la connaître, et comprendre ce qu'elle a de spécifique. Ainsi, la plupart des acteurs interrogés sont favorables à une intervention publique, à condition que soit respecté "*l'écosystème*" du secteur de l'intelligence. Il ne s'agit pas en effet de le "*municipaliser*", ni de le rigidifier par une assistance dont il ne voudrait pas, mais bien de lui donner davantage de moyens pour qu'il "*passe à la vitesse supérieure*" : "*Pour moi, une politique publique doit fournir des instruments*

de travail et favoriser les conditions d'existence de la vie culturelle. Elle n'a pas vocation à repérer l'élite, mais à donner aux gens l'envie d'être, de s'investir dans cet aspect de la vie sociale", affirme un universitaire. "Le politique doit donner une procédure, des moyens, mais pas une conception du monde", rappelle pour sa part le responsable d'une institution culturelle.

Autre point essentiel mis en avant par la recherche de Pierre-Alain Four : respecter l'indépendance du secteur, qui procède de son économie propre. Artistes et intellectuels construisent leur identité -mais aussi la qualité de leurs productions- en grande partie sur leur liberté de pensée et leur aptitude à critiquer l'existant. Toute politique publique dans ce domaine doit donc répondre à cet enjeu central qui consiste à soutenir sans s'ingérer. "Une société ne peut vivre et engendrer une création libre que si elle travaille sur les idées, et sur toutes les idées. Il lui faut un espace de liberté où les gens peuvent s'exprimer, se tenir informés des courants de pensée", rappelle un responsable d'institution culturelle. Là se situe bien évidemment l'un des principaux défis de l'engagement des collectivités locales. Ce que l'Etat garantissait jusqu'ici -l'indépendance nécessaire des lieux et des travaux- les villes et les régions sont-elles capables de l'assurer dans le contexte de la décentralisation ? Oui, répondent dans l'ensemble les enquêtés, si elles se dotent de **compétences** en ce domaine, si elles adoptent un **philosophie de l'action** et des **modes de gestion** qui correspondent à ces ambitions. A ces conditions, rien n'empêche les commanditaires de demander aux chercheurs ou aux créateurs un "retour d'investissement" en direction de tel ou tel public, de telle catégorie de professionnels ou de décideurs : c'est ce que fait l'Etat à son niveau, à travers expositions, séminaires et colloques... qui servent bien à mettre en circulation sur la scène publique les résultats des travaux qu'il finance. Tout est dans la manière, donc.

Il y a là une idée-force, qui sous-entend en fait un besoin d'échange, **d'enrichissement**

mutuel entre la commande publique et les intellectuels : pour soutenir le secteur des idées, sans instrumentaliser les chercheurs, il faut d'une certaine manière rendre "intellectuelle" la puissance publique. Et, inversement, offrir aux producteurs d'idées des occasions d'échange, des terrains d'investigation, des possibilités de diffusion de leurs travaux au-delà du cercle restreint des seuls commanditaires. Travailler, en somme, à une imprégnation réciproque de ces deux sphères, ce qui passe par des relations de travail régulières (pas seulement au moment du rendu final...), par le développement d'équipes mixtes (chercheurs/consultants/acteurs...), par des "études-processus" ou des "recherches-actions" qui permettent à chacun de progresser et qui font du commanditaire un "metteur en réseau" plus qu'un donneur d'ordres... A cette fin, les collectivités locales devraient, estiment les uns et les autres, renforcer leurs **capacités de repérage et d'expertise** dans le domaine des idées. A en croire les enquêtés, il semble en effet qu'elles aient du mal à repérer les petites structures, les initiatives émergentes qui représentent pourtant, selon certains, l'avenir du secteur : "L'avenir est aux petites entités, qui ne sont pas soumises à la pression économique et peuvent réagir rapidement. Le problème, c'est de convaincre les politiques d'aider de petites choses" estime par exemple un journaliste. Les uns et les autres en conviennent : pour progresser, il faut "connaître le potentiel de chercheurs à disposition", "s'appuyer sur les forces en présence", à la fois dans et hors de l'université. Et savoir reconnaître toutes les actions, y compris celles que l'on n'a pas initiées ou financées directement. Certains lieux, certaines initiatives drainent en effet des projets satellites qui peuvent se révéler en pointe à un moment ou à un autre. Comme le dit un artiste : "La question est de savoir si une ville peut assumer ce qui ne lui convient pas." Et de citer la ville d'Anvers, qui remet à chaque nouvel arrivant une brochure où sont répertoriées toutes les initiatives (culturelles, scientifiques, éditoriales...), qu'elles soient ou non aidées par la cité.



Des professionnels de l'interface

Pour investir valablement dans le secteur des idées, les pouvoirs publics auraient en somme besoin de "têtes chercheuses" : des gens "compétents", missionnés pour assurer l'**interface** entre le monde des idées et celui de l'action publique. Qu'on les situe "dans les cabinets politiques", "dans les services", ou encore dans une "cellule de gestion des idées", dans "une structure-rotule entre les mondes universitaires et politiques", ces professionnels d'un nouveau genre sont perçus comme indispensables au développement du secteur. Ils doivent à la fois "bien connaître l'existant" (fonction de repérage) mais aussi être capables de "reconnaître les activités à leur juste valeur" (fonction d'expertise et d'évaluation). On attend également d'eux qu'ils participent à la **formation des élus**, qu'ils sachent "faire valoir les objectifs de la collectivité" tout en garantissant le respect des règles et des valeurs en usage du côté des producteurs d'idées. D'autres pensent que de tels "intermédiaires" pourraient en outre contribuer au repérage de compétences extérieures à Lyon, en vue de proposer des emplois ou des missions dans l'agglomération. Le débat n'est cependant pas tranché entre ceux qui imaginent ces spécialistes à l'intérieur des collectivités, et d'autres qui penchent plutôt pour une instance de prospection indépendante : "Il faudrait une instance de prospection régionale, c'est-à-dire basée en Rhône-Alpes, mais pas régionaliste. Un lieu indépendant. Mais je ne sais pas si une collectivité locale est capable de financer une structure dont le contrôle lui échappe. En Allemagne, le contrôle se fait toujours a posteriori", indique un universitaire. Dans tous les cas, ces nouveaux professionnels devraient **s'assurer de la participation des acteurs du secteur**. Une politique publique, comme son nom l'indique, ne peut se mener de manière solitaire ou autoritaire : il ne s'agit pas de transformer le domaine en économie dirigée, mais de faire en sorte que les acteurs aient en face d'eux un interlocuteur capable tout à la fois de défendre la politique municipale (ou régionale) et de comprendre les attentes des professionnels. Pour que chacun trouve son intérêt dans l'affaire, il faut

"s'adjoindre des relais", "consulter les acteurs", s'assurer de conseils extérieurs, utiliser les compétences locales comme leviers ou démultiplicateurs des actions engagées. Tous les interlocuteurs rencontrés se sont ainsi dit prêts à être associés à la définition d'appels d'offres, à des groupes de travail ou à des jurys de sélection. Sans pour autant rejeter le recours à des spécialistes étrangers : "Il faut faire appel à des experts extérieurs, hors de la ville et même étrangers. Il faut solliciter les gens, faire des appels à idées" affirme un universitaire. "Les politiques doivent suivre les conseils, les experts. J'ai fait partie de commissions d'expertise, c'est important d'y rassembler des gens différents et de renouveler ces commissions", rappelle un journaliste.

A cette double condition -se doter d'un personnel qualifié et s'appuyer sur des personnes-ressources du milieu intellectuel - les collectivités locales pourront devenir les partenaires attendus du monde des idées. Elles pourront répondre aux enjeux de la décentralisation, et prendre la place qui leur revient dans la gestion de ce secteur, aux côtés de l'Etat. Si celui-ci est encore omniprésent dans l'évaluation de la qualité intellectuelle et artistique comme dans le financement de la recherche, nombre d'interlocuteurs imaginent en effet qu'il pourrait en être autrement dans un proche avenir. Ils regrettent donc que les collectivités locales ne soient pas en mesure d'opposer au discours de l'Etat, certes respectable, autre chose qu'une résistance de principe. Lorsqu'elles se seront dotées d'une infrastructure spécialisée, de missions ou de conseils scientifiques, elles pourront orienter des recherches selon des axes définis, "diversifier leurs choix et les assumer", travailler avec des équipes choisies sur projets et non plus seulement sur titre ou en fonction d'un label national. Les créateurs et les chercheurs voient dans cette perspective un avantage plus qu'une menace : en multipliant les décideurs et les donneurs de subventions, on multiplierait d'autant la diversité de l'offre culturelle et intellectuelle. L'effort de recherche s'en trouverait accru, et l'attractivité de la ville renforcée.



Les outils de l'aide au développement : souplesse et part du risque

Par-delà ces fonctions de repérage et d'expertise, une politique de l'intelligence doit se fonder sur des modalités de gestion assez éloignées des habitudes de l'administration, ou en tout cas des représentations que l'on se fait couramment de celle-ci. Souplesse, ouverture et réactivité sont les maîtres mots qui ressortent de l'enquête. *"Il faut aider ce qui est émergent. Proposer des aides provisoires, attribuées aux projets. Il faut une mobilité et une diversité des aides"*, affirme ainsi un journaliste. Sous ce discours affleurent selon Pierre-Alain Four deux idées : le fait qu'il faudrait davantage aider les petites structures, celles qui, par leur souplesse, voire leur marginalité, seraient les plus aptes à *"réagir à l'actualité"*, et donc les plus inventives ; et le besoin, très fortement exprimé, de moyens et de modes d'interventions *"souples et adaptés"*.

Aider les petites structures

Le premier point peut évidemment paraître contestable si l'on cherche à instaurer un débat en profondeur. Mais il ne s'agit que d'une contradiction de surface : comme le souligne Jean-Marie Auzias, c'est aussi le "germinatif" qui fait la qualité de la culture et du débat local : et c'est par la **mise en résonance** de multiples lieux de créativité, par la mise en relation d'une grande diversité d'idées qu'une ville peut atteindre à un certain rayonnement intellectuel. Mise en relation que les petites structures n'ont pas forcément les moyens de réaliser, concentrées qu'elles sont sur leur propre survie. L'attente vis-à-vis des collectivités locales se porte donc en grande partie sur de *"l'aide au démarrage"*, pour des initiatives, des projets ou des *"groupes alternatifs"* qui prennent naissance sur le territoire. *"Il faut que la ville puisse donner un coup de pouce à un café littéraire, si un tel café se monte"*. On souhaite que les projets soient accompagnés *"rapidement"*, ce qui ne signifie pas forcément des subventions massives, mais des aides distribuées assez vite pour

permettre aux nouveaux acteurs d'exister et de se maintenir. La distribution de **bourses**, par exemple, apparaît comme un bon moyen de faire émerger, d'attirer ou de soutenir des initiatives de qualité.

Mais l'attente ne se focalise pas exclusivement sur le soutien financier : le concours de la ville en termes de publicité, de communication, de valorisation (dans le journal municipal, dans des programmes d'exposition...) peut parfois suffire à accroître la visibilité dont les petites structures ont besoin pour se renforcer. **Le conseil et l'aide à la gestion** pourraient également faire l'objet d'une réflexion de la part des collectivités locales : c'est souvent le point faible des petites associations ou des groupes en émergence, qui ont le plus grand mal à mener de front prospection, réalisation des recherches et gestion. L'exemple de l'Arsec, dans le domaine culturel, est cité comme intéressant de ce point de vue là. Mais on pourrait également imaginer que *"la C.C.I. propose une coopérative de gestion"*, ou qu'une collectivité locale aide à l'installation de petites structures de recherche autonomes, en mutualisant certains moyens (lancement d'un appel d'offres pour co-financer l'installation d'un cabinet comptable spécialisé, mise à disposition de locaux, etc.). L'idée d'une *"pépinière de jeunes chercheurs"* va dans le même sens : il y a de plus en plus de diplômés de haut niveau dans l'agglomération, qui ont du mal à s'insérer à l'Université ou au C.N.R.S., et qui pourraient être maintenus dans le secteur s'ils étaient encouragés à créer des activités de recherche indépendante.

Adapter la commande publique

Le second point est décliné en multiples propositions de la part des enquêtés, qui attirent tous l'attention sur les risques d'une hypertrophie administrative. Ainsi par exemple, il semble que les procédures actuelles des appels d'offres régionaux soient trop lourdes, trop longues ou *"trop*





technocratiques" pour permettre à certains chercheurs de se positionner : *"Nous avons arrêté de répondre à des appels d'offre locaux. Cela prend trop de temps pour une rentabilité nulle"*, constate un universitaire. Les délais de paiement sont par ailleurs un obstacle sérieux pour les petites structures privées de ce secteur, qui disposent rarement d'une trésorerie importante.

Les conditions de commande mériteraient aussi d'être adaptées au secteur de la recherche, qui ne fonctionne pas selon les mêmes critères que celui des études : *"Il est parfois utile de faire appel à un consultant, et sur d'autres problèmes à un chercheur. Ils ne vivent pas dans la même temporalité, le consultant étant davantage apte à répondre à des demandes précises et urgentes, le chercheur à des problèmes plus larges demandant un certain temps de réflexion"*, rappelle un universitaire. Pour la ville, le positionnement "recherche" peut dans certains cas s'avérer plus valorisant que celui de la simple étude, mais il demande une autre appréhension et un traitement spécifique de la part des commanditaires. Dans ce domaine, les enquêtés insistent sur l'intérêt des **financements pluriannuels**, mais aussi sur l'importance de **diversifier les commandes** : *"La Région Rhône-Alpes est compétente pour les recherches, mais nous ne sommes jamais retenus, la région ne retient que des laboratoires du C.N.R.S."*

La recherche "hors institution" ne semble pas en effet reconnue localement à la hauteur de ce qu'elle représente dans la production, et beaucoup d'acteurs le déplorent. Faute de commandes, les chercheurs indépendants et les centres de recherche extra-universitaires travaillent donc au niveau national ou passent à la réalisation d'études, quand ils ne disparaissent pas corps et biens. Il y a là un "gâchis" de compétences tout à fait regrettable : outre le fait que la commande locale permettrait à de jeunes chercheurs de se professionnaliser et d'acquérir une réputation (à travers l'aide à la rédaction d'articles, par exemple), le recours à ce vivier-là apparaît comme un bon moyen d'explorer des champs laissés en friche par l'Université ou le C.N.R.S. L'idée de **relancer la recherche sur l'histoire locale**, sur les cultures urbaines, les modes

de vie et les mentalités, est avancée pour répondre à cet enjeu. Elle aurait l'avantage de remédier à certaines perceptions négatives de la ville : *"Le gisement lyonnais a été négligé par les politologues et les historiens. L'essentiel des travaux de troisième cycle porte sur le XIXème"*, note ainsi un universitaire. *"On a quelques études sur l'histoire sociale, mais il n'y a rien sur l'analyse de la vie intellectuelle et culturelle aujourd'hui."* Certains musées pourraient être porteurs de tels travaux sur la période récente, en association avec la ville. Le Musée de Gadagne, par exemple, se dit intéressé : *"Nous sommes un musée historique, dans lequel on aborde depuis peu l'histoire des mentalités. Tout ce qui touche à la ville nous intéresse. Cela permet de comprendre la place de Lyon dans le concert international."* Sans tomber dans le passéisme, il paraît important de nourrir la réflexion sur l'avenir par tout ce substrat de connaissances sur le local, son histoire et sa mémoire : la Maison du Rhône s'est fortement appuyée sur cette dimension dès son démarrage, et c'est ce qui fait une partie de son succès et de son intérêt.

Parier sur l'ouverture

Le soutien des collectivités locales pourrait aussi se manifester par le financement de postes ou de demi-postes dans des structures qui sont sous-exploitées faute de personnel, et qui pourraient de cette manière être incitées à **s'ouvrir à un public plus large**. C'est par exemple le cas de la bibliothèque du Goethe Institut. Mais des choses sont à imaginer aussi du côté de l'Université, encore trop peu accueillante au goût de certains : *"On voit de plus en plus de gens qui viennent s'inscrire alors qu'ils travaillent. Ils viennent à la fac non pour obtenir un diplôme, mais pour approfondir une question. Mais nous n'avons pas les capacités d'accueil"*, souligne un universitaire. Soutenir de telles démarches (soit par des bourses aux personnes, soit par l'amélioration des capacités d'accueil des institutions), irait bien dans le sens de la **formation permanente** de la population, condition qui participe évidemment au dynamisme de la vie intellectuelle locale.

Dans le même esprit, d'autres suggèrent que la ville aide les créateurs et les chercheurs à **sortir des frontières locales** par le financement de voyages, d'années sabbatiques, l'organisation d'échanges internationaux, etc. Se confronter à des productions extérieures est en effet une bonne manière d'accroître sa qualification tout en participant au rayonnement de la cité. *"On sort du provincialisme quand on exporte ses créations. A Lyon, il y a des foyers de création, il faut maintenant les aider à rayonner"*, considère un journaliste. L'aide à l'exportation peut prendre de multiples aspects : la création d'un poste en vue de négocier avec les instances qui subventionnent les échanges européens est suggérée. Le projet de Centre culturel européen, regroupement de centres culturels étrangers qui pourrait s'installer à Lyon, paraît intéressant, de même que toutes les actions visant à favoriser les échanges entre théâtres européens. Par ailleurs, plusieurs voix se font entendre pour la création de résidences **d'artistes et d'intellectuels**. Il s'agirait de profiter du passage de ces personnalités dans la ville, non pas tant pour exiger la production d'un travail que

pour susciter de l'échange autour d'eux : *"Si la ville veut faire quelque chose, qu'elle le prouve en invitant des écrivains étrangers"* appelle ainsi un éditeur.

Au final, toutes ces propositions font ressortir la nécessité d'intégrer, pour les collectivités qui s'intéresseraient à ce secteur, la **part de risque** inhérente aux domaines de la recherche et de la création : *"Une aventure artistique ne se définit pas à l'avance, il lui faut du temps pour éclore et arriver au sommet"*, rappelle un responsable d'institution culturelle. Dans une certaine mesure, il s'agit en effet de *"payer ce qui ne rapporte pas"*... ou du moins pas directement. Faire des paris, tabler sur des personnes et des projets, les accompagner le temps qu'il faut pour que la pensée se développe de manière constructive, sont autant d'aspects incontournables de l'intervention publique dans le secteur de l'intelligence. Il vaut mieux le savoir, et mettre d'emblée en oeuvre les moyens de maîtriser cette part de risque (notamment par le repérage et le suivi des travaux), plutôt que de s'illusionner sur une rentabilité immédiate et à courte vue.



Mise en débat : pour des espaces publics de réflexion

Il s'agit certainement du premier rôle de la puissance publique, dès lors qu'elle s'implique dans le secteur de l'intelligence : organiser le débat d'idées, **créer les conditions de l'échange**, travailler sur le positionnement des chercheurs par rapport à la société, avant de chercher à augmenter leur nombre. Les avis convergent sur ce point : s'il importe de préserver la diversité des structures et des expériences, il faut surtout, pour que les idées "vivent" et aient un impact social et politique, encourager leur circulation et leur confrontation. En la matière, les pouvoirs publics ont un rôle déterminant à jouer. De même que l'Etat, qui passe progressivement de son rôle traditionnel de gestionnaire ou de donneur d'ordre à un rôle "d'animateur" des politiques publiques, les collectivités locales sont aptes à participer à ce mouvement, comme le montrent nombre d'exemples à l'échelle européenne. De plus en plus de

régions, de villes, de territoires prennent conscience que la **mise en réseau d'initiatives multiples**, l'aide à la coopération des acteurs, la mise en commun des expériences et des réflexions sont des facteurs essentiels dans la création des pôles de développement. C'est en créant *"des contextes dans lesquels les forces endogènes trouvent matière à libérer leur énergie"* que des territoires se distinguent, que certaines villes attirent, plus que d'autres, les cerveaux et les investissements. Tout cela ne va pas de soi. Une telle dynamique suppose l'existence **d'espaces de commentaire, de débat, de réflexion et de critique** dont la vie intellectuelle a besoin pour s'épanouir, mais qui sont difficiles à faire vivre. Parmi les enquêtés, beaucoup regrettent ainsi le manque d'échange et de retour sur leur travail. Certains vont même jusqu'à affirmer que la vie intellectuelle n'a pas tant besoin de subventions que

"d'entreprises de sensibilisation et de rencontres à grande échelle." Et ceci aussi bien dans le domaine scientifique que dans celui de la culture : "Dans les années 70 et 80, on faisait des rencontres avec le public. Je pense qu'il faut le refaire, il est important de créer un moment de conversation vivante" estime ainsi un artiste, tandis qu'un chercheur confirme : "Il faut faire exister un débat public. Le débat d'idées ne peut être exclusivement réservé aux 5ème et 6ème arrondissements parisiens". Certains souhaitent que l'on développe "un espace critique sur les arts à Lyon", évoquant le succès de l'expérience qui a eu lieu au Théâtre de la Croix-Rousse (débat après les spectacles avec le metteur en scène et les acteurs). D'autres font remarquer qu'à l'Université, le débat a rarement lieu avant la définition des sujets de thèses ou de recherche, alors qu'il s'agirait d'une pratique intéressante pour la collectivité. D'autres encore déplorent que la réflexion sur l'éthique humanitaire ne soit pas davantage développée à Lyon, compte tenu du grand nombre de lieux militants qui y sont enracinés : les associations et les O.N.G. se concentrent sur l'information et le recueil de fonds, au détriment d'une pensée sur l'action et d'un réel échange critique.

Bref, la demande est très forte pour un investissement des collectivités locales en la matière. On attend d'elles qu'elles favorisent la création de **l'intelligence collective** à partir du substrat disponible, qu'elles activent les réseaux, encouragent les croisements auxquels chaque discipline et chaque acteur aspirent, sans avoir, la plupart du temps, les moyens de produire eux-mêmes cette transversalité. Parmi les suggestions avancées pour répondre à ces besoins, quatre pistes sont à retenir plus particulièrement :

- **soutenir les lieux et les initiatives qui travaillent déjà dans ce domaine**, c'est-à-dire qui se consacrent à l'échange d'idées, à la circulation des concepts ou à l'élaboration collective de la pensée, par-delà les spécialités, les milieux sociaux ou professionnels : Objectif Citoyen, à son échelle, était un exemple intéressant de ce genre de travail, qui aurait pu bénéficier d'un intérêt plus soutenu ; la Maison du Rhône, la Villa Gillet s'inscrivent également dans cette mouvance, ainsi que bien d'autres lieux plus

modestes, comme les cafés scientifiques ou la fête du livre à Bron : "Les débats y font salle comble parce qu'on a mis l'argent sur les débats et pas sur un salon commercial", rappelle un universitaire. Dans le secteur culturel, Les Subsistances pourraient jouer un rôle comparable si la fonction du lieu était élargie (diffusion d'idées, synergie artistes/intellectuels...);

- **créer des espaces neufs** : il manque encore des espaces "neutres", où des acteurs venus d'horizons divers pourraient débattre ensemble et très librement des enjeux de la science et de la culture, du développement urbain, de la santé publique... et de tant d'autres sujets autour desquels se joue l'avenir de la cité. De tels espaces ne s'improvisent pas : ils demandent un vrai travail de préparation, d'animation et de compte rendu, sans lequel le débat perd une bonne partie de sa valeur. C'est en effet le couple rencontres/capitalisation qui s'avère structurant, et non pas seulement la discussion à bâtons rompus. De ce point de vue, la démarche Millénaire 3 apparaît intéressante aux acteurs qui ont eu l'occasion d'y participer. Il faudrait imaginer de la sorte non pas une mais des "machines à débat", articulées entre elles, qui permettent aux nouveaux entrants dans le système de se faire connaître, aux leaders d'émerger, aux projets de circuler... Dans cet esprit, on cite avec intérêt la Chaire des droits de l'homme, à laquelle participent toutes les universités avec le soutien de la ville, via les "Grandes conférences", ainsi que la commission extra-municipale des droits de l'homme, composée de personnalités qualifiées qui se réunissent tous les mois sur des sujets divers : il s'agit d'un espace de réflexion directement relié aux décideurs politiques, dans lequel s'élabore un langage commun. On pourrait aussi décliner le modèle de la Mission régionale d'information sur l'exclusion, qui permet aux associations de se rencontrer régulièrement et de faire passer des messages en direction des responsables politiques;

- **aider les revues** : tout le monde le dit, les revues sont des instruments essentiels du débat et de la vie des idées, y compris lorsqu'elles ne fidélisent qu'un public restreint. Parce qu'elles "font trace" et sont des lieux



d'élaboration de la pensée, elles assurent une fonction de mémoire indispensable à l'activité intellectuelle. Elles doivent être encouragées et soutenues dans la durée : il y a là une opportunité importante pour les collectivités locales, qui pourraient s'associer dans ce genre d'actions à d'autres partenaires (Etat, secteur privé...). Les possibilités sont nombreuses, entre le soutien aux supports existants (Le Croquant est

souvent cité), l'aide aux créations (comme celle qu'envisage l'E.N.S.), ou encore le lancement d'un nouveau concept de revue intermédiaire (du type Esprit ou Commentaire) : une revue d'idées et de débat qui reprendrait trimestriellement certaines communications faites à Lyon et permettrait à des intellectuels et à des artistes de s'exprimer et de se rencontrer.

Diffusion, valorisation, légitimation

Dernier grand registre de propositions de cette enquête décidément très riche : **la promotion et la communication**. Au vu du bilan rapide réalisé sur les structures locales (cf. les fiches de lieux jointes à ce cahier), il semble bien en effet que les carences portent davantage sur les moyens de valorisation que sur les projets eux-mêmes. Selon Pierre-Alain Four, la plupart des structures étudiées consacrent l'essentiel de leurs forces à leur coeur d'activité, ce qui est normal, et elles sont dans l'incapacité d'effectuer la promotion indispensable à la reconnaissance de leur travail. Ainsi en est-il par exemple du service culturel de l'Université Lyon II : *"On manque de moyens pour faire de la communication. Nous sommes perçus comme marginaux parce que nous programmons en journée et que nous sommes excentrés."* Une programmation pourtant originale, qui conforte la diversité de l'offre locale et pourrait à ce titre être un atout pour l'agglomération toute entière.

Les entretiens ont confirmé cet état de fait : il n'y a pas à Lyon de manque en termes d'offre culturelle ou de recherche, mais un **déficit de valorisation globale**, qui empêche la ville d'acquérir une image à la hauteur de ce qui se fait sur son territoire. Or il s'agit bien là d'un domaine dans lequel les collectivités pourraient intervenir : améliorer la *"visibilité"* du secteur de l'intelligence, accroître *"la lisibilité"* de ce qui est soutenu, développer l'information sur les projets, les lieux, les expositions ou les colloques sont autant de demandes que les pouvoirs publics pourraient satisfaire sans engager de lourds moyens, avec des effets

attendus en termes de cohérence du secteur aussi bien que de vitalité locale. Outre les actions "classiques" d'affichage, publicité, communication..., les personnes rencontrées ont mis l'accent sur deux domaines qui entretiennent des liens spécifiques avec la vie des idées : **l'édition et la presse**.

La question éditoriale

L'édition est centrale pour ce qui est de la diffusion des idées. Mais elle l'est aussi pour la présence dans la ville de chercheurs et de créateurs : les publications sont en effet l'un des critères d'évaluation de la qualité de l'offre, en même temps qu'un moyen d'existence symbolique pour les intellectuels, dont la légitimité passe par réalisation de parcours combinant l'occupation de postes au sein d'institutions réputées, la publication d'ouvrages chez un éditeur connu, l'acceptation d'articles par des revues spécialisées, voire l'accès à des médias de qualité... Or on peut difficilement, à l'heure actuelle, mener un tel parcours depuis Lyon, notamment parce que le secteur de l'édition est défaillant. De l'avis général, les initiatives culturelles et intellectuelles locales n'y trouvent pas ce qui devrait être leur premier relais. L'arrivée de grandes écoles comme le C.N.S.M., l'Ensatt ou l'E.N.S. va sans doute contribuer à modifier cette situation. Mais pour nombre d'enquêtés, une action volontariste de la part des pouvoirs publics s'impose pour renforcer un secteur qui est de toutes manières beaucoup trop faible au regard des besoins : *"Il faut une politique volontariste sur l'édition. Il faut subventionner les*



librairies de qualité. Quand Péju (Librairie La Proue) et Bouvier (Librairie des Nouveautés) auront pris leur retraite, que restera-t-il? Il faut aussi aider les éditeurs, notamment en soutenant la diffusion", affirme ainsi un universitaire.

Il est clair que les difficultés de l'édition en région sont davantage dues à un phénomène général qu'à des raisons géographiques : une maison d'édition vit beaucoup plus de sa capacité à définir une ligne éditoriale que de sa localisation. Pour confirmation, voir par exemple la réussite des éditions Actes Sud, installées à Nîmes, ou des Editions de l'Aube, dans le Lubéron. Les acteurs rencontrés insistent donc plus sur les **problèmes de moyens** que sur l'implantation lyonnaise, pour expliquer les faiblesses du secteur. Ce qui manque aux éditeurs lyonnais, par rapport à leurs homologues parisiens, ce n'est ni le nombre d'auteurs ni les "cerveaux" pour rechercher des livres intéressants : ce sont les ressources économiques pour promouvoir ces livres et ces auteurs. Si certaines maisons vivent, en dépit d'une qualité éditoriale reconnue, c'est parce qu'elles n'ont pas les moyens de s'imposer auprès des relais d'information que sont les journalistes, les foires aux livres et autres manifestations littéraires. C'est vrai dans le domaine de l'édition romanesque, où l'on assiste depuis quelques années à une multiplication de maisons intéressantes (Paroles d'Aube, aujourd'hui disparue, Comp'act, La Fosse aux Ours...), dont aucune n'a encore réussi à acquérir une réputation nationale (bien qu'un grand éditeur parisien ait par exemple racheté les droits d'un roman étranger publié par La Fosse aux Ours...). Mais ça l'est également dans l'édition scientifique : les P.U.L. (Presses Universitaires de Lyon) qui ont une activité soutenue depuis leur création en 1976 (près de 30 ouvrages par an, dont une bonne partie dans le domaine des sciences sociales) peinent à obtenir une reconnaissance en dehors des limites universitaires. Elles connaissent un problème de distribution et ne peuvent mener le travail de promotion que devrait faire toute maison d'édition (rencontres, signatures...). Un manque de moyens qui condamne ces ouvrages à ne circuler que dans l'étroite communauté des pairs.

Nombre d'acteurs estiment donc que les collectivités locales pourraient aider ce secteur en intervenant sur deux volets souvent négligés par les éditeurs, faute de disponibilités financières : la **distribution** d'une part, la **promotion** d'autre part. Deux postes qui sont indispensables au rayonnement des publications. Cela pourrait prendre la forme d'un soutien à des manifestations comme les signatures de livres, le financement de colloques, etc. Localement, on pourrait aussi imaginer que les P.U.L. développent un cycle de conférences reflétant leur production éditoriale, en collaboration avec une institution culturelle ou une association, afin de favoriser la diffusion sur la ville de l'activité universitaire. Il y aurait aussi des actions à mener pour **favoriser les collaborations éditoriales** (par exemple entre les universités Lyon I, Lyon II et Lyon III ; l'existence d'Isotope, au sein du Pôle Universitaire Lyonnais, préfigure et atteste de la viabilité de ce type d'action.). D'autres suggèrent que les collectivités locales subventionnent des livres de qualité, offrent des stands dans diverses manifestations locales aux libraires spécialisés, leur passant des commandes publiques plus régulières, etc.

Quel partenariat avec les médias ?

La question des **médias** paraît plus complexe. On l'a dit, la presse joue un rôle important dans la vie des idées : elle favorise leur circulation, mais aussi leur mise en discussion, à travers des éditoriaux, des pages débat, etc. Or les opinions émises pendant l'enquête quant aux capacités de la presse locale à contribuer au débat intellectuel sont souvent très sévères. "Le point faible à Lyon, c'est la presse". "La presse locale est médiocre, atterrante, Le Progrès est nul par rapport à ses homologues de province". On regrette "le manque d'ambition" de la presse régionale, son déficit de couverture critique, son côté trop "localo-local", voire insipide : "Lyon Capitale, c'est pas mal, mais je n'éprouve pas le besoin de le lire" explique un universitaire. Elle est perçue comme sectaire, trop peu nombreuse pour garantir la diversité des opinions : "La presse, c'est un gros problème à Lyon, il y a



une dégradation du pluralisme, c'est un peu étouffant", juge un artiste. "Les universitaires ne s'y expriment pas, cela entraîne une dépendance à l'égard de Paris". Critiques acerbes également pour ce qui est des relations entretenues avec les artistes : "Les journaux locaux font ce qu'ils peuvent, mais il y a trop peu de journalistes spécialisés et trop peu de place pour les critiques" considère le responsable d'une institution culturelle, tandis qu'un artiste compare avec l'étranger : "A Munich, le critique théâtral du journal fait trembler tous les metteurs en scène d'Europe, à Lyon, c'est impensable". Au final l'absence d'une presse locale crédible aux yeux des intellectuels est considérée unanimement comme une "catastrophe". D'autant que la situation n'a pas toujours été aussi négative. D'aucuns rappellent que Le Progrès disposait jusqu'aux années 60 d'une audience nationale et d'un réel crédit moral. Les journalistes étaient alors mieux armés pour avoir une influence ou servir de relais aux artistes et intellectuels locaux. Certains estiment que la situation se modifie depuis peu avec des initiatives comme Lyon Capitale et ... 491. Lyon Capitale a par exemple proposé une tribune tournante à quatre bons connaisseurs de la vie locale et a ouvert une page débats. On évoque aussi les télévisions locales : "Le débat ouvert par Thierry Guillemot sur T.L.M. est très ouvert. Il a la volonté de capter les richesses intellectuelles de la ville. T.L.M. pourrait avoir cette fonction de forum de réflexion dans la cité" estime un journaliste. Euronews qui retransmet des productions de 20 chaînes européennes en 6 langues est également citée, mais semble encore mal identifiée : bien qu'aidée par la Région, elle n'est pas perçue comme participant réellement à la vie de la cité.

Globalement, les enquêtés considèrent que les médias régionaux et locaux ne parviennent pas à atteindre une stature nationale et qu'ils sont souvent discrédités sur le plan local. Le lancement de suppléments locaux de journaux nationaux (Lyon Libération, Le Monde Rhône-Alpes, Lyon Figaro) avait suscité de l'espoir, la presse nationale ayant dans l'ensemble du mal à se déplacer. Mais

l'arrêt des deux premiers a douché ces enthousiasmes et suscite bien des regrets. Face à une telle carence, les personnes rencontrées insistent toutes sur l'intérêt d'un **partenariat critique avec les médias**. Et la demande à l'égard d'une presse régionale intéressante est telle que l'on voit mal les collectivités se désintéresser trop longtemps de cette question. Si l'option de subventions semble difficile à mettre en oeuvre, certains suggèrent une participation sous forme d'échanges : les collectivités pourraient aider les médias locaux, presque structurellement déficitaires, à travers l'achat d'espaces publicitaires à vocation culturelle. Un contrat passé avec le journal stipulerait que ces aides doivent être consacrées au développement d'espaces critiques ou à la rémunération de pigistes qualifiés dans les domaines de l'art ou des sciences humaines. Des partenariats avec des entreprises privées pourraient aussi être envisagés.

A la rencontre des publics

Enfin, les acteurs de la vie intellectuelle attendent un engagement accru des collectivités locales dans ce que l'on pourrait appeler une "**politique des publics**" : faire vivre les idées, c'est aussi diffuser les résultats des recherches, faire de la vulgarisation scientifique, organiser des expositions, aller à la rencontre des différentes catégories de public qui fréquentent des lieux culturels, qui s'intéressent aux débats de société ou pourraient y être entraînés. Or, en la matière, on sait très peu de choses. Qui va aujourd'hui dans les cafés-débats ? Qui fréquente la Villa Gillet, comment se structure le public (fréquentation, assiduité, niveaux de diplôme...) en fonction des différents lieux de diffusion ? En dehors du Ministère de la Culture, les institutions ne travaillent guère sur cette question. Approfondir l'analyse des publics, comparer les comportements et les attentes des uns et des autres permettrait pourtant d'améliorer les actions de diffusion d'idées, aussi bien en direction du grand public que vers des catégories plus spécifiques.



Plusieurs enquêtés estiment ainsi que les collectivités locales devraient s'intéresser davantage au **public étudiant**, sur lequel repose à bien des égards l'avenir de la cité. On évoque des "actions de sensibilisation", un partenariat accru avec l'Education Nationale ou avec les enseignants les plus ouverts, la création d'événements emblématiques susceptibles de rassembler des publics divers... Plus généralement **l'amélioration de l'insertion urbaine des universités** est souhaitée : "Il faut réinsérer l'Université dans la ville. Aujourd'hui, il n'y a rien, même pas une librairie. Les étudiants et les enseignants ont le sentiment de ne

pas être inclus dans la ville. D'ailleurs le métro ne va pas jusqu'à Bron. Ces problèmes de transports détruisent la vie intellectuelle", estime un universitaire.

Vaste programme, auquel la création des nouvelles lignes de tramway répondra en partie. "Lyon, ville de l'intelligence", c'est en effet, et peut-être d'abord, une manière de travailler sur la ville dans son ensemble, en la considérant pour ce qu'elle est devenue : une agglomération plurielle, multiple, qui draine une population beaucoup plus curieuse, éduquée et cosmopolite que ne le laissent entendre certains clichés éculés.



Conclusion

On le voit, les idées ne manquent pas pour ouvrir à Lyon un "grand chantier de l'intelligence". Un chantier qui ne se focaliserait pas sur les seuls grands équipements, mais qui, à partir des locomotives du savoir dont dispose désormais l'agglomération, prendrait acte de la richesse du terreau local, de la diversité des lieux et des initiatives qui concourent au dynamisme culturel et intellectuel de la cité. Un chantier qui, par des actions de "reliance", d'animation et de valorisation de la production intellectuelle, ferait enfin apparaître cette richesse sur la scène publique, démultipliant par là ses effets d'attraction et son impact sur la société comme sur le travail de connaissance lui-même.

Les nombreuses personnes sollicitées au cours de cette enquête ont répondu positivement à l'effort d'exploration entrepris par le Grand Lyon et la C.C.I. Preuve, s'il en fallait, que le fossé entre le monde des idées et celui de l'action publique n'est pas si grand qu'on voudrait parfois le laisser entendre. L'intérêt est mutuel, il ne manque qu'un peu de savoir-faire, d'habitudes communes, de convivialité dans les échanges pour aller plus loin, pour attiser le désir d'un travail collectif au service du développement de la cité. Rien de plus frustrant en effet, pour nombre de chercheurs,

que de voir leurs rapports enterrés dans les tiroirs de tel ou tel ministère, rien de plus déprimant pour un artiste que de ne pas être reconnu, exposé, discuté. Mais rien de plus fatigant non plus pour les acteurs institutionnels de la vie publique, que de lire des rapports rédigés pour une élite de spécialistes ou encore de travailler sans le piment de la création, sans l'air frais qu'apporte le vent des idées et de la critique. Tous ont intérêt à développer leurs échanges : c'est en collaborant qu'ils accéderont chacun à une plus grande reconnaissance publique de leur travail, qu'ils inventeront la meilleure manière de transformer les idées en ressources sociales et économiques, qu'ils choisiront la répartition des moyens la plus efficace, qu'ils imagineront des partenariats et des dispositifs démultiplicateurs plutôt qu'avaleurs d'idées et de crédits...

La ville, de son côté, n'aurait qu'à se féliciter d'une telle co-animation du secteur de l'intelligence : plus s'accroîtront les débats et les bouillonnements créatifs en son sein, plus circuleront les travaux et les réflexions des chercheurs qu'elle abrite, plus elle pourra revendiquer son rôle de cité du savoir. Plus elle pourra, aussi, agir sur elle-même et son avenir, améliorer la qualité de vie, l'offre de travail et la cohésion sociale à



dossier

le rôle des intellectuels
dans un monde
en recomposition





Fin de millénaire, l'ère de l'information Conclusion générale de la trilogie *(extraits)

Par Manuel Castells

Une nouvelle société

(...) Telle est la nouvelle structure sociale de l'ère de l'information, que j'appelle la société en réseaux, parce qu'elle se compose de réseaux de production, de pouvoir et de vie en commun qui construisent une culture de la virtualité à travers les flux planétaires qui transcendent le temps et l'espace. Mais s'il est vrai que cette logique de la société en réseaux ne s'applique pas à toutes les dimensions de la société (de même, les sociétés industrielles ont longtemps continué d'abriter bien des formes préindustrielles de l'existence humaine), il reste que toutes les sociétés de l'ère de l'information sont bel et bien pénétrées, plus ou moins profondément, par cette logique des réseaux, dont l'expansion absorbe peu à peu les configurations sociales antérieures.

La société en réseaux, comme toute autre structuration du social, n'ignore pas les contradictions, les conflits et les contestations. Mais ces contestations ont beau proposer d'autres formes d'organisation sociale, elles demeurent conditionnées par la société en réseaux et n'ont plus rien à voir avec celles de l'ère industrielle (et cela bien qu'elles opèrent souvent avec des matériaux historiques venus du capitalisme ou de l'étatisme antérieurs).

La compréhension du monde où nous vivons demande simultanément l'analyse de cette société en réseaux et des contestations dont elle est l'objet (...)

Les nouvelles voies du changement social

La contestation de la société en réseaux et des nouvelles formes de domination se traduit le plus souvent par une mise en avant des identités autonomes, étrangères aux principes d'organisation de cette société en réseaux. À la célébration de la technologie, au pouvoir des flux et à la logique des marchés ces identités opposent leur existence même, les croyances et les legs qui les fondent. La caractéristique principale des mouvements sociaux et culturels organisés autour d'un sentiment identitaire est qu'ils n'émanent pas des institutions de la société civile : la solution alternative qu'ils défendent vient de l'extérieur, elle

réfuse le principe de performance qui est la pierre angulaire de la société contemporaine. (...) À l'ère de l'information, la logique dominante des réseaux pénètre si bien partout que le seul moyen d'échapper à leur domination est de s'en extraire et de tout reconstruire à partir d'un système de valeurs et de croyances entièrement différent. Ce phénomène s'observe dans les mouvements de résistance identitaire que j'ai étudiés. Le nationalisme, la défense d'identités locales, le séparatisme ethnique et les communautés à définition culturelle entendent rompre avec la société dans son ensemble et tout rebâtir, non pas de bas en haut, mais du dedans vers le dehors, en opposant un « nous » aux « autres ». Quant au fondamentalisme religieux, s'il ne rejette pas la technologie, c'est qu'il entend la mettre au service de la loi divine, à laquelle toutes les institutions et tous les projets individuels doivent se soumettre, sans aucun compromis possible.

Les mouvements militants qui entendent transformer les relations interpersonnelles, comme le féminisme, ou la relation entre l'homme et la nature, comme l'écologie, partent d'un rejet fondamental des principes sur lesquels nos sociétés sont édifiées : le patriarcat et le productivisme. (...)

La force des mouvements de défense identitaire réside dans leur autonomie à l'égard des institutions de l'État, de la logique du capital et des séductions de la technologie. Il est bien difficile de se les concilier, même si certains de leurs participants peuvent individuellement rallier d'autres camps. Même quand ils sont défaits, leur esprit de résistance et leurs idées retentissent dans toute la société. Les sociétés de l'ère de l'information ne sauraient être réduites à la société en réseaux, quelle que soit sa dynamique : je considère pour ma part qu'elles reposent sur l'interaction du « réseau » et du « soi », de la société en réseaux et du pouvoir de l'identité. Reste que ces processus du changement social qui se veulent rupture radicale avec les institutions et les valeurs de la société posent un problème fondamental : ils risquent de disloquer



* © "La société en réseaux", Manuel Castells, Editions Fayard, 1999



la société sans être capables de la reconstruire. Au lieu d'institutions transformées, nous aurons une prolifération de communautés ; à la place des classes sociales, des tribus ; et au lieu d'interactions conflictuelles entre les fonctions de l'espace des flux et le sens de l'espace des lieux, nous verrons de puissantes élites mondialisées, retranchées dans des lieux immatériels constitués de réseaux de communication et de flux d'information, alors que le reste de l'humanité sera voué à la ségrégation dans d'innombrables communautés dominées, incapables d'accéder à une conscience commune. Faute de Palais d'hiver à prendre par les armes, les révoltes ne seront plus que des implosions, une violence sans but, inscrite dans le quotidien.

Pour que soit possible une reconstruction des institutions sociales par des mouvements culturels qui sauraient soumettre la technologie aux besoins et aux désirs des citoyens, une longue marche sera nécessaire, qui, partant des communautés de résistance identitaire, parviendra à atteindre de nouveaux projets identitaires plus élevés, à partir des valeurs de ces communautés. Le processus a déjà des exemples : l'invention de la famille égalitaire ; l'adhésion croissante à un nouveau modèle de développement économique prenant en compte les devoirs de chaque génération à l'égard de celles qui la suivent (sustainable development) ; la mobilisation universelle pour la défense des droits de l'homme partout où ils sont en danger. Pour que ce passage de la résistance identitaire à l'« identité-projet » soit envisageable, il faudra qu'une nouvelle forme de politique apparaisse, une politique culturelle opérant avant tout dans l'espace des médias et par le maniement des symboles, ère de l'information oblige, mais ancrée dans les valeurs et les questionnements jaillis des expériences individuelles.

L'avenir

(...) L'économie mondialisée va poursuivre son expansion, fondée sur les pouvoirs accrus des systèmes de télécommunication et de traitement informatique. Elle pénétrera tous les pays, tous les territoires, toutes les cultures, tous les flux de communication et tous les réseaux financiers, sans jamais cesser de scruter la surface du globe pour déceler toute nouvelle occasion de profit, mais elle le fera sélectivement, reliant

entre eux tous les segments producteurs de richesse et court circuitant tout ce qui, population ou territoire, se révélera trop usé ou sans pertinence économique. L'inégalité territoriale de la production débouchera sur une géographie de la différence économique opposant brutalement pays, régions et agglomérations. Tous les continents auront des populations ou des territoires capables de produire de la valeur, même l'Afrique subsaharienne, mais partout aussi on trouvera des populations ou des territoires court-circuités (même si dans les pays riches, la proportion sera plus faible). La planète sera fragmentée en espaces nettement différenciés, définis par des temporalités différentes. (...) Pour autant, l'État n'est pas en train de disparaître. Simplement, à l'ère de l'information, il se « dégraisse », en se décentralisant : les pouvoirs municipaux et régionaux, bourdonnant de projets, accroissent leurs électors et négocient avec les gouvernements nationaux, les multinationales et les institutions internationales. L'ère de la mondialisation économique est aussi celle de la décentralisation du politique. Les pouvoirs et les ressources qui manquent aux collectivités locales, elles les compensent par la flexibilité et les réseaux. Elles sont les seules à égaler en dynamisme les réseaux mondiaux de la richesse et de l'information.

Quant aux citoyens, ils prendront de plus en plus leurs distances avec le monde du pouvoir et les institutions chancelantes de la société civile. Leur travail et leur vie quotidienne seront de plus en plus dominés par l'individualisation, il leur faudra élaborer leur propre vision du monde à partir de leur expérience personnelle, et, avec un peu de chance, reconstruire leur cellule familiale, seule bouée à laquelle se raccrocher dans ce maelström de flux inconnus et de réseaux incontrôlés. Quand des menaces collectives surgiront, ils se bâtiront des havres communautaires, où des prophètes viendront annoncer l'avènement de dieux nouveaux.

Le XXIème siècle ne sera pas une époque de ténèbres. Mais il n'apportera pas non plus à la majorité des habitants de cette planète les dons promis par la plus extraordinaire révolution technologique de tous les temps. Le règne de l'information a toute chance d'être aussi celui de la perplexité.





Pourrons-nous vivre ensemble * (extraits)

Par Alain Touraine

Au lieu de s'en remettre à l'État pour sortir la société de sa crise, il faut redonner à chaque individu la capacité de combiner dans sa vie personnelle les forces qui semblent s'affronter au niveau mondial ; ce qui ne conduit pas à défendre un individualisme indifférent aux affaires publiques mais, au contraire, à renforcer l'intervention des acteurs sociaux dans la vie publique.

Or n'est-ce pas la faiblesse ou l'absence des acteurs sociaux qui est le fait le plus caractéristique du monde actuel, où se développent tant de crises et si peu de mouvements sociaux, tant de misère et aucune révolution ? Au début de la révolution industrielle, nous avons vu se former la même constellation qu'aujourd'hui : beaucoup de misère, des tentations putschistes, la formation de minorités révolutionnaires et le triomphe d'un capitalisme industriel aussi indifférent aux problèmes sociaux (en dehors de quelques campagnes humanitaires) que le système économique mondialisé d'aujourd'hui. Mais, dans certains pays au moins, se forma vite une conscience de classe ouvrière qui conduisit à la démocratie industrielle. De la même manière, aujourd'hui, je vois se développer la défense des droits culturels et de la solidarité sociale ; eux seuls peuvent conduire à une reconstruction de la vie politique et à une transformation de la société. Ni la bonne conscience libérale ni le radicalisme communautaire ne peuvent favoriser l'émergence des mouvements sociaux sans lesquels aucune réforme politique importante n'est possible. La première assure le triomphe des privilégiés, la seconde ne sert qu'à renforcer la construction du pouvoir des États autoritaires. Ceux qui ne pensent qu'en termes de logique du système social, soit pour l'approuver, soit pour la condamner, sont incapables de participer utilement à l'apparition de nouveaux acteurs sociaux. Seule l'analyse qui donne une importance centrale à la liberté et à la

capacité d'initiative et de survie des acteurs peut contribuer au renforcement de ceux-ci.

Le désir de Sujet

Mais où sont aujourd'hui les forces qui peuvent engendrer de nouveaux mouvements sociaux et se donner pour objectifs la solidarité et la diversité, autrement dit animer une politique du Sujet ? La demande de subjectivation est déjà partout présente et active, mais elle est maintenue à un niveau infrapolitique par les effets de la mondialisation de l'économie et par les obstacles que lui opposent les organisations de type politique, partis ou syndicats, héritiers de mouvements sociaux aujourd'hui disparus mais qui conservent une influence politique et idéologique considérable. Ce constat confère aux intellectuels une responsabilité importante : c'est à eux de faire évoluer les idées et de faire ainsi remonter vers l'action organisée et vers la décision politique ce qui est encore diffus dans l'opinion publique.

Où sont ces demandes de l'opinion publique que je dis partout présentes ? Elles ne s'expriment ni dans la société politique ni dans la société de production. Les principaux acteurs politiques de notre futur proche ne seront ni le citoyen, comme dans notre première modernité, ni le travailleur, comme dans la société industrielle ; ils seront, ils sont déjà présents partout où des individus ou des groupes travaillent à combiner une expérience culturelle privée avec la participation à l'univers de l'action instrumentale. Ce ne sont pas les catégories le plus objectivement définies qui seront, comme ce fut le cas dans le passé, des acteurs historiques ; ce sont les catégories, non pas les plus fragiles, mais le plus directement définies par la nécessité ou la volonté de rendre compatibles les deux univers que la démodernisation sépare. C'est pourquoi la jeunesse, les femmes, les immigrés, les membres de minorités et les



*© "Pourrons-nous vivre ensemble", Alain Touraine, Editions Fayard, 1997



défenseurs de l'environnement sont, déjà depuis vingt ans au moins, les acteurs historiques les plus manifestes, au moins dans les sociétés industrialisées ; ce sont eux qui s'efforcent le plus consciemment d'agir et d'être reconnus comme des Sujets. (...)

De la politique à l'éthique

(...)

Le temps des passions politiques est terminé. S'annonce une période qui sera dominée par les passions éthiques, où l'idée de démocratie, longtemps tiède ou servant même à la protection de la bourgeoisie et de la classe moyenne montante, a acquis la force entraînant que perd celle de révolution, salie par les régimes totalitaires qui ont imposé leur pouvoir arbitraire en son nom. Ce changement d'univers moral et politique est aussi important que celui qui nous a fait passer de la construction des Etats nationaux à la globalisation de l'économie mondiale. Derrière le déclin des idéologies politiques et la perte de confiance des populations dans leurs dirigeants s'opère un bouleversement de l'expérience et de l'action collective aussi important que fut l'entrée dans la société industrielle et qu'avait été auparavant la formation des Etats nationaux. Tandis que se dégradent les anciennes formes d'action collective qui cessent d'être des mouvements de libération sociale pour s'enfermer dans la défense corporative d'intérêts acquis ou d'idéologies épuisées, s'élèvent des voix nouvelles qui parlent avec émotion et passion des crimes contre l'humanité, de la diversité menacée par l'homogénéisation culturelle, de l'exclusion sociale aggravée par un système économique qui rejette tout contrôle politique. (...)

Intellectuels et acteurs

Ce décalage actuel entre la nouvelle culture politique en formation et les cadres idéologiques et partisans de la vie politique n'est pas plus grand que n'a été, pendant une grande partie du XIXème siècle, la distance entre, d'un côté, une vie parlementaire dominée par l'opposition des libéraux et

des conservateurs, des cléricaux et des laïcs, des monarchistes et des républicains, et, de l'autre, une industrialisation capitaliste qui écrasait des millions de travailleurs. C'est aux intellectuels qu'il appartient de réduire cette distance, alors qu'ils tendent bien souvent à l'élargir plutôt qu'à la combler dans la mesure où ils restent, dans une forte proportion, attachés aux catégories de pensée et d'action d'une société disparue. (...)

Ainsi, les initiatives sociales qui se multiplient dans toutes les parties du monde et défendent la diversité culturelle ou la solidarité sont trop peu soutenues et analysées par les intellectuels. Ceux-ci risquent donc de passer à côté de ce qui devrait être leur vocation : participer à la recomposition du monde, empêcher que s'accroisse la rupture entre un univers technique trop ouvert et des nationalismes culturels trop fermés et, de manière plus positive, réunir ce qui a été séparé par la modernisation occidentale et l'opposition qu'elle a imposée entre la modernité et la tradition, entre la raison et le sentiment, entre les hommes et les femmes, entre dirigeants et dirigés. Si les intellectuels ne choisissent pas de refermer la blessure du monde, ouverte il y a quelques siècles et qui ne cesse de s'élargir, ils risquent d'être atteints eux-mêmes par la décomposition des médiations sociales et politiques qui ne parviennent plus à combiner l'univers instrumental avec l'univers symbolique. Celui-ci tombera alors sous la coupe des dictatures communautaires, tandis que la société de masse n'aura pas besoin d'autres intellectuels que ceux qui se mettent au service de la consommation et du profit. Il est donc urgent que les intellectuels proposent une représentation du monde, de ses changements et des acteurs qui peuvent transformer des tendances spontanées de défense et d'affirmation du Sujet en actions conscientes et en mouvements qui, à leur tour, redonneront sens à l'action politique. C'est d'idées que nous avons le besoin le plus urgent, plus encore que de programmes politiques ou économiques, car les pratiques sont en avance sur les théories. (...)





Ce n'est pas au niveau mondial, pas plus d'ailleurs qu'au niveau national, que se forment les pratiques innovatrices, mais localement, autour d'enjeux concrets et proches ou dans des relations interpersonnelles directes. De même que le mouvement ouvrier naquit de l'organisation informelle et des revendications dans les ateliers, de même aujourd'hui la renaissance de l'action sociale s'opère à partir d'en bas, d'où viennent les initiatives créatrices et libératrices - ce qui ne signifie évidemment pas que tout ce qui vient d'en bas soit libérateur, mais que l'esprit de libération

consiste à défendre et à renforcer la liberté et la dignité de chaque individu. (...)

De même qu'à partir du milieu du XIXème siècle il fallut de grands efforts aux penseurs et aux politiques européens pour comprendre qu'ils ne vivaient plus les conséquences de la Révolution française mais la naissance de la société industrielle et de ses conflits, nous devons aujourd'hui accomplir une mutation difficile si nous voulons être les acteurs d'un monde en mutation.





Comment sortir du libéralisme ? *(extraits)

Par Alain Touraine

Dans un mouvement social idéal, « conscient et organisé », comme dans un système politique entièrement démocratique et éclairé, le rôle des intellectuels serait mineur ou inexistant. Il le serait tout autant si, à l'inverse, le changement social était commandé de manière exclusive soit par un intérêt économique, soit par une volonté politique, soit encore par la routine et le corporatisme bureaucratique. C'est quand il n'existe aucun principe effectif d'unité de la vie sociale et politique que les intellectuels interviennent. Ce fut d'abord pour condamner un pouvoir politique ou religieux qui imposait à la société des décisions arbitraires ou scandaleuses mais ensuite, et de plus en plus à mesure qu'apparaissaient des acteurs sociaux et que s'étendait la démocratie, les intellectuels sont intervenus dans les conflits et les débats sociaux pour faire apparaître le sens de ceux-ci, parce que les acteurs ne pouvaient pas être entièrement conscients

d'eux-mêmes dans des situations de crise ou de dépendance et parce que ce sens était caché par des idéologies imposées par les classes dirigeantes ou par les partis qui parlaient au nom du peuple, de la nation ou des masses. L'affaire Dreyfus se plaça à la charnière de ces deux époques, ce qui fit d'elle une référence centrale pour l'étude des « intellectuels ». Cette dénomination leur fut donnée, rappelons-le, à cette occasion.

Bien entendu, il existe diverses figures d'intellectuels. La plus classique, la plus visible aussi peut-être, est celle de l'intellectuel dénonciateur, dont toute l'attention se concentre sur la critique du système dominant. Il révèle les intérêts qui se cachent derrière des discours moralisateurs et il fait entendre la souffrance de ceux qui sont exploités, aliénés et manipulés. (...)

C'est dans la France des dernières guerres coloniales que cette image de l'intellectuel fut la plus visible. Jean-Paul Sartre et les siens, Frantz Fanon et Jean Genet en particulier,

furent des intellectuels qui se définirent par un rôle critique et de refus plutôt que par l'interprétation des résistances au pouvoir. Et pendant les années 1965-1975 la figure de Louis Althusser guida bon nombre d'intellectuels. Mais c'est Michel Foucault qui unit le mieux une pensée critique et une œuvre de grande qualité intellectuelle.

Le deuxième type d'intellectuels, à l'opposé des précédents, s'identifie à telle lutte ou à telle force d'opposition, et deviennent leurs intellectuels organiques, en fait leurs idéologues. La force durable du Parti communiste en France donna à beaucoup d'intellectuels la satisfaction soit d'être les vedettes de réunions publiques, soit, plus honnêtement, d'éprouver le sentiment de participer, de manière désintéressée, à des mouvements de libération et à la construction d'un avenir meilleur. L'écroulement de l'idéologie et du pouvoir communistes a évidemment frappé de plein fouet ce type d'intellectuels, d'autant que quelques-uns d'entre eux s'étaient laissé entraîner, de manière irresponsable, dans la défense de la barbare révolution culturelle chinoise. Cependant, il serait aussi injuste de condamner entièrement ce type d'intellectuels que faux de laisser entendre qu'il a disparu. Bien des intellectuels qui ont signé des pétitions, participé à des marches et à des manifestations, ou même à des grèves de la faim, ont marqué de manière parfaitement honnête leur solidarité avec des revendications et des contestations qui ne parvenaient pas à se faire entendre des pouvoirs publics. Leur rôle est limité dans la mesure où ils ne participent pas à l'élaboration du sens de l'action et s'en tiennent à un témoignage, mais il est important, car il exprime la volonté de ces intellectuels, qui pourraient être facilement absorbés par l'establishment et qui, de quelque manière, y participent, de rester solidaires des catégories les plus démunies, les plus privées de parole.

* © " Comment sortir du libéralisme ", Alain Touraine, Editions Fayard, 1999





Au-delà de ces deux catégories d'intellectuels, on doit apercevoir des figures plus complexes et qui se manifestent dans des situations plus difficiles. Il y a d'abord les intellectuels qui font leur métier, qui est d'analyser et de comprendre, en cherchant le sens des actions qu'ils soutiennent ou auxquelles ils s'opposent. Ils se situent par rapport à des acteurs réels, dont l'action, comme tout événement historique, a plusieurs sens à la fois, et ils s'efforcent de distinguer ces sens et de mettre en lumière celui qui leur paraît le plus important. Mais on ne peut parler à leur propos d'intellectuels - et pas seulement d'experts ou de professionnels - que si leur parole et leurs écrits se veulent des instruments au service d'une critique du pouvoir social, ou, plus directement, une force d'opposition et de protestation.

La différence entre ces intellectuels et ceux de la première catégorie est que ceux dont je parle ici croient à l'existence, à la conscience et à l'efficacité des acteurs, bien qu'ils connaissent leurs limites, alors que ceux de la première catégorie ne croient qu'à la critique des contradictions internes des crises et du mal. (...)

La situation de ces intellectuels est difficile : ils croient aux acteurs, mais ils gardent leur distance vis-à-vis d'eux, puisqu'ils critiquent leurs discours et leurs actions et luttent contre les idéologies justificatrices que produit toute action sociale et politique. Or les militants préfèrent de beaucoup les intellectuels qui dénoncent les abus de leurs adversaires à ceux qui analysent leur propre action, même lorsqu'ils le font avec sympathie.

La France a connu beaucoup de grands intellectuels de ce troisième type, même si souvent ils combinaient une critique décapante, créatrice, avec l'attachement à des références sociales et politiques inadaptées. Parmi eux, beaucoup vinrent de la gauche communiste, de Socialisme ou Barbarie ou de l'Union des étudiants communistes, deux groupes auxquels participèrent et où se formèrent beaucoup de figures de premier plan, comme Cornelius Castoriadis, Claude Lefort, Jean-François Lyotard ou François

Châtelet. Mais c'est un homme d'une autre génération, André Malraux, qui reste la figure la plus emblématique de ce type d'intellectuels, parce que ses interventions politiques ont été à la fois réelles et directement transcrites dans son oeuvre.

Ces intellectuels ne peuvent intervenir qu'à l'intérieur d'une société démocratique, puisque leur travail critique consiste notamment à distinguer dans une revendication ce qui peut être traité par les institutions, ce qui n'est pas négociable et ce qui est contaminé par des intérêts ou des idéologies étrangers à elle. Il faut évidemment préciser ici que ces intellectuels interviennent parce qu'ils reconnaissent dans l'action étudiée des enjeux qui dépassent l'intervention politique, que ceux-ci soient moraux ou sociaux. Ces intellectuels, ceux qui me semblent jouer le rôle le plus important, ne sont jamais des politiques, puisqu'ils reconnaissent dans l'action sociale la présence d'un principe non politique qui ne peut pas être reconnu entièrement par le système politique. (...)

Ils s'efforcent de séparer dans une situation politique ce qui peut être traité par les mécanismes institutionnels, ce qui relève de la poursuite rationnelle d'intérêts personnels ou collectifs, et ce qui en appelle à des valeurs supérieures à toute organisation sociale. Opposés à toutes les visions unificatrices, qu'elles soient moralisantes ou qu'elles témoignent d'une confiance sans limite dans les institutions politiques, juridiques ou scolaires, ces intellectuels brisent ces fausses unités et cherchent à dégager les enjeux les plus importants de l'action collective.

Il existe enfin une quatrième catégorie d'intellectuels. On peut les qualifier d'utopistes, au sens positif du terme, car ils s'identifient aux tendances nouvelles de la culture, de la société ou de l'existence personnelle, et les rendent plus visibles sans pour autant être aveugles aux conflits sociaux qui se forment autour de la gestion sociale de ces transformations. Edgar Morin est en France le plus créatif de ces utopistes, en même temps qu'il conserve le souci d'interpréter les





mouvements sociaux, surtout quand ils sont nouveaux et faiblement organisé.(...)

Toutes les familles d'intellectuels peuvent coexister et c'est même leur coexistence qui donne consistance au débat intellectuel et donc aux intellectuels eux-mêmes, puisque ceux-ci consacrent autant de temps à se combattre les uns les autres qu'à analyser des situations historiques réelles. Cette conclusion générale est particulièrement valable dans la situation présente, dans la mesure où nos sociétés n'ont aucune unité, ne se conforment à aucune logique hégémonique et sont de plus en plus éclatées. (...)

La seule famille d'intellectuels qui s'affaiblit actuellement, au point qu'elle semble en voie de disparition, est celle des idéologues liés organiquement à une organisation politique. Ce qui est normal et

souhaitable, puisque ce type d'intellectuels ne reconnaît aucune place aux autres, et que les philosophies de l'histoire et la confiance dans le « Parti » porteur de l'avenir sont irrémédiablement en déclin.

On assiste au contraire à un retour des intellectuels de tous les autres types, si visible que beaucoup se plaignent déjà du bruit assourdissant de leurs querelles. Mais il ne s'agit pas d'un retour au passé. Le silence relatif des dernières décennies s'explique par la clôture d'une période historique, tandis que le retour des intellectuels est associé au remplacement de l'analyse des systèmes par l'interprétation des acteurs. Ce retour est donc lié à un renforcement de l'esprit démocratique, à la recomposition des luttes, et surtout à la défense des droits fondamentaux : liberté, égalité, solidarité.





Le renouveau de l'engagement intellectuel * (extraits)

Par Serge Lellouche

Revue Sciences Humaines Hors-série N° 25 Juin-Juillet 1999

Opposés à la fragmentation du social, à la globalisation des économies, à la banalisation du mal, au règne de la pensée unique, à la dictature du libéralisme absolu... les nouveaux intellectuels se veulent à la fois penseurs et acteurs du réveil de la société civile.

On ne saurait évoquer le renouveau de l'engagement intellectuel sans le relier au contexte historique dans lequel il s'inscrit : si «Père du vide» a marqué les quinze précédentes années, le milieu des années 90 voit s'élaborer de nouvelles formes de mobilisation et d'action sociales : renforcement du tiers-secteur associatif, affirmation des mouvements de « sans » (logement, emploi, papiers), constitution de diverses mobilisations morales dirigées contre le Front national ou les lois Debré, grèves de décembre 1995, protestations contre l'épuration ethnique en Bosnie. Ajoutons à cela les mouvements de lycéens et les débats émergents dans les médias, autour de la bioéthique ou de la parité femmes/hommes. Autant de mouvements collectifs constituants qui se présentent comme une réaction aux effets dévastateurs de deux processus historiques à l'œuvre, opposés et complémentaires : la fameuse globalisation techno-économique, et son corollaire, l'extrême fragmentation culturelle du monde. Devant cet enjeu, et dans le prolongement du réveil de la société civile, on peut envisager trois modes d'engagement des intellectuels.

La croisade républicaniste

La première réponse intellectuelle est une affirmation forte de l'urgente nécessité d'en revenir au primat du Politique, avec un grand P : 1989 (avec le bicentenaire de la Révolution française, et plus encore, avec l'affaire du foulard islamique) sonne le grand réveil de la thématique républicaniste.

Un certain nombre d'intellectuels, sous la houlette de Régis Debray, et dans le prolongement de son article désormais célèbre

« Etes-vous démocrate ou républicain ? », se mobilisent pour défendre haut et fort les valeurs de la République. Ils commencent par exiger une séparation stricte entre sphère privée et sphère publique. Au sein de celle-ci, et au nom de la laïcité, ne peut être tolérée l'intrusion de quelque différence culturelle que ce soit dans l'espace public. Une réalité sociologique - la grande diversification culturelle et psychologique des élèves à l'intérieur de l'école publique - est ainsi subordonnée à des principes de philosophie politique jugés universels.

Ce courant républicaniste n'a cessé de se renforcer ces derniers mois, et ses thèmes de prédilection rencontrent un écho grandissant au sein de l'opinion. Autour notamment d'Emmanuel Todd et de Philippe Cohen, la création de la fondation Marc Bloch participe de cet élan. Une revue, Les Cahiers du radicalisme, fait son entrée en matière par un tonitruant «Vive la République ! » en couverture du numéro 1. La composition de l'équipe rédactionnelle ne constitue assurément pas un bloc intellectuel homogène, mais l'éditorial affiche clairement le combat qu'entend mener la revue au nom de la République. Est symptomatique de cet esprit la reproduction de l'article paru dans Le Monde quelques semaines plus tôt (4 septembre 1998), « Républicains, n'ayons plus peur ! » co-signé par de «vieux» combattants de la cause républicaine, comme R. Debray ou Max Gallo, mais aussi, chose nouvelle, par des anciens (?) de la deuxième gauche, de tradition moins étatiste, tels Jacques Julliard ou le directeur d'esprit Olivier Mongin. Face à la violence et aux incivilités, cet article lance un vibrant appel au retour à l'ordre, à la discipline, à l'autorité, en un mot à la loi, le tout non sans un certain esprit de revanche contre la face libertaire de mai 1968 ; contre le walkman à l'école, porte ouverte à la violence ; contre le tag, premier pas vers la grande délinquance urbaine. Tolérance zéro !





Il serait évidemment bien court de réduire ce courant républicain à son seul durcissement et à sa caricature autoritariste. Il comporte bien des nuances, et c'est au nom de la République que Pierre-André Taguieff, toujours dans la même publication, oppose la communauté des citoyens à la communauté ethnoculturelle prônée par le Front national, qui tend selon lui à gagner l'imaginaire national, ainsi en voie de « dérépublicanisation ».

La critique de la « pensée unique »

Le deuxième grand pôle d'engagement, lui aussi classique au regard de l'histoire intellectuelle française, est celui de la critique radicale, en plein renouveau depuis les grèves de décembre 1995. Il est indéniablement le plus visible, le plus bruyant, et par définition très populaire dans la mesure où il donne à tout cri, révolte ou protestation sociale le statut de mouvement social. Ce courant intellectuel, qui se revendique « à gauche de la gauche », dresse une description quasi-apocalyptique de la mondialisation, prise telle un bloc, le plus souvent associée à l'américanisation, et sans que soient réellement distingués les différents niveaux qui la composent (technologique, productif, commercial, financier...). Face à la marche triomphale du capitalisme contemporain, ces intellectuels se décrivent volontiers comme représentants du dernier bastion de « dissidence », de « résistance » à ce qu'il est désormais si convenu d'appeler « la pensée unique ».

Dans cette lignée, et non sans de nombreux liens avec le courant républicain, la revue Pétition a été créée à l'initiative de jeunes intellectuels souvent impliqués directement dans diverses luttes sociales, comme Liem Hoang-Ngoc ou Pierre-André Imbert, tous deux animateurs de l'« appel des économistes pour sortir de la pensée unique », ou encore François Kalfon, membre fondateur du club de réflexion Merleau-Ponty. La revue se fait l'écho des nouvelles formes d'engagement, notamment associatif, et de façon assez originale, à travers la produc-

tions artistique et plus particulièrement cinématographique.

Le représentant le plus emblématique de cette pensée du refus et de la dénonciation est assurément Pierre Bourdieu. C'est sous son impulsion que fut créée la collection « Liber/Raisons d'agir », qui publie de façon très régulière des livres au petit format, courts, peu onéreux et très militants dans leur propos. Le succès médiatique d'un certain nombre d'entre eux, celui de P. Bourdieu lui-même, et plus encore celui de Serge Halimi, est d'autant plus fulgurant que ces livres sont le plus souvent des pamphlets anti-médias. Y figure toujours en point de mire la lutte contre la « pensée unique ». Celle-ci est étroitement associée dans ces petits ouvrages à une critique radicale du système médiatique, décrit comme un microcosme clos, verrouillé, dominé par un petit groupe de journalistes parisiens devenus « les nouveaux chiens de garde » du système économique, contrôlés qu'ils seraient par quelques grands groupes industriels et financiers.

Le mensuel Le Monde diplomatique participe aussi largement de la critique de ce système de connivence, ou de cette « tyrannie de la communication », pour reprendre l'expression de son directeur Ignacio Ramonet. De façon très caractéristique, est récurrente dans les colonnes du journal la critique de la fondation Saint-Simon, en ce qu'elle incarnerait ce processus de construction d'une sorte de main invisible, reliant quelques universitaires, des industriels, des hommes des médias et des politiques. Ce deuxième grand courant de l'engagement intellectuel est en définitive beaucoup plus centré sur la critique globale du système libéral que sur l'analyse des acteurs en mesure de le transformer. Cela, somme toute, non sans conformité avec les théories bourdieusiennes de l'habitus, des processus de distinction et de reproduction sociales, qui réduisent à peu de chose la marge d'action et d'inventivité de l'acteur.





L'approche réformatrice

Un troisième pôle de l'engagement est représenté par la montée en puissance d'une approche alternative ou réformatrice, orientée vers l'étude des acteurs sociaux. Ce courant constitue, dans le contexte français, un bouleversement de taille. Dans cette catégorie (une fois encore fort hétérogène et parfois perméable aux influences des deux autres), dominent la Revue du MAUSS (Mouvement anti-utilitariste dans les sciences sociales) dirigée par Alain Caillé, et la collection « Sociologie économique » supervisée par Jean-Louis Laville aux éditions Desclée de Brouwer. Toutes deux sont centrées sur l'analyse des conditions d'émergence d'un nouveau mode de développement, à la fois post-bureaucratique et post-libéral, qui serait fondé sur une économie solidaire impulsée par le tiers-secteur associatif.

Plus visibles dans l'espace public apparaissent un certain nombre de revues ou de journaux, ambitionnant de lier la réflexion universitaire à la pratique des acteurs sociaux et politiques. Parmi elles, la très récente revue Mouvement, où officie entre autres Philippe Corcuff au sein de la rédaction, se définit presque explicitement dans son rapport ambivalent à la critique radicale et au réformatisme : sortir du « tout ou rien », combiner radicalité et pragmatisme, ne pas choisir pour ou contre Bourdieu... Les participants s'efforcent de souligner l'épuisement des formes classiques de militantisme et d'engagement politique, et l'apport décisif dans leur réélaboration, de mouvements tels que les mouvances écologiste et surtout féministe (Bernard Ravenel), sans compter la dimension politique sous-jacente au phénomène rap (Laurent Mucchielli).

La création, ou plus précisément la résurgence du Monde des débats, apparaît enfin comme l'un des projets d'engagement intellectuel qui rompt le plus fortement avec les conceptions anciennes. Ce mensuel, dirigé par Michel Wieviorka - un des plus illustres disciples d'Alain Touraine, auquel il a succédé en 1993 à la direction du Cadis (Centre d'analyse et d'intervention sociologique), - affiche

d'emblée, dans l'édito de son numéro 1, un positionnement intellectuel allant à l'encontre, d'une part du dogmatisme néo-libéral, et d'autre part des deux courants que nous avons précédemment observés : les nostalgiques « d'un passé national mythique » ou la « démagogie des représentants de la contre-pensée unique ». Dans un contexte politique et intellectuel obsédé par le thème de la décadence, de l'insécurité, de la crise de l'identité nationale, Le Monde des débats entend souligner, derrière la face sombre de nos sociétés, supposée ou réelle, toutes les potentialités nouvelles, l'apparition de nouveaux conflits et de nouveaux acteurs encore aujourd'hui trop peu écoutés, du fait de la force persistante des représentations du passé. Le dossier consacré à « L'autorité malmenée et recomposée » auquel participent notamment François Dubet, autre tourainien « historique », François de Singly, Pierre Manent ou Alain Renaut, va dans ce sens. M. Wieviorka a pu montrer dans un livre récent sur l'engagement que la reconnaissance de la diversité en matière culturelle et le dépassement d'un égalitarisme formel en fait générateur d'inégalités en matière institutionnelle, et la priorité accordée au développement durable et à la lutte contre l'exclusion en matière socio-économique, sont trois axes déterminant une bonne part de cet engagement.

Pour être plus compréhensible, ce type d'engagement doit être mis en parallèle avec le corpus théorique et méthodologique qui le sous-tend, et auquel la figure intellectuelle d'A. Touraine est directement liée. Celui-ci a en effet largement contribué à un changement de paradigme sociologique en termes de passage d'une sociologie des systèmes à une sociologie des acteurs et, par sa théorie du sujet et des mouvements sociaux, à la reconstitution par le bas de l'analyse sociale. Il est par ailleurs, à travers la méthode de l'intervention sociologique, élaborée voici plus de vingt ans, l'initiateur d'un rapport aux acteurs largement inédit : le chercheur soumet des outils d'étude aux acteurs et les engage dans un travail d'auto-analyse de leur action...

L'image du grand intellectuel s'adressant au peuple du haut de son tonneau dans les usines Renault, au nom de l'universel et du sens de l'histoire dont il détiendrait les clés, nous appa-





rait sans doute bien lointaine. On a toutefois trop vite fait de remplacer l'intellectuel classique parlant du sommet par le simple intellectuel-expert. N'assistons-nous pas plutôt à l'avènement d'un intellectuel renonçant à la

posture avant-gardiste, s'efforçant d'apporter aux acteurs sa connaissance, ses interprétations, les accompagnant en quelque sorte dans leurs questionnements ?



Liste des personnes rencontrées ou interrogées dans le cadre de l'enquête de Pierre-Alain Four

(automne 1997-automne 1999)

1. Jean-Philippe ANTOINE, artiste, philosophe
2. Catherine ARTO, Hall Prince
3. Michèle AUCLAIR, administratrice de la MRASH (ISH)
4. Sylvain AUROUX, ENS lettre
5. Jean-Marie AUZIAS, Salon Auzias
6. André BARTHELEMY, Agir ensemble pour les droits de l'homme
7. Michel BATAILLON, programmation du TNP
8. Patrick BAZIN, directeur de la Bibliothèque Municipale de Lyon
9. Yves BENITAH, Acte public
10. Guy BERTHOLON, Pôle Universitaire Lyonnais
11. Dominique BLAISE, enseignant artiste, Ecole d'architecture de Lyon
12. Simone BLASY, Musée Gadagne
13. Heraldo BOCAZ, AFAL
14. Jacques BONNIEL, doyen de la faculté de sociologie, Université Lyon II
15. Patrick BOURGEOIS, Ensatt
16. Cécile BOURJAT, secrétaire générale de la MACLY, foyers de culture
17. Cathy BOUVARD, éditorialiste à Lyon Capitale, chargée de mission Théâtre de la Croix-Rousse
18. Claude BURGELIN, maître de conférence Université Lyon II
19. Patrice CHARAVEL, service culturel Université Lyon II
20. Michel CHAUDIER, service communication ENTPE
21. Jean-Louis CONESA, enseignant
22. Michel CORNATON Université Lyon II, le Croquant
23. Michel CUZIN, universitaire, Lyon II
24. Carine DELANOË, La Ferme du Vinatier
25. Michel DIEUAIDE, Théâtre des Jeunes Années
26. Philippe DUJARDIN, IEP
27. Nicolas EGLIN, chargé de la communication à VSF
28. Lorena ESPINOSA-BARRY, OIP
29. Gérard FABBIANI, Horlieu
30. Max FERROUL, CCO Villeurbanne
31. Gabriela FORTUNATO, Institut culturel italien
32. Michel FOUCHER, OEG
33. Françoise FRANGEUL, Espace Bellecour
34. André GACHET, ALPIL





35. Nadine GELAS, Université de la Mode
36. Armelle GIRAUD, chargé de la communication à Equilibre
37. Paul GRAVILLON, ex-journaliste, écrivain et poète
38. Marie-Lucie GROSSIORD, chargée du service culturel de l'INSA
39. Corinne GUERCI, artothèque de la MLIS, Villeurbanne
40. Bruno GUICHARD, Diagonales Est-Ouest
41. Christian HARZO, Observatoire Social de Lyon (faculté catholique)
42. Martin HILLAIRET, Agora Tête d'Or
43. Gilberte HUGOUVIEUX, responsable action culturelle ISMRA
44. Guy ISSANJOU, ex Directeur de l'Ecole des Beaux-arts de Lyon
45. François JUILLET, Fondation Scientifique Lyon Sud Est
46. Cyril KRETZSCHMA, délégué général Economie et Humanisme
47. François LAPLANTINE, ethnologue
48. Patrick LAUPIN , écrivain
49. Jean-Jacques LERRANT, ex-journaliste au Progrès
50. Antoine LION, Centre Thomas More
51. Christian LOMBARD, Pierre VERBRUGGEN, Triangle
52. Patrick LUSSON , Mission Prospective, Grand Lyon
53. Annie MAGUER, ISMRA (C.O.R.U.M.)
54. Claudine MARECHAL, coordination Maison de l'Orient Méditerranéen (MOM)
55. Olivie MARTINON r, SGAR - Préfecture de Région
56. Paulette MASSE , Cimade
57. Valérie MATILLAT, responsable de La Scène sur Saône
58. Jean-Loup MOLIN, Mission Prospective, Grand Lyon
59. Jacques MOULINIER, Vice Président, Grand Lyon
60. Pierre MOULINIER, Le Monde
61. Marianne MOURRON, Directrice adjointe de la Maison du livre, de l'image et du son, Villeurbanne
62. Régis NEYRET, Patrimoine Rhône-Alpes
63. Monique NICOL, documentaliste au Nouveau Musée
64. Elisabeth NICOLLIN, chargée de la communication de l'université catholique
65. André PELLETIER, responsable des Presses universitaires de Lyon
66. Françoise PERROUD, Mairie de Lyon
67. Bruno PIN, ... 491
68. Jean-François PLOQUIN , Congo - Solidarité - Information (COSI), Lyon
69. Cédric POLERE, Docteur en science politique
70. Hugues PUEL, animateur fondateur Economie et Humanisme
71. Michel RASKINE, metteur en scène au Théâtre Le Point du Jour
72. Thierry, RASPAIL, Musée d'art contemporain

73. Yves RECHSTEINER, directeur département musique ancienne, CNSM
74. Sébastien ROCHE, chercheur au CNRS-CERAT
75. Michel ROTTENBERG, conseiller ethnologie à la DRAC
76. Max SCHËNDORFF, artiste plasticien
77. Pierre SIGAUD, DRAC Rhône-Alpes
78. Dietrich STURM, Goethe Institut
79. Christian TERRAS, Golias
80. TESSE Pierre-Yves, Chambre de Commerce et d'Industrie
81. Sylvaine VANDENESH, assistante des directeurs, Biennales de Lyon
82. Jacky VIEUX, Maison du Rhône
83. Ludovic VIEVARD, philosophe
84. VINCENT André, ethnologue, Maison du Rhône
85. Guy WALTER, Villa Gillet
86. Koran WOLMAN-TARDY , Aspen

